

UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

Année 1930 — N° 11

DES SOCIÉTÉS INDIGÈNES
DE PRÉVOYANCE, DE SECOURS ET DE PRÊTS
MUTUELS D'ALGÉRIE

Ce qu'elles sont

Ce qu'elles doivent être

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue publiquement le 5 Juin 1930

PAR

Pierre-Joseph **ARRIPE**

Né à Constantine le 5 Novembre 1897

JURY {	MM. GAFFIOT	<i>Président.</i>
	BIENVENUE	} <i>Suffragants.</i>
	BERGER-VACHON	

ALGER

Imprimerie Emile GAUDET, 35, Quai Nord

1930

UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

Année 1930 — N° 11

DES SOCIÉTÉS INDIGÈNES
DE PRÉVOYANCE, DE SECOURS ET DE PRÊTS
MUTUELS D'ALGÉRIE

Ce qu'elles sont

Ce qu'elles doivent être

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue publiquement le 5 Juin 1930

PAR

Pierre-Joseph **ARRIPE**

Né à Constantine le 5 Novembre 1897

JURY	{	MM. GAFFIOT	Président.
		BIENVENUE	} Suffragants.
		BERGER-VACHON	

ALGER

Imprimerie Emile GAUDET, 35, Quai Nord

1930

UNIVERSITÉ D'ALGER



FACULTÉ DE DROIT

MM. MORAND, O. ✱, I. ☉.	<i>Doyen, Professeur de Droit Musulman.</i>
THOMAS, ✱, I. ☉.	<i>Assesseur du Doyen, Professeur de Droit romain.</i>
PELTIER, I. ☉.	<i>Professeur d'Histoire générale du Droit français.</i>
MALLARMÉ, I. ☉.	<i>Professeur de droit administratif, en congé.</i>
CHAUVIN	<i>Professeur d'Economie politique, en congé.</i>
MILLIOT, I. ☉.	<i>Professeur de Législation algérienne, tunisienne et marocaine.</i>
BIENVENÛE, ☉	<i>Professeur de Droit public.</i>
CHAUVEAU	<i>Professeur de Droit commercial.</i>
GAFFIOT	<i>Professeur d'Economie politique.</i>
STÉFANI	<i>Agrégé.</i>
VIARD.	<i>Agrégé.</i>
BRETON	<i>Agrégé.</i>
FRÉJAVILLE	<i>Agrégé.</i>
FAÛRE DE CÉRIS, I. ☉.	<i>Chargé des fonctions d'agrégé.</i>
DUPOND, ☉.	<i>Chargé des fonctions d'agrégé.</i>
BOUSQUET	<i>Chargé des fonctions d'agrégé.</i>
BERGER-VACHON. . . .	<i>Chargé des fonctions d'agrégé.</i>
GÉRARD, I. ☉.	<i>Professeur honoraire.</i>
TESTAUD, I. ☉.	<i>Professeur honoraire.</i>

JURY DE LA THESE

MM. GAFFIOT	<i>Président.</i>
BIENVENÛE	} <i>Suffragants.</i>
BERGER-VACHON	

NOTA. — La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Le Crédit Mutuel Agricole est assuré, en Algérie, par les Caisses de Crédit Mutuel et les Sociétés Indigènes de Prévoyance, de secours et de prêts mutuels.

Les premières sont ouvertes à tous les agriculteurs, sans conditions d'origine, aux cultivateurs Indigènes, comme aux Colons Français (1).

Les secondes sont réservées exclusivement aux Indigènes et pratiquent, en même temps, l'assistance en faveur de leurs adhérents pauvres.

Si, en matière de crédit, les unes et les autres se proposent des buts identiques, elles n'emploient pas les mêmes méthodes, les Sociétés Indigènes de Prévoyance s'inspirant surtout, dans leurs opérations, de la mentalité et des habitudes traditionnelles des populations musulmanes.

Les Caisses de Crédit Agricole sont très prospères ; Les Sociétés de Prévoyance se trouvent plutôt dans une situation critique. Après avoir rendu pendant longtemps de précieux services qu'il serait injuste de ne pas reconnaître, celles-ci ne disposent plus des ressources nécessaires pour atteindre leurs buts ; leur organisation

(1) L'Indigène Musulman Algérien est Français (article premier du Sénatus-Consulte du 14 juillet 1865). Cependant, pour la commodité de la discussion, nous appliquerons, au cours de notre étude, le qualificatif « Français » aux colons d'origine Française ou Européenne et aux Institutions dirigées par eux, réservant le qualificatif « Indigène » aux Indigènes Musulmans et aux Institutions composées exclusivement d'Indigènes.

n'est pas, semble-t-il, en harmonie avec les besoins nouveaux auxquels elles doivent pourvoir.

L'examen de la question nous a amené à penser que l'heure était venue de rapprocher les deux institutions ; nous sommes persuadé qu'il en résultera un grand bien pour les populations rurales Indigènes.

Ne peut-on pas espérer, au surplus, que grâce à une fusion progressive des intérêts, on arrivera plus aisément à établir, entre les deux races, une communion complète des cœurs et des esprits ?

Le rapprochement que nous recommandons est la conclusion de notre travail, qui comprendra trois parties.

Nous nous sommes d'abord attaché, dans une revue historique, à rechercher les circonstances qui ont décidé l'Administration à recourir à la création des Sociétés Indigènes de Prévoyance dans leur forme actuelle. Nous avons exposé, ensuite, leurs buts, leur organisation, leur fonctionnement, leur capacité légale et les résultats qu'elles ont obtenus. Il nous a paru utile, aussi, de puiser des enseignements dans les efforts accomplis par les Colonies et Protectorats pour améliorer leurs Sociétés, établies d'après les mêmes principes (1^{re} partie).

Enfin, après avoir constaté les lacunes et les imperfections de notre Législation, ainsi que les tentatives faites pour y remédier (2^e partie), nous avons développé un plan de réformes dont l'efficacité sera subordonnée à une association étroite entre les Colons et les Indigènes. Les Caisses Agricoles Françaises apporteront à la nouvelle organisation des Sociétés de Prévoyance un concours puissant et décisif (3^e partie).

Première Partie

Des Sociétés Indigènes de Prévoyance, de Secours et de Prêts Mutuels d'Algérie

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

Si on examine de près le fonctionnement des Sociétés Indigènes de Prévoyance, de Secours et de Prêts Mutuels d'Algérie dès leur origine et qu'on suive leurs opérations dans les diverses étapes de leur évolution vers le régime actuel, on ne peut manquer d'être frappé de la faveur dont elles n'ont cessé d'être l'objet de la part des populations musulmanes et du rapide développement qu'elles ont pris, même à l'époque où elles n'étaient pas encore bénéficiaires de leur statut légal.

A la réflexion, l'étonnement cessera et l'on se rendra compte que le succès de l'Institution était assuré, non pas seulement parce qu'elle répondait à un besoin réel, mais encore et surtout parce que les méthodes, assignées à son fonctionnement, étaient exactement adaptées à la mentalité indigène.

Il convient donc de rendre hommage à la sagesse de l'Administration Algérienne qui, loin d'imposer aux

fellahs, dans la circonstance, une réglementation répugnante à leurs habitudes et à leurs traditions, s'est, au contraire, attachée à tirer parti de leur organisation sociale et de leurs mœurs patriarcales pour mettre à leur disposition un régime très simple et très pratique de prévoyance, de crédit et d'assistance.

Ce régime eut au début, comme base essentielle des opérations, l'utilisation des silos dont l'emploi était, d'ailleurs, traditionnellement pratiqué pour la conservation des grains.

*
**

Nous ne croyons pas inutile d'insister sur l'antiquité et la force de cette tradition, maintenue à travers les siècles dans l'Afrique du Nord et qu'il eut été, pour les premiers administrateurs militaires, imprudent et impolitique de négliger.

Dans leur ouvrage relatif aux « Recherches Anthropologiques dans la Berbérie Orientale » (1), MM. Chantre et Bertholon signalent l'existence des silos à l'époque la plus éloignée de l'histoire des populations Berbères. De son côté, M. Gsell, membre de l'Institut, Professeur au Collège de France, consacre dans son « Histoire Ancienne de l'Afrique du Nord » (2), une étude remarquable à cette question.

Il fallait, dit le savant professeur, mettre en sûreté les grains qui, après les récoltes, n'étaient pas aussitôt vendus ou versés aux collecteurs d'impôts, ceux qui n'étaient pas gardés dans les maisons pour servir à la consommation courante. On utilisa, dans ce but, des cel-

(1) MM. Chantre et Bertholon, *Recherches Anthropologiques dans la Berbérie Orientale*. Lyon, Rey. 1913, p. 437 et 438.

(2) M. Gsell. *Histoire Ancienne de l'Afrique du Nord*, tome V., p. 196.

liers souterrains, des silos, ainsi qu'en témoigne un texte (Bell. Afric. LXV), qui mentionne l'existence de cette pratique dans la Province d'Afrique au milieu du premier siècle avant J.-C. Les silos étaient creusés auprès des fermes et des hameaux situés dans le voisinage immédiat des champs cultivés ; on soustrayait ainsi, en les cachant, les récoltes aux tentatives de pillage et de confiscation.

M. Gsell signale encore que les Berbères, groupés dans les villages, faisaient également usage, pour la conservation de leurs grains et de tous autres produits, de magasins non-souterrains, établis généralement dans des sites particulièrement difficiles à atteindre et aisés à défendre.

Ni l'occupation Romaine, ni les invasions successives n'ont modifié cet état de choses ; tout au contraire, son maintien est devenu une nécessité sous le régime de despotisme et d'anarchie que les populations ont dû supporter jusqu'à l'arrivée des Français.

En résumé, tels étaient les silos et autres magasins d'approvisionnement il y a plus de deux mille ans, tels sont encore aujourd'hui les silos, Ksours et Guelaâs, fonctionnant dans les plaines, l'Extrême-Sud et l'Aurès (1).

*
**

Dès les premiers temps de la conquête, l'autorité militaire constata l'existence des silos indigènes ; mais les exigences de la guerre ne lui permirent pas de rechercher à en améliorer le fonctionnement. Elle fut plutôt

(1) Voir Cours de M. Gaffiot, professeur agrégé à la Faculté de Droit d'Alger. Sociologie Algérienne. L'Habitation. Années 1925-26. Voir aussi Lt-Colonel de Lartigue. Monographie de l'Aurès. Constantine. 1904, page 402.

contrainte d'assumer une étroite surveillance sur ces dépôts qui offraient un approvisionnement facile pour les tribus qu'elle avait à combattre. Il est cependant juste de reconnaître que, si parfois elle se vit dans l'obligation de les supprimer ou de s'en emparer pour mettre fin aux événements insurrectionnels, il lui arriva souvent de prélever sur ses propres réserves les quantités de grains nécessaires à l'alimentation des tribus restées fidèles et aux ensemencements de leurs terres. Il en fut particulièrement ainsi au moment où Bugeaud dut soutenir contre Abd-el-Kader et ses partisans la lutte sévère qui aboutit à la défaite et à la reddition de l'Emir.

Nous citerons, dans cet ordre d'idées, la circulaire du 6-22 mai 1847 (1), dans laquelle l'illustre Maréchal recommandait aux chefs de Bureau Arabe de faire rentrer avec beaucoup d'exactitude les prêts en blé et en orge consentis aux Arabes pour ensemençer leurs terres, et cela « si on voulait que l'Administration militaire « continuât à venir en aide aux tribus dans des circonstances malheureuses ».

Cependant, aucune organisation spéciale n'avait été encore envisagée pour créer, au profit des cultivateurs indigènes, un service normal d'assistance et de crédit, lorsqu'en 1847, un officier d'Etat-Major, le capitaine Lapasset, chef du bureau arabe de Ténès, eut à s'occuper de la question et proposa les moyens pratiques de la résoudre.

Vivement ému de l'état précaire des populations indigènes après une année d'extrême misère, frappé des avantages qui pouvaient résulter, aux points de vue politique et économique, de la substitution de silos collec-

(1) Bulletin Officiel des Actes du Gouvernement de 1830 au 24 juin 1858, p. 255. Dictionnaire de la Législation Algérienne par P. de Ménerville. Alger 1877. « Affaires Arabes », page 74, période 1830-60.

tifs de prévoyance et d'assistance aux silos individuels, il soumit à l'approbation de ses chefs un « Projet d'établissement de silos de prévoyance pour les tribus, « servant en même temps de garantie de leur fidélité ». Dans sa pensée, cette mesure était destinée à faire face : 1° aux prêts de semences aux pauvres ; 2° à l'approvisionnement pour les tribus, et il en justifiait l'urgente nécessité par les considérations suivantes (1) :

« Chaque année, à l'époque des labours, les pauvres
« des tribus viennent solliciter des prêts de semence, et
« le plus souvent l'Administration ne peut faire droit
« à leurs demandes. Dans ces derniers temps, la renommée de justice et l'influence de l'autorité française ont
« bien amené les plus aisés des cultivateurs à prêter
« aux plus nécessiteux ; mais quand il arrive des années
« calamiteuses comme celle-ci, où pauvres et riches
« manquent complètement de céréales, les prêts du riche au pauvre sont presque nuls, et tous les deux,
« pendant un certain temps, sont forcés d'arracher leur
« subsistance des entrailles de la terre : ils mangent
« alors des racines et un tubercule, vulgairement pied
« de veau, appelé dans le pays bekouka ; ils en font une
« espèce de pain qui, certes, n'en a que le nom, car les
« malheureux qui s'en nourrissent pendant quelque
« temps éprouvent des enflures dans le gosier, dans les
« membres et des engorgements dans les parties digestives.

« Nous avons cherché les moyens de parer aux deux
« nécessités que nous venons d'énoncer :

« 1° Prêts de semences aux pauvres ;

« 2° Approvisionnement pour les mauvaises années,
« et nous avons été naturellement amené à la création,

(1) Berseville, Rapport sur les Sociétés Indigènes de Prévoyance pendant l'exercice 1895-1896.

« non de greniers, mais de silos de prévoyance pour les tribus. »

Le capitaine Lapasset recommandait d'établir les nouveaux silos dans le rayon de défense des villes ou des postes français administrant les tribus. Mais ces dernières devaient être prévenues que les approvisionnements ainsi constitués étaient bien à elles et qu'ils ne constituaient entre nos mains qu'un gage de fidélité, une prévoyance pour les temps mauvais, un bienfait permanent pour les pauvres cultivateurs.

Gérés par les caïds avec l'assistance de l'adjoint du Bureau Arabe, placés sous la direction du chef de ce Bureau et le contrôle de la Commission consultative municipale, les silos étaient annuellement alimentés par un versement en nature (blé ou orge) variant suivant l'importance des charrues cultivées. En temps ordinaire, les grains ne devaient être prêtés que pour les ensemencements; ils étaient obligatoirement remboursés en nature aussitôt après la moisson, avec un léger supplément destiné à augmenter les réserves. En cas d'année calamiteuse, les grains pouvaient, à titre exceptionnel, être attribués en secours aux plus malheureux. Enfin, aux moments d'inquiétude et de malaise politique, on devait restreindre les prêts ou les dons, ou les suspendre même tout à fait, si l'autorité supérieure jugeait l'opération opportune. Cette mesure s'imposait à l'égard de toute tribu dont la fidélité donnait lieu à quelques doutes.

Le projet du capitaine Lapasset n'eut malheureusement pas de suite, en raison des événements de 1848 dans la Métropole. Mais son idée était lancée; elle devait porter plus tard ses fruits, reprise par un autre administrateur d'élite, le Général Liébert.

Il n'en est pas moins vrai que l'ancien chef du bureau arabe de Ténès, esprit ouvert et réalisateur, homme de

grand cœur, doit être considéré comme le véritable fondateur de nos Sociétés Indigènes de Prévoyance, et nous croyons remplir un devoir en saluant respectueusement sa mémoire.

*
**

La charité publique continua à s'exercer chez les Indigènes, sans aucune intervention de notre part.

En 1865 et 1866, la sécheresse réduisit considérablement les récoltes, et de formidables invasions de sauterelles ruinèrent des régions entières du Tell. En 1867, une sécheresse encore plus grande détruisit sur pied presque toutes les céréales et tout le fourrage des pays de culture. Le choléra, venu de Tunisie, et bientôt suivi du typhus, décima les populations. Ce fut un immense désastre qui, aujourd'hui encore, sert de repère historique aux Indigènes, sous le nom lugubre « d'année de misère », « Am-ech-Cher ».

En rappelant ces tristes événements, M. Louis Rinn, qui en fut un des témoins, déclare, dans son histoire de l'Insurrection de 1871 (1), que le dévouement fut partout à hauteur du mal; et il ajoute : « dans cette lutte générale de la charité contre de multiples fléaux, l'aristocratie indigène eut une belle page. Ces seigneurs, qui, en temps normal, trouvent tout naturel de vivre de leurs sujets ou de leurs administrés, savent aussi, dans les moments de crise, leur donner aide et assistance. Tous, sans bruit, sans ostentation, vidèrent leurs silos et distribuèrent leurs grains et leur argent; et, quand ils n'eurent plus rien, ils empruntèrent aux usuriers rapaces, pour donner encore aux malheureux qui se pressaient autour d'eux ».

(1) Louis Rinn. Histoire de l'Insurrection de 1871 en Algérie. Alger, Librairie Jourdan. 1891, page 50.

Il nous paraît également indispensable de souligner le concours précieux des populations kabyles, qui purent, grâce à leurs habitudes de prévoyance et de travail, échapper à la famine. Nous sommes heureux de reproduire le témoignage flatteur qui leur a été donné, à cette occasion, par MM. Hannoteau et Letourneux (1) et qui, mieux que les plus longs exposés, fait ressortir tout ce que l'on peut attendre, pour le développement des œuvres de mutualité et d'assistance, de leur esprit d'épargne et de solidarité.

« Pendant l'hiver si désastreux de 1867-1868, lorsque
« la famine décimait les populations indigènes de l'Al-
« gérie, les Kabyles de la Subdivision de Dellys ont
« donné une preuve éclatante de l'esprit de charité qui
« les anime. Depuis le mois d'octobre 1867 jusqu'au
« mois de mai 1868, ils ont eu à nourrir des mendiants
« étrangers, venus de tous les points de l'Algérie et
« même du Maroc, dont le nombre, à certains moments,
« n'a pas été moindre que 12.000. Le cercle de Fort-
« Napoléon, qui compte 76.000 habitants, en a reçu la
« moitié.

« Quelques-uns de ces malheureux, déjà épuisés avant
« leur arrivée, par de longues privations, ont succom-
« bé; pas un n'est mort de faim sur le sol kabyle. Les
« villages, les particuliers venaient à leur aide, sans
« s'inquiéter de leur origine, avec une sollicitude tou-
« chante et d'autant plus méritoire que leurs aumônes
« étaient réellement bien enlevées aux besoins des fa-
« milles dont beaucoup ne connaissaient pas le superflu.

« Jamais les populations, sur qui pesaient une si lour-
« de charge, n'ont fait entendre la plus légère plainte;
« elles ont, jusqu'à la fin, accompli ces actes de charité

(1) Hannoteau et Letourneux. La Kabylie et les Coutumes Kabyles. Paris, 1893, tome II, page 57, note 1.

« simplement, sans bruit, sans ostentation et comme un
« devoir naturel. »

De son côté, le Gouvernement réunit, pour secourir les malheureux, des sommes importantes, en faisant appel aux souscriptions publiques et aux subventions du budget métropolitain; il prit les mesures nécessaires pour assurer les ensemencements et importa, dans ce but, de grandes quantités de céréales.

C'est à cette époque critique que le Général Liébert, commandant la Subdivision de Miliana, reprit l'idée lancée en 1847 par le Capitaine Lapasset, et songea, comme lui, à propager dans le monde indigène les pratiques d'assistance et de mutualité par l'installation de silos des pauvres et la création d'une caisse de prêts mutuels.

Les statuts qu'il élaborâ pour le fonctionnement de la société formée par ses soins dans la Subdivision de Miliana et qui reçurent l'approbation du Gouverneur Général de l'Algérie, le Maréchal de Mac-Mahon, à la date du 4 septembre 1869, présentent un intérêt considérable, car ils ont servi de modèle à toutes les institutions de même nature créées ultérieurement jusqu'à l'extension, en 1880, du régime civil. Nous en reproduisons, ci-après les dispositions essentielles (1).

1° Une société indigène de crédit et secours est instituée dans chacun des cercles de Miliana, Téniet-El-Haâd et Cherchell;

2° Le but moral et humanitaire de la société est :

De créer, d'introduire l'esprit d'association et de mutualité parmi les Indigènes et de les amener à une sage prévoyance;

(1) Berseville, *op. cit.*

De les soustraire aux abus de ce fléau, la ruine des cultivateurs, qu'on appelle l'usure.

La société a donc pour objet de venir en aide à toutes les véritables infortunes, soit au moyen de dons aux malheureux, soit de prêts en argent ou en nature, aux fellahs et aux Indigènes, cultivant pour leur compte, qui auraient été épuisés par une épizootie, par un sinistre ou l'une de ces éventualités calamiteuses qui frappent si souvent les cultivateurs;

3° La société refusera ses secours aux vagabonds, aux mendiants de profession et à tous ceux qui, pouvant le faire, ne demandent pas au travail leur nourriture et celle de leur famille;

4° Néanmoins, sur la proposition des djemaâs de tribus et quand les silos de prévoyance des douars seront épuisés, la société pourra accorder des secours non remboursables, en argent ou en grains, aux infirmes, aux vieillards des deux sexes et aux orphelins;

5° La société est composée de tous les Indigènes, hommes ou femmes, qui s'obligent volontairement à verser la cotisation mensuelle;

6° La cotisation est fixée à 1 franc par mois;

7° La société reçoit, en outre, tous les legs ou dons en argent ou en nature offerts par les souscripteurs ou par des personnes étrangères à la société;

8° Il est établi dans chaque douar constitué ou dans chaque tribu une djemaâ de deux à cinq membres.

Elle sera constituée sur les bases suivantes:

De 20 à 30 souscripteurs.....	2 membres
De 30 à 50 souscripteurs.....	3 membres
De 50 à 80 souscripteurs.....	4 membres
De 80 et au-dessus.....	5 membres

Les membres des djemaâs des douars ou des tribus seront renouvelés par moitié ou par tiers tous les deux ans. Ils sont rééligibles;

9° Il sera établi au chef-lieu de chaque cercle une djemaâ supérieure, composée ainsi qu'il suit :

- Commandant supérieur : Président honoraire ;
- Un chef indigène : Président ;
- Trois chefs indigènes : membres ;
- Un fonctionnaire européen : Trésorier-secrétaire.

10° Un conseil de surveillance établi au chef-lieu de la Subdivision vérifie et contrôle les opérations.

Le conseil est composé ainsi qu'il suit :

- Du commandant de la Subdivision, président ;
- Des présidents honoraires des cercles, membres ;
- Des présidents des djemaâs de cercle, membres ;
- D'un membre par djemaâ du cercle, membre ;
- Du trésorier, membre ;
- Du chef du bureau arabe, secrétaire.

11° Le paiement de la cotisation se fera trimestriellement et d'avance sur quittance détachée d'un registre à souche ;

12° La société ayant pour but de venir en aide aux infortunes imprévues, le taux de l'intérêt du prêt en argent est fixé à 5 % et un karoui pour chaque sac d'orge, blé, fèves, etc..., mis à la disposition du cultivateur ;

13° Lorsque, dans un douar, un indigène aura besoin de s'adresser à la société, il soumettra sa demande à la djemaâ de son douar, laquelle s'assurera de l'exactitude des faits avancés par le demandeur, de son honorabilité, de sa solvabilité ; elle fixera le montant ou la quotité du prêt en argent ou en nature, et transmettra ces renseignements à l'autorité supérieure ;

14° Les prêts en nature ne pourront dépasser 5 sacs d'orge, 3 sacs de blé, un de fèves, un de pommes de terre ou de maïs. Les prêts en argent ne pourront dépasser 250 francs, valeur moyenne d'une paire de bœufs de labour ;

15° Les prêts en nature ne seront que pour la période d'une récolte à l'autre, et ceux en argent pour six mois au minimum et pour un an au maximum;

16° Dans le cas où un emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter à l'échéance, il pourra lui être accordé un délai par la djemaâ supérieure et, sur la proposition motivée de la djemaâ du douar, un délai qui ne pourra excéder six mois;

17° Les prêts en argent et les avances des grains se feront sur un bon signé par le président et visé par le président honoraire;

18° Les remboursements en argent seront faits entre les mains du trésorier aux échéances indiquées;

19° Le produit des rentrées en nature sera déposé dans les silos, dits de réserve, que la société aura dans chaque douar. Cette réintégration aura lieu en présence de la djemaâ, laquelle apposera son reçu sur l'ordre de versement délivré par le trésorier;

20° L'emprunteur donnera reçu sur le registre compte ouvert des avances qui lui auront été faites. S'il ne sait signer, le prêt se fera en présence de deux témoins qui signeront pour lui;

21° Les djemaâs de douar se réuniront le premier et le deuxième lundi de chaque mois;

22° Le trésorier de la société de Miliana pourra conserver en caisse ou dans celle du payeur, avec approbation de l'autorité supérieure, une somme de 15.000 fr.:

Celui de Téniet, 10.000 fr.;

Celui de Cherchell, 7.000 fr.;

23° Les sommes dépassant ce chiffre seront employées en achat de valeurs facilement réalisables, de façon que, tout en augmentant ses ressources, chaque société puisse néanmoins parer instantanément à des besoins pressants ou à des éventualités se présentant avec le caractère de l'urgence ;

24° Des diplômes d'honneur seront décernés annuellement par le conseil de surveillance, et à raison de un par cercle, aux membres qui se seront fait remarquer par leur zèle à signaler les véritables infortunes, pour l'activité de leur propagande en vue de l'augmentation du nombre des souscripteurs, et enfin par les services qu'ils rendront à la société.

Comme on le voit, les conceptions du Général Liébert ne différaient guère de celles du Capitaine Lapasset. Elles étaient basées, les unes et les autres, sur les sentiments de solidarité musulmane recommandés par le Prophète, tenaient compte de la mentalité spéciale des indigènes en leur empruntant, comme instrument essentiel de prévoyance, l'usage du silos, faisaient une large part aux sociétaires pour l'administration de l'association, mais réservaient à l'autorité française un droit de contrôle et même de direction que justifiaient entièrement leur inexpérience et surtout l'absence complète chez eux de tout esprit de méthode et d'organisation.

Cependant le Général Liébert admettait, à côté des prêts en nature, des prêts en argent, et, comme on le verra plus loin, cette façon de procéder se pratiquera de plus en plus, au fur et à mesure du développement des Sociétés de Prévoyance.

Le Général Liébert trouva quelques imitateurs dans les provinces d'Alger et d'Oran. Malheureusement, la guerre de 1870-1871 et la formidable insurrection qui en fut la suite en Algérie, détournèrent l'attention de cette intéressante institution. Les silos de réserve, abandonnés aux soins des seuls indigènes, furent en grande partie dilapidés. La société de Miliana survécut, grâce à son organisation et ne cessa de fonctionner depuis. Son avoir à cette époque était de 85.934 fr. 33 (1).

(1) Rapport Bourlier à la Chambre des Députés sur le projet de loi relatif aux Sociétés Indigènes de Prévoyance.

Pendant les premières années qui suivirent les malheureux événements de 1870 et de 1871, il y eut un temps d'arrêt dans le développement de l'œuvre entreprise par le Général Liébert.

Cependant, en 1875, sous l'influence des difficultés économiques graves, créées par une période de sécheresse, le Conseil Supérieur de Gouvernement se préoccupa de la situation et émit un vœu tendant à la réorganisation des caisses dites « de Foukara » et des silos de réserve sur des bases régulières sous la forme de sociétés de crédit et de secours mutuels (1). Ces caisses de Foukara n'étaient autres que les sociétés fondées par le Général Liébert dans sa subdivision à Cherchell, Miliana, Téniet-el-Haâd, Orléansville et celles créées à Boghar et Médéa, dans le territoire de Commandement.

Le vœu en question ne fut pas retenu par l'Administration.

En 1878, le Gouvernement se vit obligé, pour éviter une famine désastreuse et assurer les ensemencements, d'inviter les communes et les douars à contracter à cet effet des emprunts importants auprès des grands établissements financiers; pour en garantir le remboursement, les douars furent autorisés à donner en gage aux créanciers leurs biens communaux. Telle est l'origine des nombreux emprunts communaux qui ont été contractés ultérieurement pour suppléer, pendant les années calamiteuses, à l'insuffisance des ressources des Sociétés de Prévoyance, ou à l'absence d'institutions de crédit accessibles aux indigènes.

Entre temps, le Conseil Général d'Alger proposait « la substitution de caisses agricoles mutuelles à capital

(1) Délibération du Conseil Supérieur de Gouvernement. Séance du 28 janvier 1875. Année 1875, page 294.

« variable, comprenant comme sociétaires des Européens et des Indigènes, aux « Caisses de Foukara » (1).

L'idée, excellente en principe, ne pouvait de toute évidence, être réalisée à ce moment, les Indigènes se trouvant encore mal préparés à pareille expérience.

*
**

C'est à l'autorité civile que reviennent l'honneur et le mérite d'avoir doté les agriculteurs Indigènes d'une institution solide de crédit et d'assistance appropriée à leurs traditions et à leur mentalité. La réorganisation des Sociétés Indigènes de Prévoyance et leur fonctionnement régulier dans toute l'Algérie firent, en effet, l'objet de la sollicitude la plus éclairée et la plus soutenue de la nouvelle Administration, dès l'extension, en 1880, du territoire civil.

M. le Gouverneur Général Tirman, et plus tard son successeur, M. Cambon, ne ménagèrent, en la circonstance, ni leurs recommandations autorisées, ni leurs encouragements. Ils eurent surtout la bonne fortune d'être puissamment secondés dans cette grande tâche par un fonctionnaire, aussi distingué que modeste, possédant une âme d'apôtre, digne émule du capitaine Lapasset, et du général Liébert, nous voulons parler de M. de Peyre, chef de bureau au Gouvernement Général.

De leur côté tous les fonctionnaires, aux divers degrés de la hiérarchie, et en particulier MM. les Administrateurs de communes mixtes, rivalisèrent d'ardeur pour l'exécution des instructions du chef de la Colonie.

Les sociétés des communes mixtes de Boghari et de Palestro furent tout d'abord organisées en 1882 d'après

(1) Procès-verbaux des délibérations du Conseil Général d'Alger. Session d'Avril 1878, page 329.

les principes généraux qui avaient guidé l'initiative du Général Liébert. Il convient de noter que l'on trouve, pour la première fois, dans les statuts de ces sociétés, une disposition ayant pour objet de confier les fonctions de trésorier aux Receveurs des Contributions Diverses, faisant fonction de Receveurs Municipaux.

Mais, à la suite de la circulaire de M. le Gouverneur Général du 29 mai 1884 (1). Les Sociétés se multiplièrent avec une extrême rapidité et représentèrent bientôt un ensemble de ressources considérables.

A la date du 31 décembre 1886, le nombre de ces sociétés était de 44, celui des sociétaires de 60.293, et le montant de l'actif social de 1.698.322 fr. 39. Deux ans après, au 31 décembre 1888, le nombre des sociétés s'était élevé à 61, celui des sociétaires avait plus que doublé et l'actif social dépassait 2.700.000 francs. Au 31 décembre 1889, on comptait 62 sociétés, 158.722 sociétaires, et l'actif s'élevait à 3.225.500 fr. 07.

En présence d'une progression aussi rapide, l'Administration dut se préoccuper de procurer aux Sociétés Indigènes de Prévoyance le moyen d'accroître leur champ d'action.

Une première mesure s'imposait : il était indispensable de permettre aux Sociétés d'effectuer des placements productifs de leurs fonds disponibles qui, ainsi que nous l'avons vu, avaient déjà atteint des chiffres très élevés. Ces fonds étaient versés, à titre de dépôt, dans les caisses des Receveurs des Contributions Diverses faisant fonction de trésoriers et, pour pouvoir les confier, avec production d'intérêts, à la Caisse des Dépôts et Consignations, les sociétés devaient, au préalable, être reconnues d'utilité publique.

(1) Quelques aspects de la vie sociale et de l'administration des Indigènes d'Algérie. Brochure publiée par le Gouvernement Général de l'Algérie en 1922.

D'autre part, le régime légal des Sociétés Indigènes de Prévoyance était des plus discutables. Assimilées aux sociétés de secours mutuels, elles avaient été autorisées par arrêtés du Gouverneur Général dans les conditions prévues par les Décrets des 13 décembre 1852 et 28 janvier 1860. C'était évidemment une autorisation bien précaire, qui n'aurait pas eu une grande valeur devant un tribunal en cas de contestation.

Pour remédier à la situation, l'Administration prépara un projet de décret tendant à reconnaître les Sociétés existantes comme établissements d'utilité publique.

Le Conseil de Gouvernement ayant été saisi de l'affaire, certains membres agitèrent la question de savoir s'il n'était pas préférable de transformer, ainsi que l'avait suggéré le Conseil Général d'Alger, les Sociétés Indigènes de Prévoyance en Banques Agricoles Indigènes ou Comptoirs d'Escompte sous la direction de la Banque de l'Algérie. Considérant que l'œuvre entreprise n'était pas une œuvre de spéculation, mais de prévoyance et d'assistance et que, d'autre part, la transformation proposée ne tenait compte ni de la mentalité, ni des traditions des populations, le Conseil, à la majorité, émit l'avis qu'il y avait lieu de s'en tenir au projet de l'Administration (1).

Le dossier fut présenté par le Ministre de l'Intérieur au Conseil d'Etat. Mais, sur l'avis de la Section de l'Intérieur, de l'Instruction Publique, des Cultes et des Beaux-Arts, le Gouvernement décida de soumettre aux Chambres un projet de loi permettant aux Sociétés Indigènes de Prévoyance d'obtenir leur reconnaissance

(1) Procès-verbaux des délibérations du Conseil de Gouvernement. Séance du 16 décembre 1887.

comme Etablissements d'utilité publique par arrêtés du Gouverneur Général, pris en Conseil de Gouvernement.

Ce dernier projet fut déposé le 6 mai 1890 à la Chambre des Députés; modifié sur divers points par les Commissions intéressées, rapporté à la Chambre par MM. Bourlier et Letellier, députés d'Alger, et au Sénat par M. Lesueur, Sénateur de Constantine, il est devenu la loi du 14 avril 1893 (1).

(1) « Journal Officiel » de la République Française du 15 avril 1893, page 1921.

Chambre des Députés. — Présentation le 6 mai 1890. — Exposé des motifs (J. O. du 29 juin 1890, annexes page 631, N° 527). — Rapport de M. Bourlier, le 31 décembre 1891 (J. O. des 3 et 5 mars 1892, annexes p. 3048, N° 1860). — Déclaration d'urgence et adoption sans discussion le 18 juin 1892.

Sénat. — Présentation le 23 juin 1892 (J. O. du 15 décembre 1892, annexes p. 375, N° 157). — Rapport de M. Lesueur, le 16 février 1893 (J. O. du 15 avril 1893, annexes p. 67, N° 47. — Déclaration d'urgence, discussion et adoption avec modifications, le 2 mars 1893.

Chambre des Députés. — Présentation le 7 mars 1893 (J. O. du 20 mai 1893, annexes p. 227, N° 2622). — Rapport de M. Letellier, le 23 mars 1893. (J. O. du 1^{er} juin 1893, annexes, p. 363, N° 2663). — Déclaration d'urgence et adoption sans discussion, le 25 mars 1893.

CHAPITRE II

~~~~~

### BUTS DES SOCIÉTÉS. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE. OPÉRATIONS DES SOCIÉTÉS

~~~~~

Les œuvres, poursuivies par les Sociétés Indigènes de Prévoyance, sont des œuvres, non de spéculation, mais de Prévoyance et d'Assistance. Le Conseil de Gouvernement a rappelé ce principe essentiel, lors de l'examen du projet de loi.

D'autre part, l'esprit dans lequel ce texte législatif a été conçu, la nature des opérations autorisées et les moyens prévus pour les réaliser, ont été très clairement exposés par le Gouvernement dans son rapport à la Chambre des Députés (1). Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire la déclaration qu'il a faite à ce sujet.

« Venir en aide aux agriculteurs indigènes tombés dans le besoin, établir à leur profit de modestes assurances mutuelles, sans nul esprit de lucre ni vain espoir de riches dividendes ; consentir aux sociétaires, et rien qu'à ces sociétaires, des avances de fonds à un taux modéré ; leur faire abandon gracieux de cette avance lorsqu'ils se trouvent dans un état de gêne absolu ; confier la gestion gratuite des intérêts de ces sociétés à un personnel offrant toute compétence, et n'allouer des salaires qu'au fonctionnaire chargé des fonctions de tré-

(1) Rapport présenté au Président de la République Française par MM. Constans, Develle et Rouvier.

sorier (1) ; telle est dans ses grandes lignes la conception de l'institution dont il s'agit ».

~~~~~

## SECTION I. — BUTS DES SOCIÉTÉS

~~~~~

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance ont pour but, aux termes de l'article premier de la loi, paragraphes 1 et 2 :

— De venir en aide, par des secours temporaires, aux indigènes ouvriers agricoles, cultivateurs pauvres gravement atteints par les maladies ou les accidents ;

— De permettre, par des prêts annuels, en nature ou en argent, aux indigènes, fellahs ou khammès, de maintenir et développer leurs cultures, d'améliorer et d'augmenter leur outillage et leurs troupeaux ;

— De consentir, jusqu'à concurrence du dixième de leurs fonds disponibles, des prêts à d'autres Sociétés Indigènes de Prévoyance ;

— De contracter des assurances collectives contre l'incendie des récoltes, la grêle, les accidents.

La grande masse des indigènes se compose de pasteurs et de cultivateurs (fellahs et khammès) ; c'est pour eux seuls que l'on a créé cet organisme d'Assistance et de Crédit Mutuels.

(1) D'après le projet de loi du Gouvernement, seul le trésorier était appelé à toucher une rémunération ; mais la commission de la Chambre des Députés reconnut qu'à raison des importants travaux, qui leur incombait, les secrétaires du Conseil d'Administration et des Conseils de Section devaient également toucher une indemnité. La Chambre adopta cette manière de voir. (art. 3 de la loi.)

Les commerçants et les industriels en ont été exclus. Etablis dans les villes, ils ne sont pas à la merci des événements calamiteux (sécheresse, siroco, sauterelles, grêle, inondations, froid excessif, etc...), qui anéantissent brusquement toutes les espérances d'une campagne agricole. Ils ont un mouvement moyen d'affaires et, par suite, une sécurité du lendemain qui les met à l'abri des exigences auxquelles les Sociétés Indigènes de Prévoyance sont destinées à parer. Leur admission au sein des Sociétés pourrait donner à celles-ci le caractère de banques, de comptoirs d'escompte, que le législateur n'a pas voulu leur attribuer; d'ailleurs, par la nature même de leur profession, les dits commerçants et industriels peuvent, s'ils sont estimés sur la place, trouver à de bonnes conditions, auprès de véritables établissements de crédit, les ressources qui leur font momentanément défaut (1).

La loi organise, au profit des sociétaires, des secours, des prêts et des assurances; de plus, elle autorise des prêts de société à société.

I. SECOURS. — En créant leurs Sociétés, le Capitaine Lapasset et le Général Liébert s'étaient proposé de venir en aide à toutes les véritables infortunes, non pas seulement par des prêts, mais encore et surtout par des dons aux malheureux. Cette idée humanitaire devait se continuer dans le nouvel organisme.

M. le Député Bourlier, rapporteur de la loi, s'est exprimé à ce sujet dans les termes suivants : « Le secours
« obligatoire est non seulement l'exécution d'une pres-
« cription religieuse que nous devons encourager, c'est
« aussi un moyen de détourner, au profit de la masse,
« une partie des dons versés, avec cette affectation, aux

(1) Circulaire du Gouverneur Général du 29 janvier 1895. Estoublon et Lefébure. Code de l'Algérie annoté. 1895, p. 1024.

« Zaouias et aux chefs religieux. La suppression du se-
« cours ferait perdre une grande partie de l'intérêt des
« sociétés aux yeux des indigènes. » Il ajoutait plus
loin : « C'est aussi le moyen efficace d'agir sur des es-
« prits toujours prévenus contre nous que de prendre
« souci des misères qui atteignent les moins fortunés ».

L'attribution d'un secours n'est pas un droit comme
dans les Sociétés de Secours Mutuels : c'est une faveur.

En principe, les secours sont réservés aux Sociétaires.
En fait, par suite d'une interprétation très libérale de
la loi, des non sociétaires, tels que des vieillards, des
veuves et des orphelins, sont admis à en bénéficier, mais
seulement dans les circonstances graves.

Plusieurs circulaires du Gouverneur Général ont pré-
cisé que, même pour les Sociétaires, les secours ne de-
vaient être accordés qu'à titre exceptionnel, la règle de-
vant être de consentir des prêts (1). La loi ne prévoit,
d'ailleurs, que des secours temporaires.

II. CREDIT. — Les promoteurs de la loi du 14 avril
1893 ont voulu arracher les fellahs pauvres au fléau de
l'usure en mettant à leur disposition un crédit limité à
leurs besoins et à leurs possibilités de remboursement.
Quant aux propriétaires offrant des garanties de solva-
bilité suffisantes, ils doivent se procurer, en dehors des
Sociétés de Prévoyance, les sommes dont ils ont besoin
pour l'exploitation de leurs fonds.

Les prêts consentis aux fellahs sont essentiellement
agricoles. Ils sont destinés au maintien et au développe-
ment des cultures ainsi qu'à l'amélioration et à l'aug-
mentation de l'outillage et des troupeaux (article pre-
mier). Entrent, d'après M. le Député Bourlier, dans les

(1) Estoublon et Lefébure, op. cit. Circulaires des 22 juin
1897, 9 février 1898, 1898, page 9 ; circulaire du 24 juillet 1909.
1909, page 440.

prévisions de la loi, les prêts de semences et les avances en argent nécessaires à l'embauchage d'un plus grand nombre de métayers, l'achat d'instruments et de bêtes de culture et aussi de quelques animaux de rapport, au moment des herbages abondants.

Les prêts sont effectués en argent, ou en nature, pour la durée d'une année.

III. ASSURANCES. — Enfin les Sociétés peuvent contracter des assurances collectives contre l'incendie des récoltes, la grêle, les accidents.

Le législateur a pensé que la vulgarisation de l'assurance serait une mesure susceptible de porter ses fruits et de grandir, aux yeux des indigènes, les bénéfices de l'Association (1). Toutefois, il en a limité l'application aux accidents, à la grêle et à l'incendie des récoltes, risques sur lesquels l'assurance collective, seule autorisée par la loi, est plus facilement praticable.

IV. PRÊTS DE SOCIÉTÉ A SOCIÉTÉ. — Il est interdit aux sociétés de s'associer entre elles (article premier, paragraphe 5). Cependant il a paru indispensable d'établir une certaine solidarité entre ces organismes dans un cas spécial, celui où une Société n'aurait pas en caisse les sommes nécessaires pour faire face à tous les besoins créés par une grande disette. Une société, se trouvant dans cette situation, pourrait recourir à un emprunt auprès d'une autre plus riche, jusqu'à concurrence du dixième des fonds disponibles de celle-ci.



(1) Rapport Bourlier.

SECTION II. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE



Les dispositions de la loi s'appliquent à toute l'Algérie, aux Territoires du Sud comme aux Territoires du Nord.

Le législateur n'a pas eu de distinction à faire à cet égard, puisque les Territoires du Sud n'avaient pas encore fait l'objet de l'organisation actuelle. L'administration et le fonctionnement des Sociétés de Prévoyance y présentent cependant certaines particularités que nous examinerons à la section V. Les développements contenus dans la présente section et dans les sections III et IV ne concernent que les Sociétés de l'Algérie du Nord.

I. — CREATION ET DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS

a) **CRÉATION.** — Aux termes de l'article 5 de la loi du 14 avril 1893, les fondateurs d'une Société Indigène de Prévoyance doivent adresser, par l'intermédiaire du Préfet, leur demande d'approbation au Gouverneur Général. Cette demande est accompagnée de la liste des membres et du projet de statuts.

Une circulaire gubernatoriale, du 14 novembre 1903 (1) prescrit d'ajouter à ces documents les renseignements suivants :

- 1° Importance de la population indigène de la Commune;
- 2° Le nombre total des cultivateurs;

(1) Estoublon et Lefébure, op. cit. 1903, page 251.

3° Le nombre des charrues imposées à l'achour (1);

4° Le nombre des animaux imposés aux prestations et au Zekkat (1).

Conformément à l'article 6 de la même loi, les statuts sont approuvés par un arrêté du Gouverneur Général pris en Conseil de Gouvernement. L'arrêté constate la conformité des statuts avec les dispositions de la loi.

Toute modification aux statuts doit faire l'objet d'une procédure analogue.

Les statuts, dont l'adoption est recommandée par l'Administration, sont annexés, comme modèles-types, à l'arrêté gubernatorial du 7 décembre 1894 (2). Ils déterminent :

1° Le siège social et le but de la Société;

2° Le mode d'admission et d'exclusion des membres;

3° L'assemblée des sociétaires, le nombre des membres du Conseil d'Administration et des Djemaâs (conseils de section) le mode de désignation, la nature et la durée de leurs pouvoirs;

4° La composition du fonds social, la nature et le montant des cotisations;

5° Les conditions auxquelles sont accordés les secours et les prêts et contractées les assurances;

6° Le mode de placement et de retrait des fonds;

7° Les emprunts ;

8° La surveillance des opérations;

9° L'époque de l'inventaire annuel;

10° Le mode de conservation des archives et notamment des pièces relatives à la gestion financière.

(1) Achour et Zekkat, impôts arabes qui ont été supprimés par le décret du 1^{er} décembre 1918. (Estoublon et Lefébure, 1918, p. 278.) Nous pensons que la pièce à produire serait à l'heure actuelle le rôle de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole.

(2) Estoublon et Lefébure, op. cit. 1894, page 1002. Bulletin Officiel du Gouvernement Général, 1894, page 1.036.

Il ne peut être créé qu'une Société par Commune (article 2). « L'organisation des Sociétés Indigènes de Prévoyance », dit à ce sujet M. le Rapporteur Bourlier, « a été basée sur l'unité communale. Mais les communes mixtes et indigènes sont très vastes et composées d'un nombre variable de véritables communes embryonnaires ou sections sous les noms de douars et tribus; nous avons reconnu l'obligation de constituer dans chaque douar ou tribu une section de société ayant son avoir distinct et son conseil local. Il en résulte qu'une Société Indigène de Prévoyance est en réalité une sorte de syndicat de sociétés locales ».

Le siège de la société est obligatoirement au chef lieu de la Commune.

b) DISSOLUTION. — La dissolution est volontaire ou forcée.

La dissolution volontaire ne peut être prononcée que par une assemblée générale convoquée à cet effet sur la demande du tiers des sociétaires et à la majorité absolue des membres de la société (loi de 1893, art. 13).

La dissolution forcée est prononcée, sur la proposition du Préfet, par arrêté du Gouverneur Général, pris en Conseil de Gouvernement pour inexécution des prescriptions de la loi de 1893 ou des statuts (art. 14).

La liquidation se poursuit sous la surveillance du Préfet. Après paiement des engagements contractés par la société, l'actif social sert à restituer aux sociétaires actuels, soit intégralement, soit au marc le franc, le montant de leurs versements respectifs, calculé sans intérêt. Le surplus, s'il en existe un, doit être affecté à l'exécution, dans chaque section indigène, de travaux utiles spécialement à l'agriculture (art. 15 et 16.)

Après dissolution d'une commune, ou son démembrement partiel, les sociétaires des sections font de plein

droit partie de la société de leur nouvelle commune et lui apportent leur avoir et leurs dettes. S'il n'existe pas de société dans cette commune, et si, dans le délai de trois mois, il n'en a pas été créé une par les sociétaires, la liquidation devient obligatoire et est poursuivie suivant les règles ci-dessus indiquées (art. 17.)

II. — SOCIÉTAIRES.

Chaque société se compose de membres honoraires et de membres participants (art. 2 des statuts-types). En droit strict les ouvriers agricoles et les cultivateurs pauvres ou peu aisés devraient seuls en faire partie avec les membres honoraires. Mais, dans la pratique, la plupart des contribuables, portés au rôle de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, sont inscrits d'office comme sociétaires.

Les Indigènes naturalisés peuvent être membres participants (1).

Aux termes des statuts, qui, nous le répétons, ne sont pas strictement observés dans la pratique, les sociétaires sont admis par le conseil d'administration sur la présentation du conseil de section. Ils cessent de faire partie de la société par suite de démission ou d'exclusion ; la démission est acceptée, l'exclusion prononcée d'après le mode établi pour l'admission (art. 3 des statuts-types.)

Les textes ne prévoient l'assemblée générale des sociétaires que dans deux cas : 1° établissement et modification des statuts ; 2° dissolution volontaire de la société. On ne saurait évidemment considérer comme telle la réunion du collège électoral qui élit les membres de la Dje-maâ administrative de douar bien que celle-ci soit ap-

(1) Dépêche de M. le Gouverneur Général du 6 février 1922 au Commandant Militaire du Territoire de Ghardaïa, non publiée.

pelée, conformément à l'art. 14 du décret du 6 Février 1919 et l'art. 18 de l'arrêté gubernatorial du 5 mars suivant (1), à gérer les intérêts de la section de la Société Indigène de Prévoyance. Ce collège comprend, en effet, un assez grand nombre d'électeurs (employés, anciens militaires, décorés, titulaires d'un diplôme français, etc.) qui, n'exerçant pas la profession de cultivateur, ne pourraient pas être admis dans la société.

Les autres attributions, appartenant normalement à une assemblée générale, sont dévolues, conformément aux instructions gubernatoriales, au conseil de section, au conseil d'administration et à la commission de surveillance instituée dans chaque département, par l'art. 10, paragraphe 2 de la loi du 14 avril 1893.

Il existe cependant un conseil des sociétaires ; mais, ainsi que nous allons le voir, ce conseil n'est autre que le conseil de section.

III. — CONSEIL DE SECTION

I. COMPOSITION. — La loi du 14 avril 1893 dispose, dans son article 3, paragraphe 3, que la société sera représentée dans chaque section par une « Djemaâ ». Elle n'indique ni la composition, ni les conditions de nomination des membres de cette assemblée.

La question présentait cependant une grande importance, en raison surtout des attributions délicates et variées de la dite Djemaâ.

En effet, ainsi que nous l'exposerons plus loin, celle-ci a la surveillance et la responsabilité des silos ; elle en tient la comptabilité. Elle donne son avis sur tous les

(1) Estoublon et Lefébure, op. cit. 1919. Décret du 6 février 1919, p. 314. Arrêté du Gouverneur Général du 5 mars, p. 333. J. O. du 9 février 1919. — Bulletin Officiel du Gouvernement Général, 1919, page 464.

emprunteurs et elle indique le montant du crédit qui peut leur être ouvert. C'est donc dans le douar que se manifeste la vie la plus active de la Société Indigène de Prévoyance (1).

La commission de la Chambre des Députés, chargée d'étudier le projet de loi du Gouvernement, s'était montrée favorable à la désignation des membres de la Djemaâ à l'élection. « S'il y a, disait à ce sujet le rapporteur (1), un terrain propice pour tenter une expérience électorale entre indigènes, c'est bien celui où l'intérêt des électeurs est exactement défini et où, par conséquent, ils risquent peu de se tromper dans leur choix. La pratique des élections est de nature à attacher davantage les Indigènes, et surtout les Kabyles, à leurs sociétés. Elle produira chez eux un bon effet en leur montrant que nous sommes disposés à leur concéder les libertés dont ils peuvent faire usage ».

L'Administration algérienne estima que l'heure n'était pas encore venue d'entrer dans une voie aussi libérale ; lorsqu'elle fut appelée à régler les mesures d'exécution de la loi du 14 avril 1893 (2), elle prescrivit l'insertion dans les statuts-types des dispositions suivantes :

Article 4. — Il est établi dans chaque section communale (tribu ou douar) une Djemaâ ou conseil des sociétaires de la section, composé de l'adjoint indigène, président, et de membres dont le nombre ne pourra être inférieur à huit. Ces membres seront choisis parmi les sociétaires les plus notables ayant au moins 30 ans. Ils seront nommés pour une période de trois années par le Préfet (arrondissement chef-lieu), par le Sous-Préfet (autres arrondissements), sur la présentation de l'Administra-

(1) Rapport Bourlier.

(2) Procès-verbaux des délibérations du Conseil de Gouvernement. Séance du 1^{er} Décembre 1894.

teur. Ils pourront être suspendus ou révoqués par la même autorité. Ils peuvent toujours être renommés.

Un secrétaire indigène est attaché à chaque Djemaâ ou conseil des sociétaires de section ; il n'a que voix consultative (art. 4 de la loi, n° 3.)

Cette situation dura quelques mois à peine, car, par arrêté du 11 Septembre 1895 (art. 17), (1), le Gouverneur Général décida, dans un but de simplification, de confier l'administration des sections des Sociétés Indigènes de Prévoyance des Communes Mixtes et des Communes Indigènes aux Djemaâs de douar (2).

Le mode d'administration, adopté par l'arrêté du 11 Septembre 1895, a été maintenu par celui du 5 mars 1919 (art. 18) (3), qui est intervenu à la suite de la loi du 4 février de la même année (4) sur l'accession des Indigènes de l'Algérie aux droits politiques et a eu pour objet de substituer l'élection à la nomination administrative des membres des Djemaâs de douars dans les Communes Mixtes des Territoires du Nord de l'Algérie.

Des Sociétés Indigènes de Prévoyance n'avaient pas encore été créées en 1893, ni même en 1895, dans les communes de plein exercice. C'est ce qui explique que les statuts-types et l'arrêté du 11 Septembre 1895 n'aient pas envisagé le fonctionnement des Conseils de Sections des Sociétés de cette catégorie. L'art. 14 du décret du 6

(1) Estoublon et Lefébure, op. cit. 1895, p. 1044 B. O. du Gouvernement général 1895, p. 828.

(2) Les Djemaâs de douar ont été instituées par le décret du 23 mai 1863 pour l'exécution des dispositions du Senatus-Consulte du 22 avril 1863 relatif à la constitution de la propriété en Algérie. Elles administrent les biens que possèdent les douars, sous le contrôle des assemblées municipales.

(3) Estoublon et Lefébure, op. cit. 1919, page 333 B. O. du G. G. 1919, page 464.

(4) Estoublon et Lefébure, op. cit. 1919, page 302, J. O. du 6 février 1919.

février 1919 (1) a comblé la lacune, en étendant aux Sociétés Indigènes de Prévoyance des communes de plein exercice l'organisation prévue pour celles des Communes Mixtes.

Il peut arriver cependant que certaines Communes de plein exercice ne possèdent pas de sections communales. En ce cas, le conseil d'administration de la société cumule les attributions du conseil de section et les siennes propres.

Il convient de noter que, dans la nouvelle organisation des Conseils de Section, l'adjoint indigène ne remplit plus les fonctions de Président (2) puisque la Djemaâ de douar est présidée par un élu de cette assemblée (art. 8 du décret du 6 Février 1919, et art. 8 de l'arrêté gubernatorial du 5 mars de la même année.)

Les fonctions de secrétaire sont assurées personnellement par le secrétaire élu de la Djemaâ communale (3) ou sous sa responsabilité par un agent qu'il choisit (4). Une indemnité maximum de 1.000 francs par an lui est accordée pour le couvrir des frais de tenue de secrétariat.

Toutes les autres fonctions sont gratuites (art. 3, paragraphe 4, de la loi du 14 avril 1893).

II. ATTRIBUTIONS. — Le Conseil de Section se réunit tous les mois et, s'il est nécessaire, toutes les fois qu'il est convoqué par le Président (art. 7 des statuts-types).

Il propose d'accorder les délais de paiement aux sociétaires qui se trouvent dans l'impossibilité absolue d'acquitter leur cotisation. Il en est de même pour la re-

(1) Estoublon et Lefébure, op. cit. 1919, page 314. J. O. du 9 février 1919.

(2) Estoublon et Lefébure, op. cit. 1920, p. 512. Circulaire du 27 mars 1920.

(3) Même circulaire.

(4) Circulaire du 27 mars 1929, non publiée.

mise gracieuse de la totalité ou d'une partie de la cotisation due par un sociétaire dénué de ressources (art. 13, *ibidem*).

Il donne son avis sur les demandes de secours (art. 9, *ibidem*).

En matière de prêts, il s'assure des besoins de l'emprunteur, fixe le montant du prêt en argent ou en nature et transmet ces renseignements au Conseil d'Administration (art. 15, *ibidem*).

Il prend l'initiative des assurances collectives à contracter contre l'incendie des récoltes, la grêle et les accidents (art. 4 de l'arrêté gubernatorial du 7 décembre 1894).

Enfin, il donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Conseil d'Administration.

III. PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SECTION. — Le Président dirige les délibérations du Conseil de Section et transmet les procès-verbaux au Président du Conseil d'Administration.

Il veille à la bonne tenue par le secrétaire des registres règlementaires (art. 7 de l'arrêté du 7 Décembre 1894).

Il peut être désigné pour assister le Président du Conseil d'Administration, lorsque celui-ci procède aux adjudications qui ont pour objet l'achat ou la vente de grains (art. 5 du même arrêté).

Il reçoit, avec l'assistance de deux membres au moins du Conseil de Section, le versement des cotisations en nature aux silos de réserve. C'est également lui qui fait, dans les mêmes conditions, la remise aux intéressés du montant des prêts en nature (art. 12 et 17 des statuts-types).

Enfin, il doit se mettre à la disposition du Conseil d'Administration pour l'exécution de toutes les mesures

susceptibles d'assurer le bon fonctionnement de la société.

IV. SECRETAIRE DU CONSEIL DE SECTION. --- Le secrétaire assure, sous la responsabilité du Président, l'expédition des affaires. Il est chargé de la tenue des registres de la section, savoir : 1° le registre des délibérations du Conseil ; 2° le registre par doit et avoir des silos de réserve ; 3° le registre nominatif des sociétaires de la section (art. 7 de l'arrêté du 7 Décembre 1894).

IV. — CONSEIL D'ADMINISTRATION

I. COMPOSITION. — Aux termes de l'article 3 de la loi du 14 avril 1893, chaque société est administrée par un conseil formé de membres indigènes en nombre égal à celui des sections, sans que ce nombre puisse, en aucun cas, être inférieur à six. Le Président de ce conseil est nommé par le Préfet du département, sur une liste de trois membres présentée par le Conseil Municipal dans les Communes de plein exercice et par la commission municipale dans les Communes Mixtes ; il est révocable par le Préfet. Les fonctions de trésorier appartiennent de droit au receveur municipal. Toutes les fonctions administratives sont gratuites, celles de trésorier et de secrétaire exceptées.

D'autre part, l'art. 5 des statuts-types, dont l'adoption par les sociétés a été recommandée par M. le Gouverneur Général pour l'exécution de la loi du 14 avril 1893, dispose ce qui suit : Il est établi au siège de la commune un conseil d'administration composé de la manière suivante : 1° le Président, nommé par le Préfet du département, sur la présentation du conseil de la Commune ; 2° tous les adjoints indigènes, membres ; 3° le receveur des Contributions Diverses faisant fonctions de receveur municipal, trésorier ; 4° le secrétaire de la

Commune, secrétaire. Le trésorier et le secrétaire n'ont que voix consultative (art. 4 de la loi, n° 3).

Enfin, dans sa circulaire du 29 janvier 1895 (1), M. le Gouverneur général recommande de confier la Présidence aux Administrateurs des Communes Mixtes et des Communes Indigènes.

« Je ne mets pas en doute, dit-il, que les administrateurs civils ou militaires, placés à la tête de ces circonscriptions, seront toujours désignés en qualité de Présidents de Sociétés ; par suite, la durée de leurs pouvoirs à ce titre n'aura d'autre limite que celle de leur mission dans la commune Mixte ou la Commune Indigène elle-même. Quant au mandat des chefs et adjoints indigènes, membres du Conseil d'Administration, il cessera naturellement avec leur principale fonction. »

Si l'on s'en tient au texte de l'article 4 de la loi du 14 avril 1893, il faut admettre que le Conseil d'Administration doit être exclusivement composé d'Indigènes et que, par suite, le Maire ou l'Administrateur est sans qualité pour le présider. Cette interprétation ne saurait être retenue.

Sans doute, rien ne s'oppose à ce que des Indigènes accèdent à la Présidence des Sociétés. Mais, il est non moins certain que l'intention du Législateur a été de la confier, dans les Communes Mixtes, aux chefs des Communes. Il comptait beaucoup, à juste titre d'ailleurs, pour le développement de la nouvelle institution, sur l'esprit d'initiative, l'autorité et le dévouement des Administrateurs.

Le texte, adopté tout d'abord par la Chambre des Députés, spécifiait formellement que les fonctions de Pré-

(1) Estoublon et Lefébure, op. cit., 1895, page 1024.

sident du Conseil d'administration appartiendraient de droit au Maire et à l'Administrateur civil ou militaire. Au Sénat, M. le Rapporteur Lesueur n'éleva aucune objection contre la désignation de l'Administrateur ; mais, il déclara que, dans certaines circonstances, le Maire pourrait être empêché de remplir les fonctions de Président. Il lui parut donc préférable de faire présenter par l'assemblée communale (Conseil Municipal ou Commission Municipale) une liste de trois candidats parmi lesquels le Préfet exercerait son choix. C'est cette formule qui fut adoptée par le Sénat, étant entendu que la liste comprendrait, parmi les candidats, obligatoirement l'Administrateur et facultativement le Maire.

Les adjoints indigènes continuent à faire partie du Conseil d'Administration, bien qu'ils ne soient plus appelés, depuis 1919 à présider les Conseils de Sections (1).

Avant la loi du 14 Avril 1893, les fonctions de trésorier étaient seules rétribuées ; mais, en présence du développement et de l'importance des Sociétés, il a été nécessaire d'allouer aussi une indemnité au secrétaire du Conseil d'Administration. L'indemnité du secrétaire ne peut être supérieure à 3.000 francs par an.

Les remises et les indemnités des trésoriers sont déterminées par le Gouverneur Général sur la proposition des Préfets (voir infra, Organisation Financière). Toutes les autres fonctions sont gratuites.

Enfin, les Communes sont tenues de fournir aux Sociétés Indigènes de Prévoyance les locaux nécessaires à leurs réunions et les emplacements pour les silos-magasins (art. 9 de la loi).

II. ATTRIBUTIONS. — Le Conseil d'Administration règle, par ses délibérations, les affaires de la Société, sauf

(1) Circulaire du 27 mars 1920. Estoublon et Lefébure, op. cit., 1920, page 512.

les questions concernant les modifications des statuts, les remises des trésoriers et des secrétaires et la dissolution forcée de la société (art. 3, 7 et 14 de la loi).

Sans doute, les instructions gubernatoriales ont subordonné le règlement de certaines affaires à l'approbation de l'autorité administrative ; mais cette formalité nous semble dépourvue de base légale, la loi ne l'ayant pas prévue.

Le Conseil se réunit chaque mois, et plus souvent, en cas de nécessité, sur convocation du Président (art. 8 des statuts-types).

III. **PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.** — Il dirige les délibérations du Conseil d'Administration et en assure l'exécution. Il représente la Société, chaque fois qu'une intervention personnelle est nécessaire, pour tous les actes intéressant la Société et l'exercice de ses droits (art. 8 de la Loi).

A ce titre, il fixe l'époque des versements des cotisations en nature ou en argent (art. 11, statuts-types).

Il signe les bons ou ordres de prêts et il en avise le trésorier (art. 16, *ibid.*)

Il choisit les indigènes qui auront la garde des silos (art. 20, *ibid.*)

Il présente, sous sa signature et celle de deux membres au moins du Conseil d'Administration, les demandes de retraits de fonds à la caisse des dépôts et consignations (art. 22, *ibid.*)

Il préside les commissions d'adjudication publique d'achat ou de vente de grains après avoir dressé les cahiers des charges et procédé à la publicité réglementaire (art. 5, arrêté du 7 Décembre 1894).

Il dresse chaque année au 31 Décembre l'inventaire de l'actif mobilier de la société (art. 6, *ibid.*)

Il rédige le compte rendu moral qu'il doit adresser le 1^{er} Janvier de chaque année au Gouvernement Général

(art. 11 de la loi et art. 9 de l'arrêté du 7 Décembre 1894.)

Il établit les états de recouvrement des cotisations et les adresse au trésorier par l'intermédiaire du Directeur des Contributions Diverses (art. 10, arrêté du 7 Décembre 1894.)

Il représente la société, soit en demandant, soit en défendant, dans les actions judiciaires (art. 8 de la loi du 14 avril 1893).

Il cote et paraphe les registres de la société y compris ceux tenus dans chaque section.

Il veille au bon fonctionnement du secrétariat.

Il peut convoquer extraordinairement le Conseil d'Administration et les Conseils de Section.

La simple énumération des attributions du Président permet de constater qu'il est l'animateur de la société et que celle-ci prospérera ou végètera, suivant que le président sera actif et désireux de bien faire, ou se cantonnera dans l'application pure et simple des règlements.

IV. SECRETAIRE. — Le secrétaire assure, sous l'autorité du Président, l'expédition des affaires.

Il est spécialement chargé de la tenue des registres suivants : 1° registre des délibérations du Conseil d'Administration ; 2° registre sur lequel seront inscrits tous les bons ou ordres de versement des prêts consentis ; 3° registre nominatif, par section, de tous les membres de la société.

Il est le dépositaire des divers registres tenus dans les sections.

Les archives sont conservées par le secrétaire dans le local mis par la commune à la disposition de la société (art. 7 de l'arrêté du 7 décembre 1894).

Le secrétaire est tenu de communiquer sans déplacement, à moins qu'il en soit ordonné autrement par arrêté préfectoral, les livres, registres, procès-verbaux et piè-

ces comptables de toute nature aux Préfets et à leurs délégués (art. 10 de la loi). Cette même obligation incombe au trésorier, en ce qui le concerne.

~~~~~

### SECTION III. — ORGANISATION FINANCIERE

~~~~~

I. ACTIF DE LA SOCIÉTÉ. — L'actif de la Société se compose :

- 1° des cotisations des sociétaires ;
- 2° des grains emmagasinés dans les silos de réserve et des prêts en nature ;
- 3° des sommes existant dans la Caisse du Trésorier ou déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations et des prêts en argent ;
- 4° de l'intérêt des prêts en nature ou en argent ;
- 5° des dons en nature ou en argent offerts à la Société par des particuliers ;
- 6° des subventions accordées par l'Etat, le Département, les Communes ou les sociétés de bienfaisance ou d'agriculture (art. 6 des statuts-types).

Les deniers des Sociétés Indigènes de Prévoyance sont des deniers privés ; car elles constituent des établissements d'utilité publique et non des établissements publics.

II. TRÉSORIER. — Ainsi que nous l'avons déjà exposé, la loi du 14 avril 1893 dispose (art. 3) que les fonctions de Trésorier seront confiées au Receveur Municipal. De son côté, M. le Gouverneur Général, chargé de l'exécution de ce texte législatif (art. 19), a prescrit, pour la tenue de la comptabilité, de suivre les règles adoptées en matière de gestion communale. La plupart des modèles, mis en usage à cet effet, sont, à peu de choses près, con-

formes à ceux employés dans les recettes municipales ; ils comprennent cependant certaines additions motivées par l'obligation faite au trésorier de relater, pour ordre, dans ses écritures, les différentes opérations effectuées en nature (arrêté du 7 décembre 1894, modifié par celui du 24 Décembre 1914, circulaire des 24 Juin 1895 et 29 Décembre 1914 (1)).

Notons aussi que, pour enfermer dans le même cadre les opérations financières de la Commune et de la Société Indigène de Prévoyance, l'exercice budgétaire, qui courait au début du 1^{er} Octobre au 31 Septembre, comprend aujourd'hui une période s'étendant du 1^{er} Janvier au 31 Décembre (arrêté du 24 Décembre 1914).

Les opérations de recettes et de dépenses faites par les trésoriers pour le compte des Sociétés Indigènes de Prévoyance sont décrites en bloc dans les services hors budget des communes intéressées. En outre, le trésorier établit un compte de gestion qui est vérifié par le Directeur des Contributions Diverses et soumis à la Commission de surveillance départementale.

Les principales interventions du trésorier ont pour objet le paiement des prêts et des secours et l'encaissement des prêts et des cotisations. Nous donnons, dans la section suivante, toutes explications utiles sur ces points.

Lorsque les fonds réunis dans la caisse de la société dépassent la somme de 6.000 francs, l'excédent est versé, par les soins du trésorier à la Caisse des Dépôts et Consignations. Le taux de l'intérêt servi par la Caisse est actuellement de 1 %. Les retraits s'effectuent en vertu d'un avis préalable signé du Président du Conseil d'Ad-

(1) Estoublon et Lefebvre, op. cit., circulaire du 24 juin 1895. 1895, page 1036. L'arrêté du 24 décembre 1914 et la circulaire du 29 Décembre de la même année n'ont pas été publiés au Bulletin Officiel du Gouvernement Général. Voir l'arrêté aux Annexes.

ministration et d'au moins deux membres de ce Conseil. Cet avis doit être approuvé par le Préfet (art. 22 de l'arrêté du 7 Décembre 1894 et circulaire du 17 Août 1920 (1).

Enfin, le trésorier est tenu de présenter, à la fin de chaque exercice, un compte de gestion établi d'après les principes suivis pour la comptabilité communale. Ce document est divisé en deux parties présentant d'une part, les opérations en deniers, et de l'autre, les opérations en nature. Toutes les opérations d'entrées ou de sorties en matières doivent figurer pour leur montant en argent dans les écritures et dans les comptes deniers du comptable qui procède, à cet effet, à une conversion d'après les bases fixées au commencement et pour la durée de l'exercice par le Conseil d'Administration. Le trésorier est seulement responsable des opérations de recettes et de dépenses qu'il effectue en argent. En examinant plus loin les conditions dans lesquelles s'exercent le contrôle et la surveillance des Sociétés de Prévoyance, nous exposons les règles prescrites par l'arrêté du 7 décembre 1894, modifié par celui du 24 Décembre 1914 pour l'apurement du compte de gestion.

Les trésoriers, qui touchaient, depuis 1894, des remises variables chaque année (art. 17 de l'arrêté du 7 Décembre 1894, modifié par celui du 24 Décembre 1914), bénéficient, depuis le 1^{er} janvier 1925, d'un traitement fixe annuel déterminé par le Préfet sur la proposition du Directeur des Contributions Diverses (arrêté du 19 Août 1927 (2)).

Le traitement fixe est égal à la moyenne annuelle des remises que devrait toucher le trésorier en appliquant le

(1) Circulaire du 17 août 1920. Estoublon et Lefébure, op. cit., 1920, page 620.

(2) « Journal Officiel » du Gouvernement Général de l'Algérie, 1927. Première partie, page 477.

tarif ci-après aux opérations passibles de remises, effectuées pendant les cinq dernières années, et en éliminant du calcul l'année au cours de laquelle le montant des remises a été le plus élevé de la période et celle au cours de laquelle il a été le moins élevé.

Sur les premiers 15.000 francs	4	%
Sur les 30.000 francs suivants	3	%
Sur les 65.000 francs suivants	2	%
Sur les 90.000 francs suivants	0 75	%
Sur les 800.000 francs suivants	0 50	%
Au-dessus de 1 million	0 25	%

Ce traitement n'est jamais inférieur à 120 francs. Il est révisable tous les trois ans. Le Préfet, sur la proposition des Conseils d'Administration et sur l'avis favorable du Directeur des Contributions Diverses, peut l'élever d'un dixième.

Le traitement fixe est passible, pour les trois quarts de son montant, de la retenue de 6% prescrite par la loi du 17 avril 1924 sur les pensions civiles.

Enfin, conformément à l'arrêté du 17 Janvier 1920 (1) les Sociétés participent, comme les Communes, aux frais de bureau et de gestion attribués aux comptables.

III. CONTRÔLE ET SURVEILLANCE. — Les Sociétés Indigènes de Prévoyance sont placées sous le contrôle du Préfet. Comme nous le verrons (2), son intervention est exigée par les instructions gubernatoriales pour valider certaines délibérations du Conseil d'Administration et certains actes du Président de cette assemblée.

(1) Estoublon et Lefébure, op. cit. 1920, p. 475. Cet arrêté n'a pas été publié au Bulletin Officiel du Gouvernement Général de l'Algérie.

(2) Infra. opérations des Sociétés.

D'autre part, pour permettre à ce haut fonctionnaire d'apprécier l'ensemble des opérations, le Président est tenu de lui adresser, le 1^{er} Janvier de chaque année, le compte rendu de la situation financière et morale de la Société (art. 11 de la loi). Ce document est établi dans les mêmes conditions que le compte administratif des Maires en matière communale.

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance sont soumises aux inspections des agents des finances.

Enfin, il est institué dans chaque département une commission de surveillance composée du Préfet, président, de l'Inspecteur des Finances et du Directeur des Contributions Diverses (art. 10 de la loi).

La loi ne précise pas les conditions dans lesquelles s'exerce la surveillance de cette commission. Nous avons recherché vainement dans les travaux préparatoires et les débats parlementaires la nature exacte de sa mission. Nous ne pouvons que constater un fait : c'est que M. le Gouverneur Général, se basant sur les pouvoirs qui lui étaient confiés par l'article 19 de la loi du 14 Avril 1893, a institué la commission juge des comptes et l'a chargée de la vérification de la gestion des trésoriers d'après les mêmes règles et les mêmes formes que la Cour des Comptes et les Conseils de Préfecture en ce qui concerne la gestion des comptables publics (art. 16 de l'arrêté du 7 Décembre 1894).

Nous croyons devoir reproduire, ci-après, à raison de l'importance de cette mesure, les considérations qui ont amené le chef de la Colonie à donner une telle interprétation de la loi de 1893 (1).

« En accordant la personnalité civile aux Sociétés Indigènes, la loi du 14 avril 1893 a cependant considéré ces institutions non comme des établissements publics,

(1) Circulaire du 29 janvier 1895.

« mais seulement comme des associations de bienfaisan-
« ce, de secours mutuels, orphelinats, sociétés humani-
« taires, etc..., dont les comptes ne peuvent être soumis
« à l'examen, soit des Conseils de Préfecture, soit de la
« Cour des Comptes. Il était indispensable, néanmoins,
« qu'une sanction légale fût donnée aux opérations de
« ces sociétés, et c'est évidemment dans ce but que le lé-
« gislateur a créé, dans chaque département, une com-
« mission de surveillance offrant, par sa composition
« (Préfet, président, Inspecteur des Finances et Direc-
« teur des Contributions Diverses, membres), toutes les
« garanties d'une compétence indiscutable. »

Cependant, en 1914, sur une observation (1), inexactement interprétée, de la Cour des Comptes, M. le Gouverneur Général a cru devoir dessaisir la Commission de surveillance de ses pouvoirs de vérification pour les attribuer à la Cour des Comptes et aux Conseils de Préfecture (arrêté du 24 Décembre 1914).

Une pareille disposition était manifestement illégale. Aussi, a-t-elle été formellement condamnée par la Cour des Comptes. Appelée à juger la gestion du trésorier de la Société Indigène de Prévoyance de Djidjelli, cette Haute Juridiction a rejeté « toute assimilation entre la
« gestion des deniers communaux, deniers publics sou-
« mis aux règles de la comptabilité publique, et celle
« des Sociétés Indigènes de Prévoyance, deniers privés
« qui ne comportent pas d'emploi de formes budgétaires » ; et elle a décliné « un droit de juridiction qu'elle ne possédait pas en vertu des principes qui dominent sa compétence et qu'une circulaire ne saurait lui
« attribuer » (2).

(1) Lettre du Ministre de l'Intérieur au Gouverneur Général du 22 juin 1906.

(2) Référé de la Cour des Comptes du 25 Avril 1918.

En présence de cette décision, M. le Gouverneur Général a prescrit le retour pur et simple au régime établi par l'article 16 de l'arrêté du 7 Décembre 1894.

C'est donc la Commission de Surveillance qui vérifie aujourd'hui les comptes des Trésoriers.

IV. TIMBRE ET ENREGISTREMENT. — L'article 12 de la loi du 14 avril 1893 prévoit que « les certificats, actes
« de notoriété et autres pièces relatives à l'exécution de
« la présente loi, sont délivrés gratuitement et exempts
« des droits de timbre et d'enregistrement. »

Cette disposition, empruntée à la législation des Sociétés de Secours Mutuels, est justifiée par les mêmes considérations.

Sont exemptés du droit de timbre :

les quittances de cotisations et les remboursements de prêts (circulaire du Gouverneur Général du 21 Janvier 1899) ;

les quittances administratives concernant les prêts faits aux sociétaires (décision du 21 janvier 1928) ;

les bons ou ordres de prêts délivrés par les Présidents des Sociétés (circulaire du 20 Février 1897) ;

les récépissés et quittances auxquels donnent lieu les versements et les retraits des fonds placés à la Caisse des Dépôts et Consignations (décision du Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations du 18 Décembre 1899) ;

les procès-verbaux d'adjudication, d'achat et de vente de grains par les Sociétés, ou, en cas d'insuccès, les marchés de gré à gré en tenant lieu ; dans ce cas, mention de l'insuccès doit être portée sur l'acte (décisions du Directeur Général de l'Enregistrement des 26 Juillet et 9 Décembre 1897 et 8 Juin 1906) ;

les marchés de gré à gré, relatifs au même objet (loi du 17 Juin 1918) dont les dispositions ont été appliquées

aux Sociétés Indigènes de Prévoyance par la circulaire du 25 mai 1920) ;

Ne sont pas exemptées des droits de timbre :

les quittances délivrées par les agents ou fournisseurs des Sociétés (décision du Directeur Général de l'Enregistrement du 6 Avril 1897.)

Sont exemptés des droits d'enregistrement :

les procès-verbaux d'adjudication et les marchés de gré à gré (décision du Directeur général de l'Enregistrement des 26 Juillet et 9 Décembre 1897) (1).



SECTION IV. — OPERATIONS DES SOCIÉTÉS



I. COTISATIONS. — NATURE ET RECOUVREMENT. — La cotisation est une prestation en blé ou en orge, ou autres produits agricoles, déterminée chaque année par le Conseil d'Administration. Elle peut être remplacée, au gré du sociétaire, par une cotisation en argent dont le montant est également fixé annuellement par le même conseil.

Elle n'est pas uniforme pour tous les sociétaires ; elle varie suivant l'état de fortune des intéressés ; elle est volontaire.

Les Conseils d'Administration peuvent puiser de précieux renseignements, pour l'établissement des listes de

(1) Estoublon et Lefébure, op. cit., circulaire du 21 janvier 1899. 1899, p. 6. — Décision du 21 janvier 1928, non publiée. — Circulaire du 20 février 1897. — Décisions des 26 juillet et 9 décembre 1897, 6 avril 1897, 1898, p. 9, note 6, (d), (e), (f). — Décision du directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations du 18 décembre 1899. 1899, p. 62. — Décision du 8 juin 1906, non publiée. — Circulaire du 25 mai 1920. 1920, p. 539.

sociétaires, dans les rôles de l'impôt des bénéfices de l'exploitation agricole (1). En fait, dans un grand nombre de sociétés, la plupart des contribuables, portés sur ces rôles, sont inscrits d'office sur les listes en question.

La constatation du produit des cotisations, soit en nature, soit en argent, s'opère (2) dans les écritures du trésorier à un compte formant le premier article des recettes ordinaires et intitulé « cotisations des sociétaires ».

Cette prise en charge s'effectue :

Pour les cotisations en argent, d'après l'état d'option pour ce mode de paiement, que le Président du Conseil d'Administration dresse chaque année et qu'il transmet au trésorier, au début de l'exercice ;

Pour les cotisations en nature, en vertu d'un état spécial dressé également par le Président du Conseil d'Administration et donnant la liste des sociétaires qui doivent se libérer en nature, avec indication de la quantité à verser par eux en blé et en orge et de la valeur d'estimation de ces matières.

Le versement des cotisations en argent ou en nature s'effectue annuellement aux époques fixées, pour chaque section communale, par le Président du Conseil d'Administration.

Les cotisations en argent sont payées par les intéressés entre les mains du trésorier qui inscrit les sommes reçues sur son registre et délivre quittance aux sociétaires.

Le versement des cotisations en nature aux silos de réserve est effectué en présence du Président du Conseil de Section, assisté au moins de deux membres de ce con-

(1) Circulaire du 5 mai 1920. Estoublon et Lefébure, op. cit., page 531.

(2) Circulaire du 24 juin 1895.

seil. Le Président inscrit les quantités reçues sur son registre dont extrait est adressé au trésorier.

Celui-ci fait figurer sur son registre les quantités versées et les sommes représentant leur valeur. Il établit les quittances individuelles sur lesquelles sont également mentionnées les quantités versées et la somme représentant leur valeur. Ces quittances sont ensuite transmises à l'adjoind indigène et remises par lui aux sociétaires.

Si un sociétaire se trouve dans l'impossibilité absolue d'acquitter sa cotisation, il peut lui être accordé un délai dont le maximum ne doit pas dépasser la récolte suivante. Ce délai est proposé par le Conseil des sociétaires de la Section et accordé par le Conseil d'Administration.

Le Conseil de Section peut également proposer la remise gracieuse de la totalité ou d'une partie de la cotisation due par un sociétaire dont il aura constaté le manque de ressources. La remise est prononcée par le Conseil d'Administration.

En cas de refus de paiement opposé par un sociétaire reconnu solvable, ce dernier est mandé devant le conseil d'Administration qui peut prononcer son exclusion de la société trois mois après la mise en demeure restée sans effet. L'indigène exclu n'a droit à aucune restitution de ses versements antérieurs (art. 11, 12 et 13 des statuts-types).

C'est avec intention qu'il n'a été prévu aucune mesure coercitive pour le recouvrement des cotisations. « La « cotisation est et reste volontaire », disent les instructions gubernatoriales du 24 Juin 1895 ; « il appartient « aux Présidents des Conseils d'Administration, aux « membres de ces conseils et des Conseils de Section, « d'user de leur influence auprès des sociétaires pour « que le versement en soit exactement effectué. » S'il se trouve quelques récalcitrants, il n'y aura pas d'autres mesures à prendre contre eux que l'exclusion.

Les cotisations restent acquises à la Société. Cependant, si un sociétaire fixe son domicile dans une autre commune pourvue d'une Société de Prévoyance à laquelle il se fait inscrire, il conserve le bénéfice de ses versements en argent ; en ce cas, le montant en est versé par les soins du trésorier dans la caisse de la nouvelle société dont il fera partie (art. 19 des statuts-types). Rappelons aussi qu'en cas de dissolution de la Société les cotisations sont restituées sans intérêt, si l'actif de la Société le permet (art. 16 de la loi.)

Aux termes de l'article 23 des statuts-types, le versement des cotisations en argent et en nature doit être suspendu, dès que le montant total de l'actif de la Société, divisé par le nombre des sociétaires, donnera la moyenne de cinq cents francs pour chacun d'eux.

II. SECOURS. — La demande de secours est, tout d'abord, examinée par le Conseil de Section. Si elle lui paraît devoir être retenue, il émet un avis motivé et transmet le dossier au Conseil d'Administration qui statue (art. 15 des statuts-types).

Nous rappelons que, d'après les instructions gubernatoriales, les secours ne peuvent être accordés que dans des cas exceptionnels, la règle devant être pour la société de consentir des prêts et non des libéralités.

Les secours sont remis aux intéressés conformément aux règles établies en matière de prêts (voir paragraphe suivant).

III. PRÊTS. — Tout sociétaire qui veut faire un emprunt doit soumettre sa demande au Conseil de Section. Celui-ci s'assure des besoins du demandeur, fixe le montant du prêt en argent ou en nature et transmet le dossier au Conseil d'Administration qui statue. Mention de chaque prêt est faite par le Président sur un registre spécial.

Les prêts doivent être proportionnés à la solvabilité des emprunteurs, à l'importance de leurs besoins et de leurs cultures. Ils sont faits pour la période comprise entre le moment où ils sont consentis et la récolte à venir, sur un bon ou un ordre signé par le Président du Conseil d'Administration. Avis en est donné au trésorier (art. 15 et 16 des statuts-types).

En autorisant les Conseils de Section et d'Administration à se réunir chaque mois, les Rédacteurs des statuts-types avaient eu certainement l'intention de permettre aux emprunteurs de présenter leurs demandes de prêts au moment où leurs besoins se révéleraient, ce qui pouvait se produire à n'importe quel moment de l'année.

Les choses ne se passent pas ainsi dans la pratique, et dans beaucoup de sociétés on a pris depuis longtemps l'habitude de ne soumettre qu'à des époques fixes les demandes de prêts à l'examen du Conseil d'Administration.

Cette manière de procéder, qu'expliquait, sans la justifier suffisamment, le très grand nombre d'emprunteurs, a fait l'objet d'une circulaire de M. le Gouverneur Général en date du 10 Janvier 1905 (1), aux termes de laquelle il est recommandé aux Présidents des Sociétés Indigènes de Prévoyance instituées dans les régions où les Indigènes se livrent à des cultures diverses, notamment en pays Kabyle, de consentir des prêts, non point à une ou deux époques de l'année, mais plus fréquemment et au moment même de l'utilisation des fonds. La même circulaire a admis que, dans les régions où les céréales sont les principales cultures, il suffirait de consentir les prêts aux époques des labours et des moissons.

Par circulaire du 25 août 1908 (2), M. le Gouverneur

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, 1905, page 11.

(2) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, 1908, page 358.

Général a fixé à 1.500 francs le maximum des prêts ; il a justifié sa décision dans les termes suivants :

« L'usage, dans certaines Sociétés, de consentir, notamment aux chefs Indigènes, des prêts très importants est contraire au but de l'institution qui est sur tout de venir en aide aux agriculteurs peu fortunés ou aux fellahs qui ne possèdent pas les capitaux nécessaires pour l'acquisition des semences ou pour la reconstitution de leurs troupeaux. Donc, sauf en des cas absolument exceptionnels, il convient de fixer à 1.500 francs, le maximum du montant total des prêts qui peuvent être annuellement consentis à un même sociétaire. »

Ce maximum a été porté successivement, « en raison du renchérissement du prix de toutes choses », d'abord à 2.500 francs par décision du 2 Décembre 1919 (1) et à 5.000 francs par décision du 29 Novembre 1929 (2). M. le Gouverneur Général se réserve le droit d'approuver des prêts plus importants, si la situation de la Société le permet.

Le taux de l'intérêt du prêt, soit en nature, soit en argent, est de 5 % l'an (art. 14 des statuts-types). Il est, comme on le voit, des plus modérés ; car le caractère de mutualité et de bienfaisance, qui est assigné aux Sociétés Indigènes de Prévoyance, s'oppose à ce qu'il ne soit perçu d'autre intérêt que celui destiné à couvrir les frais indispensables d'administration et de gestion.

L'intérêt des prêts est calculé par mois entier, sans fraction de jours. Il est dû pour le mois entier pendant lequel l'emprunt est effectué, quel que soit le jour. Il n'est pas dû pour le mois du remboursement (art. 11 de l'arrêté du 7 Décembre 1894). Ce mode de calcul a été

(1) Estoublon et Lefébure, op. cit., 1919, page 437.

(2) Circulaire non publiée.

imposé par la nécessité de simplifier les écritures du trésorier.

Le versement du montant du prêt en argent est fait directement à l'intéressé par le trésorier qui inscrit la somme prêtée sur son registre.

Le versement du montant du prêt en nature est également fait directement à l'intéressé par le Président du Conseil de Section, assisté de deux membres au moins de ce Conseil, dont un au choix de l'emprunteur, sur le vu d'un bon ou ordre signé du Président du Conseil d'Administration. Le Président du Conseil de Section inscrit les quantités prêtées sur son registre. Avis du prêt en nature est donné par le Président du Conseil d'Administration au trésorier, qui inscrit sur son registre les quantités prêtées et les sommes représentant leur valeur (art. 17 des statuts-types.)

Le prêt en nature est évalué, depuis le 1^{er} Janvier 1920 (1), à l'unité de poids de notre système métrique. Précédemment, on faisait usage sous prétexte que « les Indigènes étaient peu familiarisés avec le kilogramme » et le quintal », de l'unité de capacité adoptée en pays Arabe ou Kabyle, c'est-à-dire de la « Kharrouba » et du « Karoui », qui correspondaient approximativement au décalitre et au double décalitre français ; on a dû y renoncer pour mettre fin aux difficultés inextricables que créait, dans la comptabilité des trésoriers, une telle pratique.

Le remboursement des prêts est effectué dans les conditions indiquées pour le versement des cotisations (art. 18 des statuts-types.)

En cas de non remboursement des prêts à l'échéance fixée, il y a lieu, pour en obtenir le paiement, de recou-

(1) Circulaire du 28 avril 1919. Estoublon et Lefébure, op. cit., 1919, page 353.

rir aux Tribunaux. L'article 12 de l'arrêté gubernatoriale du 7 Décembre 1894 dispose à ce sujet que « l'action « en recouvrement sera poursuivie, sur la demande du « Président du Conseil d'Administration, comme en matière musulmane ». Mais, ainsi que nous le verrons plus loin, dans le chapitre relatif au Caractère Juridique des Sociétés, cette procédure a été rejetée, comme étant dépourvue de base légale, par diverses décisions judiciaires, notamment par l'arrêt de la Cour d'Appel d'Alger en date du 20 juin 1927 (1). C'est donc devant la juridiction Française, et non devant la juridiction musulmane, que l'action doit être introduite.

Le trésorier observe, en matière de recouvrement des prêts, comme d'ailleurs en matière de cotisations, une attitude absolument expectante. Son rôle consiste à signaler, quelque temps avant l'échéance les emprunteurs qui doivent se libérer, au Président du Conseil d'Administration, qui prend immédiatement les mesures administratives nécessaires pour que le remboursement des prêts ait lieu à la date fixée. Une fois le délai de remboursement périmé, le comptable indique au Président les sociétaires qui ne se sont pas libérés ; ce dernier actionne devant le tribunal compétent et il assure ensuite l'exécution des jugements rendus (2). Aux termes des instructions gubernatoriales, les frais de poursuites et des instances sont toujours remboursables en argent.

IV. EMPRUNTS DE SOCIETE A SOCIETE. — En cas de disette, le Conseil d'Administration d'une Société Indigène de Prévoyance, dont les ressources sont insuffisantes, peut contracter, auprès d'une ou plusieurs Sociétés de même nature exclusivement, des emprunts dont le montant ne doit pas dépasser la valeur totalisée des cotisa-

(1) Non publié. Voir aux annexes.

(2) Circulaire du 29 janvier 1895.

tions tant en nature qu'en argent, perçues pendant les trois derniers exercices (art. 2 de l'arrêté du 7 Décembre 1894). Ce même montant est limité, d'autre part, au dixième des fonds disponibles de la Société prêteuse (art. 1^{er} de la loi).

Les instructions gubernatoriales prescrivent aux Préfets d'entourer la réalisation des emprunts en question de toutes précautions propres à sauvegarder les intérêts des parties contractantes. Elles ont tracé, à cet effet, les règles suivantes :

1° le taux d'intérêt sera fixé à 5 % ;

2° si la somme empruntée doit profiter, non à toutes les sections indigènes faisant partie de la Société, mais à quelques-unes seulement de ces sociétés, le calcul des cotisations, sur lesquelles est basé le chiffre maximum à emprunter, ne portera que sur les sections bénéficiaires, lesquelles demeureront responsables, en premier lieu, du remboursement, sous la garantie toutefois de la Société elle-même (art. 2 de l'arrêté du 7 Décembre 1894) ;

3° chaque emprunt sera autorisé par le Préfet du département, à moins qu'il ne s'agisse de sociétés fonctionnant dans des départements différents ; dans ce cas l'autorisation des deux Préfets, sous la surveillance desquels se trouvent placés les établissements intéressés, est nécessaire.

4° le délai de remboursement d'un emprunt ne sera pas supérieur à trois ans. « Autoriser les emprunts à longue « échéance, dit M. le Gouverneur général dans sa circulaire du 29 Janvier 1895, serait faire courir les plus « grands risques au capital emprunté ; les indigènes perdent facilement de vue leurs dettes ; incapables, d'autre part, de se rendre compte d'un calcul d'amortissement, ils ne manqueraient pas de prendre pour un acte de pure exaction la demande qui leur serait faite de « la dixième ou de la quinzième annuité d'un emprunt. »

V. ASSURANCES COLLECTIVES. — La loi de 1893 prévoit qu'il peut être contracté des assurances collectives contre l'incendie des récoltes, la grêle, les accidents.

La demande est présentée par le Conseil de Section, et le Conseil d'Administration statue.

Les assurances doivent faire l'objet d'un contrat spécial pour chaque section. Ce contrat, signé au nom de la Société par le Président du Conseil d'Administration, n'est valable qu'après autorisation du Préfet. Le montant de la ou des primes totalisées, s'il est contracté des assurances de plusieurs natures, ne doit pas dépasser le tiers de la valeur des cotisations annuelles de la Section assurée, à moins que les sociétaires de la dite Section s'engagent à verser, pour le surplus, une cotisation supplémentaire.

En cas de sinistre, le montant de la somme à payer par la compagnie d'assurances est versé à la caisse du trésorier de la Société. La répartition est faite par le Conseil d'Administration au prorata des pertes subies par les sociétaires assurés et sinistrés (art .4 de l'arrêté du 7 décembre 1894.)

VI. ADJUDICATIONS. — Les sociétés peuvent employer tout ou partie de leurs capitaux en achat de grains et de semences. Elles ont également la faculté de réaliser le prix de la totalité ou d'une partie des produits ensilés.

Ces opérations ont lieu aux enchères publiques par analogie avec ce qui se pratique dans l'administration communale.

Des marchés de gré à gré peuvent cependant être passés dans les cas, d'ailleurs exceptionnels, où ils sont autorisés pour les communes.

Il est procédé à chaque adjudication publique par les soins du Président de la Société, assisté de deux Présidents de Conseils de Section désignés d'avance par le

Conseil d'Administration. Le trésorier est appelé à assister à toutes les adjudications, à titre consultatif.

Toutes les difficultés qui peuvent s'élever sur les opérations préparatoires sont résolues, séance tenante, par le Président et les deux assistants, à la majorité des voix. L'adjudication est toujours subordonnée à l'approbation du Préfet et ne devient valable à l'égard de la Société intéressée qu'après cette approbation.

Les règles, suivies dans les adjudications pour le compte des communes, notamment en ce qui concerne les mesures de publicité, la rédaction des cahiers des charges et des procès-verbaux sont applicables aux adjudications des Sociétés Indigènes de Prévoyance (art. 5 de la l'arrêté du 7 Décembre 1894.)

Une circulaire du 25 mai 1920 (1) a décidé que l'article premier de la loi du 17 juin 1918 sur les marchés de gré à gré des communes et des établissements publics serait également applicable aux Sociétés Indigènes de Prévoyance. En conséquence, lorsque ces Sociétés fonctionnent dans des Communes de moins de 10.000 habitants, elles peuvent passer des traités de gré à gré pour les travaux, transports et fournitures n'excèdent pas la somme de 3.000 francs. Elles sont en outre, dispensées de passer des marchés écrits pour ces mêmes dépenses, si celles-ci n'excèdent pas 600 francs.

Dans les communes de plus de 10.000 habitants le premier de ces maxima est augmenté de 1.000 francs par 10.000 habitants ou fraction de 10.000 habitants, avec limite à 20.000 francs et le maximum de 600 francs est porté à 1.500 francs.

VII. CONSTITUTION DE RESERVES EN NATURE. — AMENAGEMENT DES SILOS. — L'Administration, soucieuse de constituer d'importantes réserves de grains pour faire

(1) Estoublon et Lefébure, op. cit., 1920, page 539.

face aux besoins des années de disette, a souvent recommandé aux Présidents des Conseils d'Administration d'user de toute leur influence auprès des sociétaires pour les amener à faire des versement en nature tant pour le paiement des cotisations que pour le remboursement des prêts.

Il convient, d'ailleurs, d'observer que cette manière de procéder, qui se trouvait à la base de la loi du 14 avril 1893, était considérée comme l'une des principales conditions du succès de la nouvelle institution. En effet, certaines personnes ayant préconisé la suppression des silos de réserve à raison des difficultés auxquelles donnaient lieu leur administration et leur comptabilité, M. le Rapporteur Bourlier s'éleva énergiquement contre cette proposition et déclara que la suppression des silos aurait pour conséquence immédiate d'intéresser moins directement les Indigènes à l'existence et au développement de la Société. Il ajouta : « L'Indigène, qui verse
« sa cotisation en argent, ne la considère bientôt que
« comme une sorte d'impôt. Le silo, au contraire, a l'a-
« vantage, pour des populations peu éclairées, d'être
« tangible. Il est placé sous les yeux de tous ; il ne peut
« être ouvert, rempli ou vidé, sans que la masse des In-
« digènes en soit informée... Aujourd'hui qu'il est fa-
« cile de construire des silos absolument étanches, nous
« estimons que les Sociétés ont, pour longtemps encore,
« un réel intérêt à avoir des silos partout où ils sont
« dans les mœurs locales. »

Ces constructions ont fait l'objet de multiples circulaires, notamment celles du 4 Juillet 1906 et du 7 Juillet 1910 (1), aux termes desquelles les Présidents des Conseils d'Administration sont formellement

(1) Estoublon et Lefébure, op. cit., 1906, p. 61. — 1910, p. 605.

invités à « entreprendre la construction de silos étanches, construits en maçonnerie et présentant toutes les conditions de solidité et d'imperméabilité indispensables à la conservation des grains. »

~~~~~

## SECTION V. — PARTICULARITES DES SOCIETES FONCTIONNANT DANS LES TERRITOIRES DU SUD

~~~~~

La loi du 24 Décembre 1902 (1) a distrait de l'Algérie certaines régions dites « Territoires du Sud » et leur a accordé la personnalité civile et un budget autonome. Bien que restant sous l'autorité directe du Gouverneur Général, ces Territoires ont constitué, en quelque sorte, une seconde Colonie Algérienne soumise à un régime administratif différent, sur divers points, de celui de l'Algérie proprement dite.

C'est ainsi que les Sociétés Indigènes de Prévoyance fonctionnent dans les conditions spéciales que nous allons signaler.

La loi du 4 février 1919 relative à l'accession des Indigènes aux droits politiques n'ayant pas été appliquée aux Territoires du Sud, les Djemaâs de tribus ou de douars, à qui est confiée la gestion des Conseils de Section, sont composées, non pas de membres élus, mais d'agents administratifs désignés par le Gouverneur Général.

Le Président du Conseil d'administration est, suivant

(1) Estoublon et Lefébure, op. cit., 1902, p. 143. J. O. du 26-27 Décembre 1902, page 8.457.

la pratique recommandée par les instructions gubernatoriales, l'officier chargé d'administrer la commune.

Les rôles des impôts arabes, qui n'ont cessé d'être mis en recouvrement dans les Territoires du Sud, servent de base à l'établissement de la liste des sociétaires et à l'évaluation de leurs cotisations.

Les Communes étant très vastes, le Gouvernement Général a voulu éviter aux adhérents des déplacements considérables pour verser à la caisse des trésoriers la cotisation relativement minime dont ils sont débiteurs. Les caïds sont chargés d'en assurer le recouvrement à l'aide de quittanciers spéciaux, remplis d'avance ; en percevant la cotisation individuelle, ils remettent à chacun la quittance qui lui est destinée. Les versements qu'ils effectuent à leur tour à la caisse du trésorier donnent lieu, de la part du comptable, à la délivrance de quittances collectives pour le montant global des cotisations.

En ce qui concerne les prêts et les intérêts, les raisons de recourir à l'intermédiaire des Caïds ne se sont pas imposées avec la même force que pour les cotisations. Il s'agit là de dettes particulières à payer par des emprunteurs relativement peu nombreux ; on les a donc obligés à se libérer directement à la caisse du trésorier.

Toutefois, une exception à cette règle a été admise pour certaines Sociétés dont le siège est très éloigné de la résidence du trésorier, comme par exemple les Sociétés d'El-Goléa, du Tidikelt, etc... Il en est de même pour quelques tribus de l'Extrême-Sud qui se trouvent dans une situation semblable vis-à-vis du bureau de recette. Dans ce cas, les trésoriers peuvent utiliser le concours des chefs indigènes pour le recouvrement des prêts et des intérêts, comme ils le font pour le recouvrement des cotisations.

Les pouvoirs, attribués aux Préfets par la loi du 14 avril 1893, les arrêtés de 1894 et de 1914 et les statuts-types, sont dévolus au Gouverneur Général conformé-

ment à l'article premier, paragraphe 4, du décret du 14 août 1905 (1).

Enfin, le Président de la Commission de Surveillance est le Gouverneur Général et, par délégation, le Conseiller de Gouvernement chargé de l'inspection des Territoires (2).

Toutes les autres règles concernant l'organisation et le fonctionnement des Sociétés Indigènes de Prévoyance de l'Algérie du Nord sont applicables à celles du Sud.

Toutes les Communes possèdent chacune une Société, à l'exception de celle de Ghardaïa, où il en existe deux, contrairement aux dispositions de l'article 2 de la loi du 14 avril 1893 : celles de Ghardaïa et d'El-Goléa ; on n'a pu procéder autrement, à raison de la grande distance qui sépare ces deux régions.

(1) Estoublon et Lefébure, op. cit., 1905, p. 82.

(2) Décision du 4 décembre 1905. Estoublon et Lefébure, op. cit. 1905, page 108.

CHAPITRE III

~~~~~

### CARACTERE JURIDIQUE DES SOCIETES

~~~~~

Les textes, relatifs à la législation des Sociétés Indigènes de Prévoyance, sont les suivants :

1° Loi du 14 Avril 1893, publiée au « Journal Officiel » de la République Française du 15 Avril 1893, page 1.921, sous le titre « Loi ayant pour objet la reconnaissance comme établissements d'utilité publique des Sociétés Indigènes de Prévoyance, de Secours et de Prêts mutuels des Communes de l'Algérie » ;

2° Décret du 6 Février 1919, portant réorganisation des Djemaâs dans les Communes de plein exercice de l'Algérie, qui dispose dans son article 14 que les Djemaâs sont investies, en ce qui concerne l'administration des Sociétés Indigènes de Prévoyance, des attributions conférées aux Conseils de Sections par la loi du 14 Avril 1893 et l'arrêté du 7 Décembre 1894 (publié au « Journal Officiel » de la République Française du 9 Février 1919) ;

3° Arrêtés gubernatoriaux réglementaires :

a) du 7 Décembre 1894, approuvant les statuts d'un certain nombre de Sociétés et portant règlement sur l'organisation et le fonctionnement des Sociétés Indigènes de Prévoyance, notamment sur les questions suivantes : emprunts et prêts de Société à Société, assurances collectives, adjudications, inventaire annuel, registres et archives, exercice financier, compte rendu de la situation financière et morale, recouvrement des cotisations, calcul de l'intérêt des prêts, recouvrement des prêts, re-

gistes du trésorier, bordereaux trimestriels, compte de gestion, jugement des comptes, remises des trésoriers.

Cet arrêté a été publié au « Bulletin Officiel » du Gouvernement Général de l'Algérie en 1894, page 1.036;

b) du 11 Septembre 1895, portant réorganisation des Djemaâs de douar dans les Communes Mixtes et Indigènes et leur confiant dans son article 17, les attributions des Conseils de Section (publié au « Bulletin Officiel » du Gouvernement Général de l'Algérie en 1895, page 828) ;

c) du 24 Décembre 1914, modifiant celui du 7 Décembre 1894 en ce qui concerne l'exercice financier, le compte rendu de la situation financière et morale, le recouvrement des cotisations, le calcul de l'intérêt des prêts, le recouvrement des prêts, les registres du trésorier, les bordereaux trimestriels, le compte de gestion, le jugement des comptes et les remises des trésoriers. Cet arrêté n'a pas été publié au « Bulletin Officiel » du Gouvernement Général de l'Algérie (1) ;

d) du 5 mars 1919, portant règlement sur la constitution, les attributions et le fonctionnement des Djemaâs de douars dans les Communes Mixtes et leur confiant, dans l'article 18, les attributions des Conseils de Section (publié au « Bulletin Officiel » du Gouvernement Général de l'Algérie, en 1919, page 464) ;

e) du 17 Janvier 1920, étendant aux Sociétés Indigènes de Prévoyance les dispositions du décret du 6 janvier 1920, relatif aux frais de gestion et de bureau des receveurs des communes, des associations syndicales et des bureaux de bienfaisance Européens (non publié au « Bulletin Officiel » du Gouvernement Général de l'Algérie. Inséré dans le Code de l'Algérie Annoté par MM. Estoublon et Lefébure, 1920, page 475) ;

(1). Voir aux annexes.

f) du 19 Août 1927, décidant que les trésoriers bénéficieront d'un traitement fixe au lieu de remises annuelles variables (publié au « Journal Officiel » de l'Algérie en 1927, première partie, page 477) (1) ;

g) du 19 Janvier 1928, modifiant l'article 8 de l'arrêté précité du 19 Août 1927 (non publié).

Nous signalons, dès maintenant, que les arrêtés des 24 Décembre 1914, 17 Janvier 1920, et 19 Janvier 1928 qui n'ont pas été publiés au « Bulletin » et au « Journal Officiel » de l'Algérie ne sont pas obligatoire (2).

Ajoutons enfin à cette énumération, de nombreuses circulaires du Gouverneur Général, dont les principales sont :

a) circulaires des 29 Janvier 1895 et 24 Juin de la même année, relatives aux mesures d'application de l'arrêté du 7 Décembre 1894, insérées dans le Code de l'Algérie Annoté, année 1895, pages 1.024 et 1.036 ;

b) Circulaire du 14 Décembre 1914, au sujet des mesures à prendre en vue du remboursement des prêts effectués par les Sociétés Indigènes de Prévoyance, inscrite dans le Code de l'Algérie Annoté, année 1914, page 1.222 ;

c) circulaire du 29 Décembre 1914, relative aux mesures d'application de l'arrêté du 24 Décembre de la même année. Cette circulaire n'a fait l'objet d'aucune publication.

*
**

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance jouissent, aux termes de l'article 8 de la loi de 1893, de la personnalité civile. Mais qu'elle est la nature de cette personnalité ?

(1) Le « Journal Officiel » de l'Algérie a remplacé le Bulletin Officiel à partir du 1^{er} janvier 1927.

(2) Emile Larcher. Traité de Législation Algérienne, 3^e édition. Tome I, page 221.

Ces Sociétés sont-elles des personnes morales Françaises, régies par la loi Française, soumises à la juridiction Française, juridiction de droit commun ? Sont-elles, au contraire, comme l'a indiqué la circulaire gubernatoriale du 29 Janvier 1895 « des Sociétés Indigènes », régies par la loi musulmane et soumises à la juridiction exceptionnelle du Cadi ou du Juge de Paix Français statuant au musulman ? Et, dans cet ordre d'idées, est-il exact de dire, en matière de recouvrement des prêts « qu'il importe peu que le Président de la Société, chargé de la « représenter, soit un citoyen Français » puisque « c'est « au nom de la Société que les poursuites sont exercées, « c'est-à-dire au nom d'une collectivité Indigène contre « des débiteurs Indigènes ? »

La question ne présente plus qu'un intérêt rétrospectif, car elle a été tranchée par diverses décisions judiciaires, devant lesquelles l'Administration s'est inclinée, non pas cependant sans quelque résistance. D'après ces décisions, qui constituent aujourd'hui une jurisprudence, admise par tous, une Société morale, créée par la loi Française, fût-elle composée entièrement d'Indigènes Musulmans ne peut être ni Indigène, ni surtout Musulmane ; elle ne peut être que Française, soumise à la juridiction Française (1).

Le jugement du Tribunal Civil d'Orléansville, en date du 18 janvier 1922, est basé sur une argumentation juridique des plus remarquables. Nous le reproduisons ci-après, d'autant plus volontiers qu'il n'a pas encore paru, à notre connaissance, dans les Revues de Jurisprudence :

(1) Mostaganem, 31 octobre 1914 ; R. A. 1915, 2. 42 et note. — Orléansville, 18 janvier 1922 et 9 juin 1925 ; ce dernier reproduit aux annexes. — Cour d'Appel d'Alger, 20 juin 1927, inséré aux annexes. — En sens contraire : Bougie, 23 avril 1909 ; R. A. 1912, 2. 404 et note.

Voir aussi Emile Larcher, op. cit. tome I, page 568 et s. note 3 ; tome II, page 194, note 8 ; tome III, page 361, note 2.

« Attendu que l'appel est régulier et recevable en la
« forme. Au fond : Attendu que devant le premier ju-
« ge la Société Indigène de Prévoyance de la Commu-
« ne Mixte du Chélif, poursuites et diligences de M. Le-
« hocq, Administrateur de la dite Commune Mixte, son
« président, réclamait au défendeur appelant paiement
« de la somme de 1.000 francs montant d'un prêt qu'el-
« le lui aurait consenti, plus les intérêts de ce prêt. —
« Attendu que l'incompétence de la juridiction musul-
« mane ayant été soulevée par le défendeur, le premier
« juge s'est cependant déclaré compétent par jugement
« du 27 août 1921 dont appel. -- Attendu qu'en appel
« comme en première instance l'appelant soutient que la
« Société Indigène de Prévoyance ne peut être considé-
« rée comme personne civile indigène, qu'elle constitue
« un établissement Français et que partant le juge mu-
« sulman est incompétent. -- Attendu que ce moyen est
« fondé. — Attendu en effet qu'aux termes de l'article 8
« de la loi du 14 Avril 1893 les Sociétés Indigènes de
« Prévoyance ont la personnalité civile et peuvent en
« cette qualité ester en justice. — Attendu que, sans
« discuter si la dite société constitue un établissement
« public ou seulement un établissement d'intérêt pu-
« blic, il reste, dans tous les cas, évident et indiscuta-
« ble qu'une personne morale créée par la loi Françai-
« se, dût-elle être composée d'Indigènes Musulmans, ne
« peut être, ni Indigène, ni surtout Musulmane, ce qu'il
« faudrait qu'elle soit pour être justiciable de la juri-
« diction Musulmane, essentiellement réservée aux Mu-
« sulmans. -- Attendu qu'elle ne peut être que française,
« donc justiciable de la juridiction Française. — Atten-
« du que seule une personne physique et non une per-
« sonne morale paraît pouvoir être Indigène et Musul-
« mane et qu'on ne voit pas davantage qu'on puisse ap-
« pliquer à une personne morale la distinction, comme
« en Algérie, entre les deux sortes de Français, les uns

« sujets et les autres citoyens. — Attendu qu'au surplus
« de nombreux autres arguments viennent militer en fa-
« veur de la thèse de l'appelant ; qu'en effet, il y a lieu
« de faire remarquer qu'en dehors du Président Admi-
« nistrateur de la dite société, en l'espèce M. l'Adminis-
« trateur de la Commune Mixte du Chélif, citoyen
« Français et non sujet Français Indigène Musulman,
« d'autres Indigènes naturalisés Français justiciables de
« la juridiction Française pourraient fort bien, rien ne
« s'y opposant, faire partie comme membres de la so-
« ciété demanderesse et qu'on ne peut donc dire que
« cette société ne peut plaider que devant la juridiction
« Musulmane comme exclusivement composée de sujets
« Français Indigènes Musulmans justiciables des tri-
« bunaux Musulmans. — Attendu encore, que la deman-
« de exposée en premier ressort par la Société Indigène
« de Prévoyance comportait non seulement le rembour-
« sement d'un prêt en capital mais encore le paiement
« des intérêts de ce prêt ; que cette demande de paie-
« ment d'intérêts, si elle est autorisée par le règlement
« de ces sociétés, n'en est pas moins contraire à toutes
« la législation Musulmane, et que, par suite, il y a lieu
« de dire que, pour ce motif encore, c'est la compétence
« de la juridiction Française qui s'impose. — Attendu
« enfin, que c'est en vain que la société demanderesse
« exciperait de ce que la compétence de la juridiction
« Musulmane a été prévue par l'article 12 de l'arrêté
« gubernatorial du 7 Décembre 1894 et qu'en disposant
« de la sorte, le Gouverneur Général n'a fait que régle-
« menter conformément au droit à lui donné par l'ar-
« ticle 19 de la loi du 14 Avril 1893. — Attendu en effet
« que cet article 12 de l'arrêté gubernatorial du 7 Dé-
« cembre 1894 contredit à un principe fondamental de
« l'organisation judiciaire Algérienne, à savoir que la
« juridiction Musulmane, exceptionnellement mainte-
« nue, n'est compétente qu'entre Musulmans et que déro-

« ger à un principe législativement consacré, ce n'est
« plus règlementer, mais légiférer. — Attendu, pour
« tous ces motifs, que le premier Juge était donc incom-
« pétent et qu'il convient, par suite, d'infirmar son ju-
« gement : par ces motifs reçoit l'appel en la forme ;

« Au fond : Dit mal jugé, bien appelé. — Infirme le
« jugement entrepris ; dit que le premier juge était in-
« compétent pour connaître du litige ; renvoie l'intimé
« à se pourvoir comme il avisera ; ordonne..... »

Nous rappellerons que, dans deux situations analo-
gues, la Cour d'Appel d'Alger et la Cour de Cassation
ont posé les mêmes principes. La première a décidé, par
arrêt du 26 Février 1890 (1), que, bien qu'il s'agisse du
règlement d'une succession musulmane, le Cadi est in-
compétent pour déterminer la qualité des héritiers et
fixer la quotité de leurs parts, dès que l'Oukil du Beit-
el-Maâl, agent indigène du Domaine de l'Etat, est inter-
venu dans l'instance (2). De son côté, la Cour de Cassa-
tion a reconnu, dans son arrêt du 8 Décembre 1895
(chambre des requêtes) (3), que le fait qu'une Caisse de
Crédit Agricole Mutuel créée en Algérie, est exclusive-
ment composée d'Indigènes Musulmans, constitue une
particularité, tenant uniquement à la personne des asso-
ciés et restant sans effet sur les conditions légales de la
Société. Cette particularité ne saurait avoir pour résul-
tat de soustraire celle-ci à la juridiction du droit com-
mun (loi du 5 Novembre 1894, article 4) et, par suite, le
litige qui s'élève entre une Société d'Indigènes, régie par
cette loi et des Indigènes Musulmans « n'est point la
« contestation entre musulmans prévue par l'article 7
« du Décret du 17 Avril 1889 », comme rentrant dans
la compétence du Juge de paix statuant en matière mu-
sulmane (Décret du 17 Avril 1889, articles 7 et 25.)

(1) R. A. 1890. 2. 319.

(2) Larcher, op. cit., tome II, page 475, n° 485.

(3) Cassation. Requêtes, 8 décembre 1915. Sirey, 1917, 1. 60.

Ajoutons enfin que le Droit Musulman ne reconnaît pas la personnalité morale aux provinces, villes, corporations, sociétés, associations. Seuls, la Nation et les Pauvres possèdent cette personnalité. C'est ce qu'a fait ressortir, avec sa grande autorité, M. Morand, doyen de la Faculté de Droit d'Alger, dans une étude qu'il a présentée à l'Académie Internationale de Droit Comparé à la Haye (1).

En examinant le jugement du Tribunal Civil de Bougie, en date du 23 avril 1909 (2), Larcher pose la question de savoir si les Sociétés Indigènes de Prévoyance sont des Etablissements publics ou des Etablissements d'utilité publique. C'est un point important, sur lequel nous croyons devoir fournir, nous aussi, quelques explications.

D'après le savant professeur, les Sociétés Indigènes de Prévoyance « constituent, non pas, comme le dit inexactement l'intitulé (mais non le texte) de la loi du 14 « Avril 1893, des établissements d'utilité publique, mais « bien des Etablissements Publics. » Et il ajoute : « Si « la loi du 14 Avril 1893 avait eu pour unique objet « de doter de la personnalité civile des Sociétés de Secours Mutuels d'un certain type, particulièrement destinées à nos sujets musulmans, elle aurait eu une utilité bien restreinte, à peu près nulle aujourd'hui. Mais « cette loi en fait tout autre chose : la Société Indigène « de Prévoyance, existant en raison d'une par commune, constituée seulement lorsque ses statuts ont reçu « l'approbation du Gouverneur Général, soumis à une « surveillance constante de l'Administration, est absolu-

(1) Nous remercions M. Morand d'avoir eu l'amabilité de nous communiquer son étude et nous le prions d'agréer l'expression de toute notre gratitude.

(2) R. A. 1912, 2. 404 ; note de Larcher sous Tribunal Bougie.

« ment comparable à un Bureau de Bienfaisance. C'est
« véritablement un organe de l'Administration, fonc-
« tionnant dans un but d'assistance ; ce n'est point une
« œuvre d'initiative privée. C'est bien un établissement
« public. »

Nous reconnaissons que le texte de la loi ne contient aucune disposition déclarant expressément que les Sociétés Indigènes de Prévoyance sont des Etablissements d'utilité publique ; seul, l'intitulé contient une mention dans ce sens. Nous n'ignorons pas non plus que les indications résultant de l'intitulé des lois, lequel n'est pas soumis au vote du Parlement, n'ont pas de force législative (1).

Mais, cette réserve faite, nous exprimons le regret de ne pouvoir partager la manière de voir de Larcher sur le caractère public qu'il attribue aux Sociétés. Les considérations, qu'il invoque pour justifier son opinion, ne sont pas décisives.

Les Sociétés, dit-il, sont un organe de l'Administration fonctionnant *dans un but d'assistance*. Ceci est inexact. Sans doute, les Sociétés accordent des secours aux fellahs malheureux, mais l'objet principal de l'institution consiste en prêts en nature ou en argent aux adhérents, et ces prêts sont, non pas des prêts administratifs, mais des *prêts mutuels* (art. 1^{er}, § 1, de la loi), prélevés sur des cotisations librement consenties et versées par les sociétaires. D'autre part, en accordant des secours, dans des circonstances absolument exceptionnelles et non d'une façon permanente, comme le font les Bureaux de Bienfaisance, elles viennent en aide à l'Etat en *augmentant* les moyens de soulager les pauvres et les malades ; elles corroborent l'action administrative, la complètent, mais sans la *suppléer* et s'y *substituer*.

(1) Civ. r. 20 avril 1920. D. P. 1923, 1. 87.

L'article 2 de la loi du 14 avril 1893 décide, comme l'expose Larcher, « qu'il ne peut être créé qu'une Société-« té par Commune ». Cette disposition est sans influence sur la question qui nous occupe ; dans les circonscriptions de grande et moyenne étendue, le cadre de l'unité communale se prête, mieux que tout autre, au bon fonctionnement des Sociétés, quel qu'en soit, d'ailleurs, le caractère légal.

Larcher tire argument, pour affirmer que les Sociétés sont des Etablissements Publics, de ce qu'elles sont constituées seulement, lorsque leurs statuts ont été approuvés par le Gouverneur Général. Ce raisonnement ne semble pas devoir être retenu, puisqu'il est de principe qu'aucun Etablissement, — public ou d'utilité publique, — ne peut exister qu'au moyen d'une autorisation ; cette autorisation doit être toujours préalable à tout acte de la vie civile (1).

Pour répondre à l'observation relative au contrôle exercé par l'Administration sur les Sociétés, nous dirons qu'une surveillance administrative et même certains faits de tutelle ne sauraient conférer le caractère public à un Etablissement ; « ainsi, un établissement n'en serait pas investi, à raison de ce fait qu'il est soumis à « des règles de comptabilité et à l'Inspection des Finances, ou en raison de ce que certains membres de son « Conseil d'Administration sont nommés par le Préfet » (2).

Enfin, Larcher déclare que les Sociétés Indigènes de Prévoyance ne sont pas des œuvres d'initiative privée. Il y a, dans cette affirmation, une erreur manifeste. En l'état actuel de la Législation, l'Administration est impuissante à créer, d'office, un groupement de cette nature.

(1) Pandectes Françaises. Répertoire, Paris, 1899. Etablissements publics et d'utilité publique, n° 73, page 466.

(2) Pandectes Françaises, op. cit. n° 15, page 462.

Seuls des particuliers, — des fellahs et ouvriers agricoles, — ont qualité pour fonder une Société de Prévoyance. Ils se réunissent en assemblée générale, établissent des statuts et constituent le dossier réglementaire. Puis, *les fondateurs*, — telle est l'expression employée par l'article 5 de la loi du 14 Avril 1893, — présentent une demande au Gouverneur Général, qui approuve les statuts, après avoir constaté leur conformité avec les dispositions Législatives. Notons aussi qu'une assemblée générale des sociétaires peut prononcer la dissolution volontaire de l'Association. Une Société de Prévoyance pourrait-elle mettre fin à ses opérations dans de pareilles conditions, si elle constituait un Etablissement public ? Il est permis d'en douter.

Les deniers des Etablissements publics sont des deniers publics, soumis, en principe, aux règles de la comptabilité publique. Or, dans son référé du 25 Avril 1918 (1), la Cour des Comptes a rejeté « toute assimilation entre la gestion des deniers communaux, des deniers publics soumis aux règles de la comptabilité publique, et celle des Sociétés Indigènes de Prévoyance, *deniers privés*, qui ne comportent pas l'emploi des *for-mes budgétaires*. »

Il résulte, de tout ce qui précède, que les Sociétés Indigènes de Prévoyance ne sont pas des Etablissements publics. Par contre, les travaux préparatoires de la loi du 14 avril 1893, les rapports présentés tant à la Chambre des Députés qu'au Sénat et les débats Parlementaires établissent que le Législateur a voulu les classer parmi les Etablissements d'utilité publique.

D'après le projet du Gouvernement (2), elles devaient obtenir la personnalité civile, à la suite d'une reconnais-

(1) Voir *supra* page 47.

(2) J. O. du 29 juin 1890, Annexes p. 631 n° 527.

sance d'utilité publique prononcée, pour chacune d'elles, par arrêtés du Gouverneur Général : c'était une procédure analogue à celle qui avait été instituée pour la création des Sociétés de Secours Mutuels en Algérie par le Décret du 13 Décembre 1852 (1). Le Parlement ne crut pas devoir l'adopter et jugea préférable d'accorder lui-même la personnalité civile à toutes les Sociétés existantes, ainsi qu'à celles qui seraient créées ultérieurement, sous la seule réserve de l'approbation de leurs statuts par le Gouverneur Général.

A ce moment, personne ne songea à modifier le caractère privé des Sociétés ; le Législateur se borna à consacrer, en lui donnant l'existence légale, une institution, qui avait subi les épreuves d'une expérience déjà longue. « Nous avons justifié, disait à ce sujet M. Bourlier, « dans les conclusions de son rapport, le maintien des « Sociétés Indigènes de Prévoyance avec le type qu'elles « présentent généralement. »

C'était, d'ailleurs, tout ce que demandait le Gouvernement, dont la préoccupation principale était de faire accorder la personnalité civile aux Sociétés, pour leur permettre de faire fructifier leurs fonds disponibles par des dépôts, productifs d'intérêts, à la Caisse des Dépôts et Consignations.

En résumé, les Sociétés Indigènes de Prévoyance, établies pour la sauvegarde d'intérêts privés, alimentées par les cotisations de leurs membres, régies par leurs statuts et contrôlées par l'Administration, sont des Etablissements d'utilité publique.

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance peuvent ester en justice, plaider, transiger, se désister, acquiescer ; elles n'ont à se pourvoir d'aucune autorisation pour l'exercice de ces droits. Elles sont admises, le cas échéant, à

(1) Estoublon et Lefébure, op. cit. 1852, page 157.

bénéficier de l'assistance judiciaire. La juridiction compétente pour régler les litiges les concernant est la juridiction Française de droit commun, à l'exclusion de la juridiction Musulmane.

Elles ne peuvent posséder que des objets mobiliers. Envisageant l'éventualité de catastrophes ou de calamités, telles qu'une invasion de criquets, une sécheresse prolongée, etc., le Législateur a voulu que les sociétés fussent en état de réaliser immédiatement leur avoir pour secourir les sociétaires malheureux ou leur consentir des prêts. Ainsi s'explique la prohibition qui leur a été faite de posséder soit des valeurs d'Etat ou autres, soit des immeubles ; les communes sont tenues, par contre, de leur fournir un local spécial pour leurs réunions et d'affecter dans chaque douar une partie du domaine communal destinée à l'installation de leurs silos.

Elles peuvent recevoir des dons en nature ou en argent des particuliers et des subventions de l'Etat, des départements, des communes et des sociétés agricoles ou de bienfaisance ; contracter des emprunts auprès d'autres Sociétés Indigènes de Prévoyance exclusivement ; placer leurs fonds libres à la Caisse des Dépôts et Consignations, en compte courant disponible.

Pour tous les actes et pour l'exercice de leurs droits, les sociétés sont représentées par leur Président, toutes les fois qu'une intervention personnelle est nécessaire.

Examinons maintenant le fonctionnement de ces sociétés.

Tout d'abord, il convient de mentionner que nulle Société ne peut fonctionner qu'après avoir obtenu l'approbation des statuts ; l'arrêté du Gouverneur Général, qui intervient à cet effet, sur l'avis du Conseil de Gouvernement, doit constater la conformité de ces statuts avec les dispositions de la loi du 14 Avril 1893 (art. 4 et 6). Dès qu'ils sont approuvés, ils constituent le pacte fondamental de la Société, et il n'est pas plus au pou-

voir d'une partie de la collectivité qu'il n'appartient à un membre isolé d'y déroger.

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance, établissements d'utilité publique, ne sont assujettis à la tutelle administrative que dans des cas exceptionnels. Elles peuvent exercer tous leurs droits sans être tenues de se munir d'une autorisation administrative, à moins qu'une disposition expresse de la loi du 14 avril 1893, ou des arrêtés réglementaires du Gouverneur Général ou des statuts, ne leur en impose formellement l'obligation; et encore, faut-il, pour que cette dernière réserve soit valable, que les dispositions gubernatoriales et statutaires ne soient pas entachées d'illégalité.

CHAPITRE IV

RESULTATS OBTENUS PAR LES SOCIETES INDIGENES DE PREVOYANCE

I. SOCIETES. — Les premières Sociétés Indigènes de Prévoyance furent créées en 1882 à Palestro et à Boghari. L'heureuse initiative prise par les Administrateurs de ces Communes ne tarda pas à être suivi, et l'on constata un très rapide développement de l'institution. En 1886 il existait 44 Sociétés ; en 1892, les 78 Communes Mixtes en étaient pourvues.

Les dispositions de la loi de 1893 ne purent être appliquées aux Communes de Plein Exercice qu'en 1896 ; des Sociétés furent autorisées, en 1897, à Bonnier, Chanzy, Mercier-Lacombe, Sidi-Lhassen, Ténira, Tessala et aux Trembles, (arrondissement de Sidi-bel-Abbès).

Le nombre des Sociétés a été depuis en constante progression :

En 1900, on en comptait.....	135
En 1905	174
En 1910	208
En 1914	211

A partir de 1917, leur nombre est resté stationnaire à 213. Il était de 214 en 1927 (1).

Il ne paraît plus susceptible d'augmentation, des Sociétés ayant été créées dans toutes les circonscriptions où

(1) La dernière statistique publiée concerne l'exercice 1926. Les chiffres de l'exercice 1927 nous ont été communiqués par la Direction des Affaires Indigènes.

elles étaient assurées d'un fonctionnement régulier et utile.

II. SOCIÉTAIRES. — Parallèlement, le nombre des Sociétaires a augmenté chaque année, sauf pendant la guerre (1914-1919) et en 1925, pour s'élever :

En 1886 à	60.293
En 1890 à	185.090
En 1895 à	234.164
En 1900 à	338.339
En 1910 à	540.850
En 1914 à	554.589
En 1915 à	513.327
En 1916 à	524.651
En 1917 à	522.912
En 1918 à	526.292
En 1919 à	558.425
En 1920 à	579.341
En 1925 à	569.332
En 1927 à	582.166

Le fléchissement constaté pour la période 1914-1919 résulte de la présence sous les drapeaux de nombreux sociétaires.

III. ACTIF. — L'actif global des Sociétés s'élevait :

En 1886 à une somme de . . .	1.698.322 fr. 39
En 1890	3.788.593 fr. 30
En 1895	5.380.318 fr. 60
En 1900	8.777.864 fr. 73
En 1905	13.921.317 fr. 71
En 1910	21.452.854 fr. 02
En 1915	28.582.320 fr. 23
En 1920	41.142.747 fr. 22
En 1925	60.474.249 fr. 61
En 1927	73.979.974 fr. 13

La dévalorisation de la monnaie a eu une grave répercussion sur la situation financière des Sociétés et il est facile de s'en rendre compte. En effet, qu'on veuille bien appliquer au motant de l'actif de 1927 la valeur or; on constatera qu'il doit être ramené à 14.795.994 fr. 82, soit à celui de 1905. Il représente une valeur de 25 fr. 41 d'avant-guerre par sociétaire et encore faut-il considérer que dans le chiffre de 73.979.974 fr. 13 il y a 42.792.157 francs 69 de restes à recouvrer sur prêts et cotisations (1).

IV. COTISATIONS. — Les cotisations constituent la principale ressource des Sociétés. La statistique générale de l'Algérie ne nous renseigne pas sur le montant global des sommes récupérées ; seules les statistiques spéciales, que nous avons pu nous procurer, nous éclairent sur ce point à partir de 1910.

Les cotisations se sont élevées :

En 1910 à la somme de	1.335.107 fr. 31
En 1915	1.350.307 fr. 49
En 1920	1.540.681 fr. 65
En 1925	2.473.604 fr. 95
En 1927	4.276.703 fr. 95

Mais, par suite de la dévalorisation de la monnaie, le montant des cotisations en 1927 ne représente plus qu'une valeur de 855.340 fr. 79 d'avant-guerre, c'est-à-dire une valeur or de 1 fr. 47 par sociétaire, alors qu'en 1912 la moyenne des cotisations était de 2 fr. 10.

V. PRETS. — Il a été prêté :

(1) La dévalorisation indiquée ci-dessus est approximative. Pour simplifier les calculs, nous l'avons déterminée en divisant par cinq les valeurs mentionnées dans les statistiques sans tenir compte, d'ailleurs, de la dépréciation du métal.

En 1910 une somme totale de ..	9.209.481 fr. 67
En 1915	9.791.417 fr. 97
En 1920	19.342.970 fr. 00
En 1925	22.876.093 fr. 35
En 1927	30.535.099 fr. 63

Les statistiques n'indiquent pas le nombre de prêts consentis ; d'autre part, elles ne font aucune distinction entre les prêts en espèces et les prêts en nature.

La somme de 30.535.099 fr. 63, prêtée en 1927, ne représente qu'une valeur or de 6.107.019 fr. 92 d'avant-guerre, c'est-à-dire une somme inférieure au montant des prêts de 1910.

VI. SECOURS. — Nous ne connaissons ni le nombre, ni l'importance moyenne des secours distribués. Le montant de ces libéralités s'est élevé :

En 1910 à la somme de	48.440 fr. 61
En 1915	596.395 fr. 22
En 1920	284.084 fr. 83
En 1921	1.582.516 fr. 39
En 1925	224.468 fr. 02
En 1927	288.418 fr. 45

La distribution des secours en 1921, qui ont atteint un chiffre exceptionnellement élevé, a été motivée par la très grande misère des Indigènes résultant des récoltes déficitaires de 1920.

VII. UTILISATION DES RESSOURCES. — Le reproche fait aux Sociétés Indigènes de Prévoyance de laisser indisponible une partie importante de leurs ressources est exagéré, ainsi que le démontrent les tableaux ci-après établis d'après les statistiques de 1920, 1925 et 1927.

Opérations de 1920 :

Prêts	19.342.970 fr. 00
Secours	284.084 fr. 83
Restes à recouvrer (cotisations et prêts)	20.819.037 fr. 65

Sommes utilisées	40.446.092 fr. 68
Pour un actif de	41.142.747 fr. 22

Opérations de 1925 :

Prêts	22.876.093 fr. 35
Secours	224.468 fr. 02
Restes à recouvrer (cotisations et prêts)	29.123.350 fr. 22

Sommes utilisées	52.223.911 fr. 59
Pour un actif de	60.474.249 fr. 61

Opérations de 1927 :

Prêts	30.535.099 fr. 63
Secours	288.418 fr. 45
Restes à recouvrer (cotisations et prêts)	42.792.157 fr. 69

Sommes utilisées	73.615.675 fr. 77
Pour un actif de	73.979.974 fr. 13

VIII. OPERATIONS EN NATURE. — Malgré le désir, manifesté à de nombreuses reprises par l'Autorité Supérieure, la plupart des Sociétés ont cessé de constituer des réserves de grains. Le nombre de celles qui ont fait des opérations en nature s'est élevé :

En 1910 à	62 sur 208
En 1915 à	80 sur 212
En 1920 à	106 sur 213
En 1925 à	72 sur 213
En 1927 à	46 sur 214

La conservation des grains, dans des silos qui ne sont pas toujours étanches, occasionne une grosse responsabilité que les Administrateurs et les Maires, Présidents des Conseils d'Administration, désirent éviter. De plus, la garde des silos est difficile à assurer.

Nous ajouterons que certains sociétaires ne veulent pas se déranger pour verser ou recevoir les petites quantités de grains qui leur sont généralement distribuées. D'autres s'abstiennent, en prétextant que les grains prêtés ne présentent pas les garanties voulues pour assurer de bonnes semailles.

IX. ASSURANCES. — Peu de Sociétés ont contracté des assurances contre la grêle et la mortalité du bétail. Les statistiques, établies depuis 1909, font ressortir que 16 Sociétés seulement ont eu recours à cette pratique ; elles ont versé à la Caisse Centrale d'Assurances Mutuelles Agricoles d'Alger, par application de l'article 4 de l'arrêté gubernatorial du 7 Décembre 1894, des primes s'élevant ensemble à la somme de 906.065 fr. 76, égale au tiers des cotisations et reçu une indemnité de 665.163 fr. 21 pour les dommages subis.

En 1929, on ne compte plus que six Sociétés assurant leurs adhérents.

*
**

En présentant à la Chambre des Députés le projet de loi qui est devenu la loi du 14 avril 1893, le Gouvernement fondait les plus belles espérances sur l'avenir des Sociétés Indigènes de Prévoyance et les services qu'elles étaient appelées à rendre. « Elles fourniront, disait-il, « les moyens de parer aux famines autrefois si désas- « treuses ; elles éviteront le recours aux emprunts com- « munaux ou particuliers précédemment trop nom- « breux. Elles assureront ainsi, au point de vue écono- « mique, le développement régulier et sans à coup de la

« richesse publique. Elles auront également un effet mo-
« ralisateur en habituant à l'épargne le musulman fa-
« taliste et imprévoyant. Enfin, au point de vue politi-
« que, elles intéresseront au maintien de la tranquillité
« publique les chefs de familles qui craindront de per-
« dre le fruit de leurs économies. A tous ces titres, l'œu-
« vre revêt une importance capitale pour la Colonie. »

Il serait excessif de prétendre que ces heureux résultats ont été entièrement atteints. Il est juste cependant de reconnaître que les Sociétés Indigènes de Prévoyance ont été un facteur important dans le développement de la richesse publique et que, entre autres avantages, elles ont permis aux populations de traverser victorieusement toutes les périodes critiques qu'elles ont rencontrées pendant les quarante dernières années.

Nous insisterons sur ce fait capital que les Indigènes, si souvent éprouvés par les catastrophes et les calamités agricoles, n'ont plus été exposés aux cruelles famines d'autrefois.

Sans doute, le développement considérable des voies de communications, la pénétration de la Colonisation Française dans les régions les plus isolées, l'aide puissante de la Colonie et le concours admirable de toutes les bonnes volontés et de toutes les initiatives ont contribué, dans les moments difficiles, à éviter tout désastre. Mais les Sociétés, en accumulant dans leurs caisses d'importantes ressources, et en réalisant des approvisionnements de grains, ont accompli, de leur côté, le principal effort.

Pendant la Grande Guerre, elles ont pu, par leurs prêts en argent et leurs avances en grains, maintenir la vie économique des pays indigènes et assurer ainsi la paix et la sécurité dans les campagnes.

De nombreux Administrateurs se sont attachés à la vulgarisation des bonnes méthodes culturales dans les milieux Indigènes ; ils ont mis d'importants crédits,

fournis par les Sociétés Indigènes de Prévoyance, à la disposition des sociétaires qui, individuellement ou groupés en sociétés, telles que les Djemaât-el-Felaha, désiraient se procurer un matériel agricole plus perfectionné et des semences sélectionnées. Ces initiatives se sont particulièrement manifestées dans les régions de Sidi-bel-Abbès, Mascara, Orléansville, Médéa, Sétif et Constantine.

Une mention spéciale doit être réservée, à ce sujet à la Société de Mascara, qui, en 1900-1901, consentit 43.000 francs de prêts à 359 adhérents pour l'achat de charrues françaises et d'attelages, ce qui permit de cultiver 5.000 hectares supplémentaires. Le succès fut tel que, l'année suivante, le Conseil d'Administration reçut 875 demandes, dont 337 pour achat de charrues et 538 pour l'amélioration desattelages; il fut distribué, à titre de prêt, une somme de 52.092 francs pour faciliter ces acquisitions.

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance ont encouragé la pratique de l'assurance contre la grêle et la mortalité du bétail. Elles ont contracté diverses assurances collectives dans les conditions prévues par la loi ; de plus, elles ont facilité, par leurs avances, la création et le fonctionnement de Sociétés dites « Mutuelles-Labours », ayant pour principal objet de « permettre à « leurs adhérents de se prémunir complètement, au « moyen de prestations en nature, contre les dommages « pouvant être causés à leurs récoltes par la grêle et autres fléaux agricoles ainsi que contre la mortalité du « bétail. »

Malheureusement, les limites très étroites assignées dans ce domaine à leur action par l'arrêté gubernatorial du 7 Décembre 1894, ne leur ont pas permis d'étendre sensiblement ce genre d'opérations.

Elles ont favorisé la création de plusieurs villages Indigènes pour l'installation de plus d'un millier de famil-

les de fellahs peu aisés. Les maisons, construites à l'Européenne, comprennent, en dehors de l'habitation, les dépendances permettant d'abriter le matériel agricole et le bétail, et présentent toutes les conditions d'hygiène et de commodité indispensables ; ce progrès a été réalisé grâce aux prêts consentis par la Société de la Mékerra (1).

Les résultats obtenus par les Sociétés Indigènes de Prévoyance pour l'organisation d'un crédit agricole permettant d'engager une lutte efficace contre l'usure, sont médiocres. Cette situation fâcheuse est surtout imputable à leur organisation par trop rudimentaire, qui constituait certes un progrès, il y a quarante ans, mais qui n'est plus appropriée aux besoins nouveaux à satisfaire.

En résumé, l'œuvre accomplie par les Sociétés Indigènes de Prévoyance a certainement contribué à améliorer moralement et matériellement, la situation des populations agricoles indigènes. Cependant, elle est encore très incomplète.

Pour arracher les Indigènes à leur routine séculaire et les amener aux méthodes des colons, il reste beaucoup à faire ; on y arrivera avec le temps, la patience et la continuité dans l'effort.

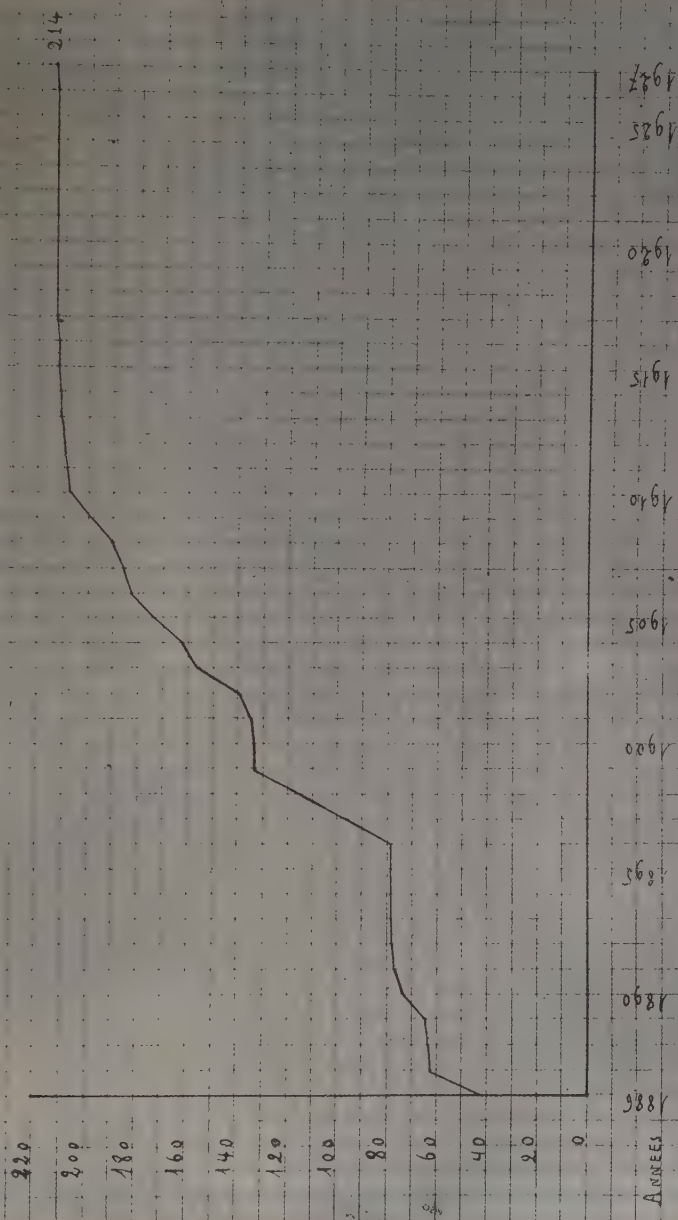
On constate déjà chez les fellahs une heureuse évolution vers le progrès ; le moment est venu, pour les Sociétés Indigènes de Prévoyance de s'adapter aux conditions modernes du Crédit et de la Coopération.

(1) Voir aux annexes notre rapport sur les « Recasements indigènes » présenté au Congrès de la Colonisation, Alger, Mai 1930.

SOCIETES

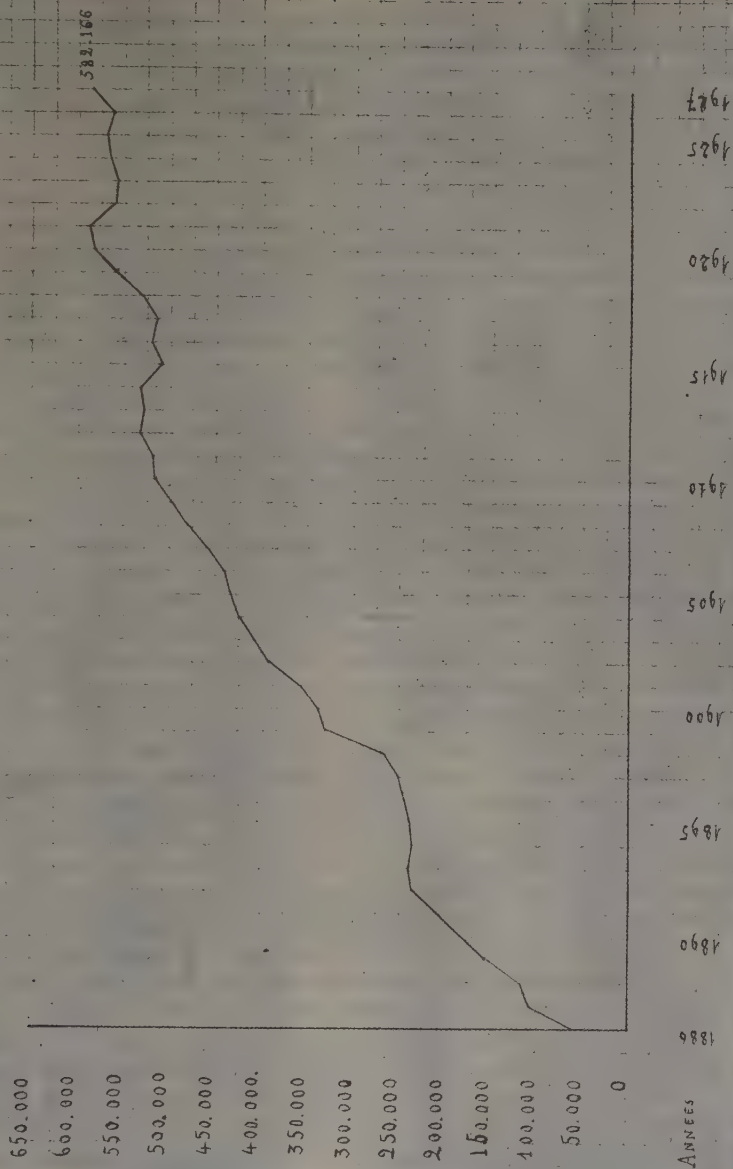
Nombre de

SOCIETAIRES



Nombre de
Sociétaires

SOCIÉTAIRES



ATTN

74 MILLIONS

67 MILLIONS

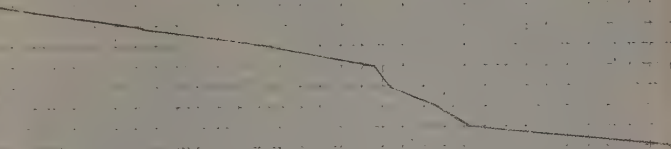
60 MILLIONS

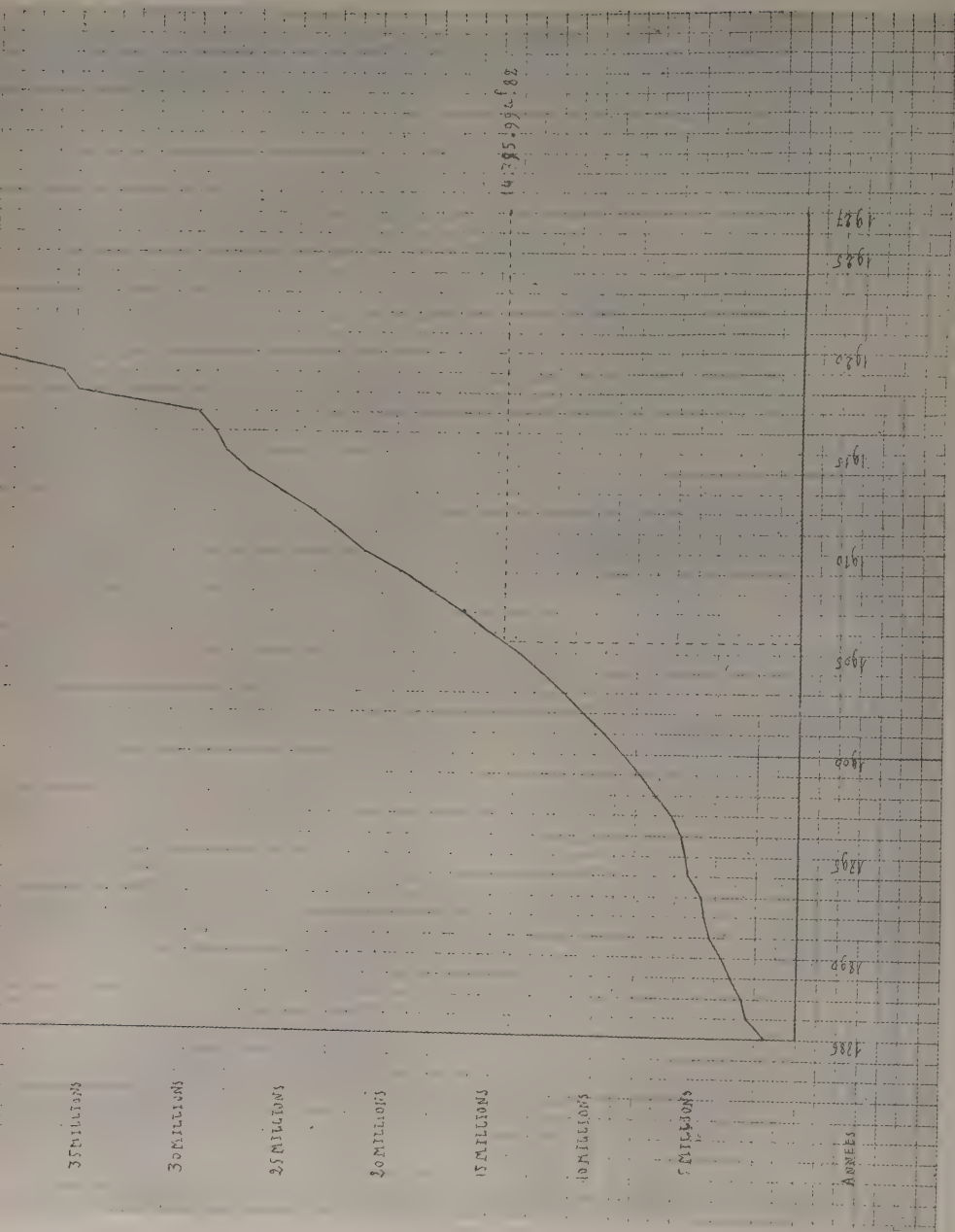
55 MILLIONS

50 MILLIONS

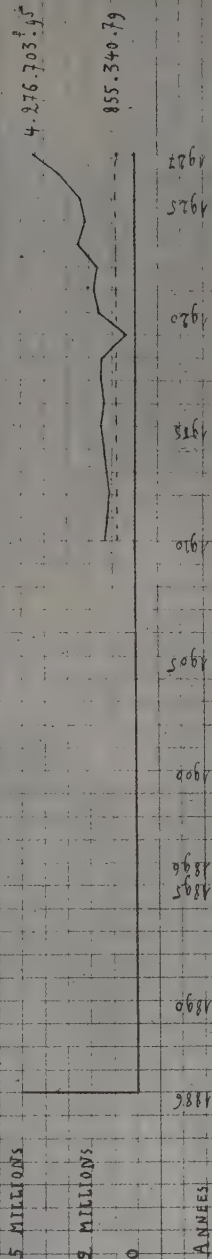
45 MILLIONS

73.975.974.83





COTISATIONS



PRATS

31 MILLIONS

25 MILLIONS

20 MILLIONS

15 MILLIONS

10 MILLIONS

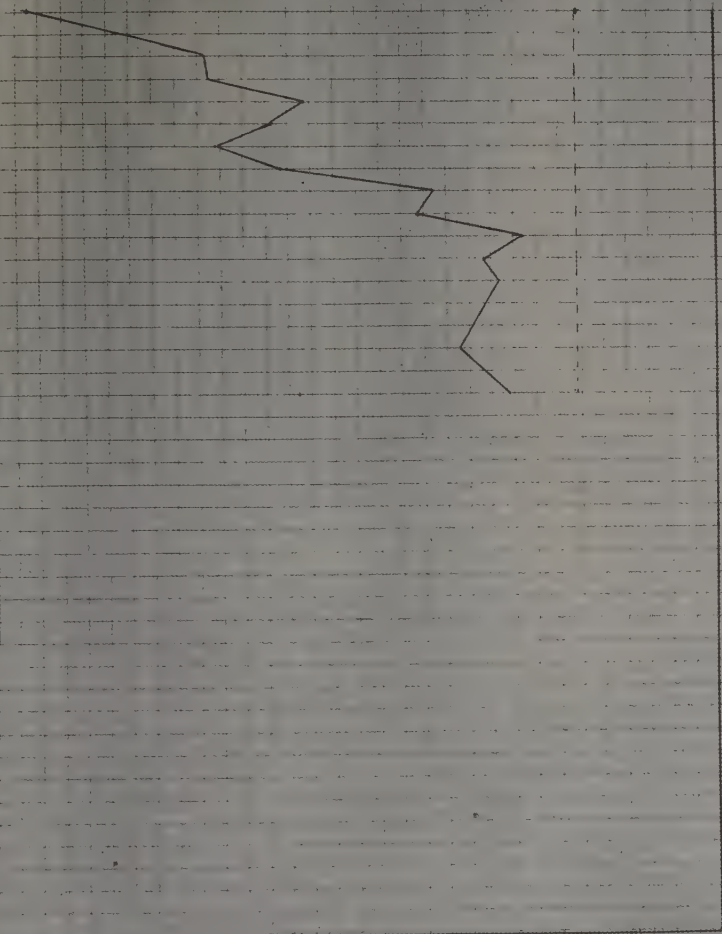
5 MILLIONS

ANNES.

30.535.999⁴³

5.107.019⁹²

1885 1890 1895 1896 1900 1905 1910 1915 1920 1925 1927

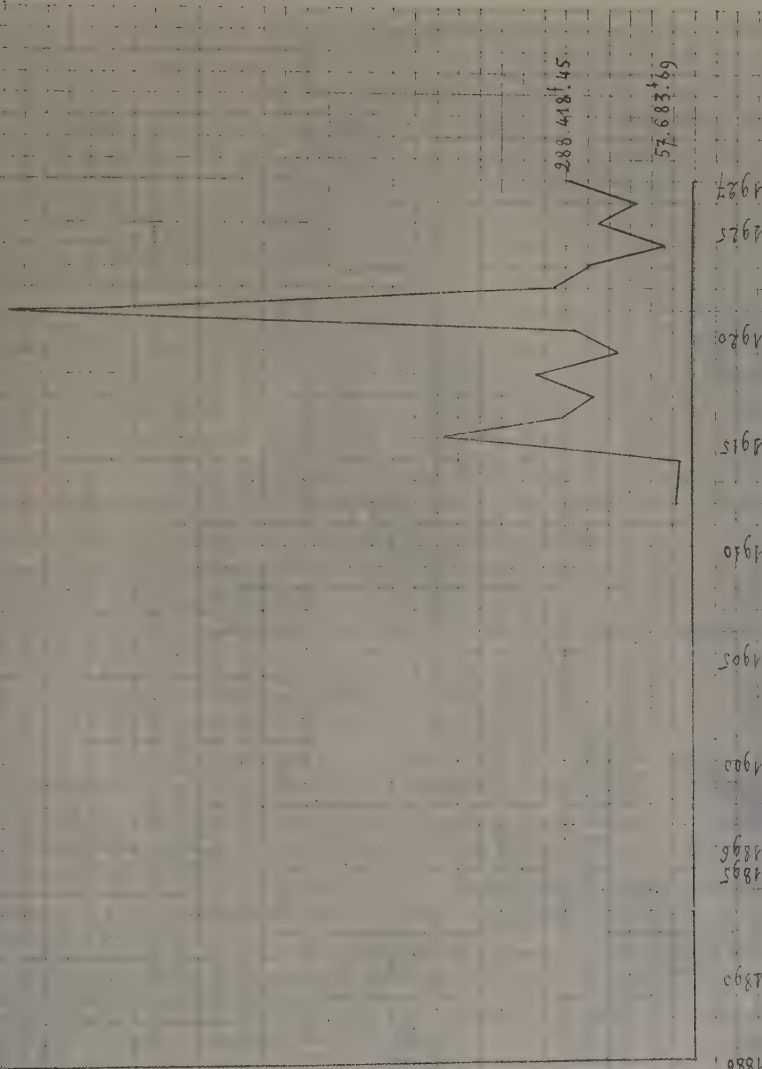


SECONDS

1.600 00000

600.00000
500.00000
400.00000
300.00000
200.00000
100.00000
0

ANALYSIS



RESTES A RECOURVER

43 MILLIONS

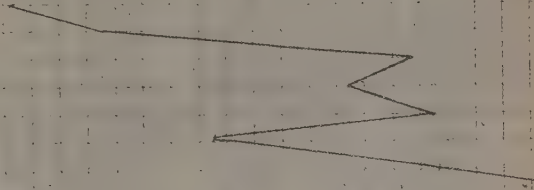
40 MILLIONS

35 MILLIONS

30 MILLIONS

25 MILLIONS

42.792.157.69



20 MILLIONS

15 MILLIONS

10 MILLIONS

5 MILLIONS

8,558,431.53

ANNES
1986

1890

1895

1899

1905

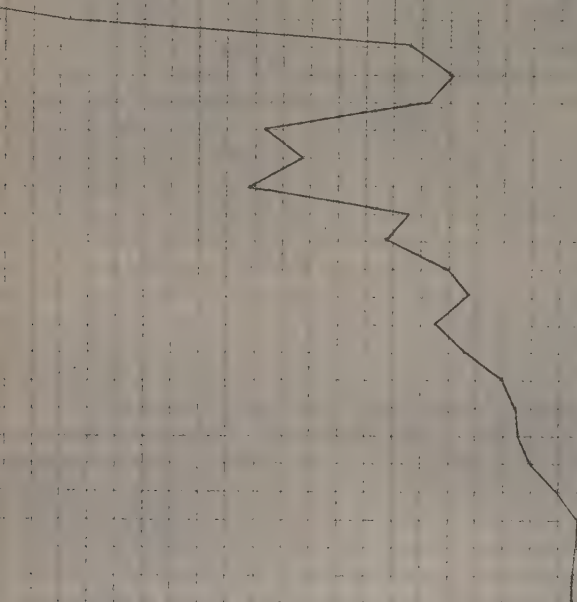
1910

1915

1920

1925

1927



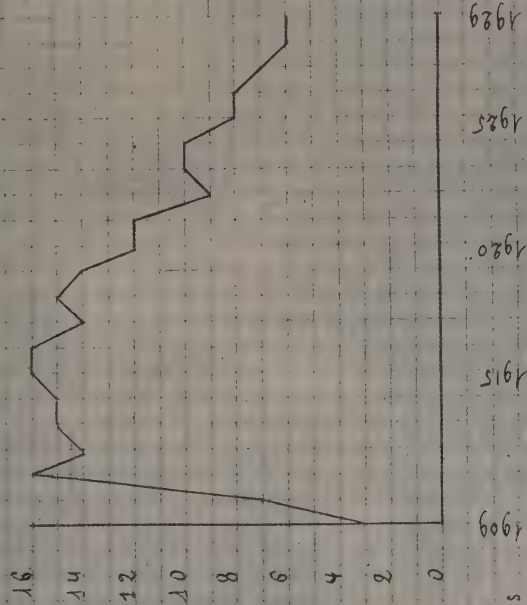
ASSURANCES

Renseignements Statistiques fournis par la Caisse Centrale
d'Assurances Agricoles Mutuelles

NOMBRE DE

SOCIÉTÉS

ASSURÉES.



CHAPITRE V

~~~~~

### REVUE SOMMAIRE DES INSTITUTIONS SIMILAIRES EN TUNISIE, AU MAROC ET EN AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

~~~~~

Après avoir constaté, dans sa réunion de 1900, les heureux résultats obtenus en Algérie par les Sociétés Indigènes de Prévoyance, le Congrès de Sociologie Coloniale a vivement recommandé aux Puissances Coloniales la création d'organismes similaires partout où les conditions locales s'y prêtaient (1).

Sans rechercher les efforts accomplis à l'Etranger dans cet ordre d'idées, il nous paraît utile de passer en revue les institutions créées par la France dans ses Colonies et Protectorats.

La Tunisie, le Maroc et l'Afrique Occidentale Française possèdent des Sociétés Indigènes de Prévoyance et de Crédit Agricole dont l'organisation a été empruntée à la Législation Algérienne. Mais le régime législatif, très souple de ces pays, leur a permis de réaliser rapidement une œuvre plus vaste et plus moderne.

Ni Madagascar, ni l'Indo-Chine ne sont encore entrés dans cette voie. Cependant, nous pouvons avancer qu'une étude sérieuse de la question a été entreprise dans ces deux Colonies et que, à bref délai, celles-ci seront dotées de Sociétés Indigènes de Prévoyance.

(1) Joseph Lecoq. Les Sociétés Indigènes de Prévoyance. Thèse, Paris, 1903, et Procès-Verbaux sommaires du Congrès International de Sociologie Coloniale. Imprimerie Nationale, Paris, 1900, page 36.

Notre exposé se bornera donc à ce qui a été fait en Tunisie, au Maroc et dans l'Afrique Occidentale Française.

~~~~~

## SECTION I. — TUNISIE (1)

~~~~~

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance, de prêts, de secours et de mutualité agricole ont été créées dans le Protectorat Tunisien par le Décret Beylical du 20 mai 1907.

Nous trouvons dans les motifs du Décret la justification de cette création. « Considérant que la Législation « Tunisienne sur le crédit agricole mutuel, bien que bénéficiant aux populations agricoles indigènes, ne leur « donne pas les moyens de se procurer les céréales nécessaires à leurs ensemencements ou d'assurer aux indigents les moyens de subsister pendant les périodes « critiques ; considérant qu'il convient d'édicter une législation appropriée à ces besoins et propre, en outre, « à développer chez nos sujets indigènes les idées d'association, de solidarité et de mutualité ; considérant « que l'Etat a pour devoir d'organiser, de surveiller et « d'aider dans la mesure du possible les associations spéciales constituées dans ce but.... »

Au Décret du 20 mai 1907 sont venus s'ajouter d'autres textes qui ont eu pour but d'améliorer le fonctionnement des Sociétés de Prévoyance. Ce sont les Décrets Beylicaux :

du 31 Décembre 1909, instituant à leur profit des centimes additionnels sur le principal des impôts ;

(1) Renseignements fournis par la Résidence Générale de la République Française à Tunis. « Journal Officiel » du Protectorat Tunisien. Comptes rendus annuels des opérations des Sociétés Indigènes de Prévoyance.

du 26 Janvier 1911, complétant l'organisation des Sociétés en vue de la lutte contre l'usure ;

du 17 Juin 1913, étendant leur action au développement des industries Tunisiennes et créant à cet effet un Laboratoire des arts et industries indigènes ;

du 17 Juin 1913, les autorisant à acquérir des immeubles et complétant la composition du Conseil de Contrôle ;

du 31 Mars 1919, créant un fonds spécial pour indemniser les victimes de la grêle ;

du 27 Mai 1924, faisant bénéficier les cultures sur pied incendiées par la foudre de l'assurance prévue par le Décret du 31 Mars 1919.

**

Chaque Caïdat possède obligatoirement une Société Indigène de Prévoyance, de prêts, de secours et de mutualité Agricole.

A la base de la Société se trouvent les Sections Locales comprenant chacune un ou plusieurs Cheikhats.

La Section est administrée par un comité composé de cheikhs de la région, membres de droit, et de deux des principaux agriculteurs de chaque Cheikhath, choisis pour trois ans par le Gouvernement sur la proposition du Caïd, du Cadi, du Naïb des Habous et du doyen des notaires de la Section, et sur l'avis du Contrôleur Civil. La présidence est attribuée à l'un des Cheikhs désigné par le comité de section à la majorité des voix. Un notaire de la région, choisi et agréé dans les mêmes conditions que les deux agriculteurs, remplit gratuitement les fonctions de secrétaire.

Le Comité de Section tient chaque année, du 1^{er} au 10 août, une session obligatoire dont la durée ne peut excéder 10 jours et au cours de laquelle sont examinées les demandes de prêts.

La Société, dont le siège est fixé au chef-lieu du Caïdat, est composée de plusieurs Sections locales; elle est administrée par un Conseil dont font partie le Caïd, président de droit, un délégué du Directeur des Finances et les présidents des comités de Sections locales; un des secrétaires du Caïd remplit les fonctions de secrétaire. Des arrêtés du Premier Ministre, insérés au *Journal Officiel du Protectorat*, publient les noms des membres du Conseil d'Administration.

Ce Conseil tient deux sessions obligatoires, la première du 10 au 15 avril, de deux jours au maximum, pour fixer le nombre de centimes additionnels qui doit être uniforme pour tous les Caïdats; la deuxième du 1^{er} au 15 septembre, dont la durée ne peut dépasser 10 jours, pour arrêter la liste des prêts à consentir.

En dehors des sessions ordinaires, les Comités de Section et le Conseil d'Administration peuvent se réunir en sessions extraordinaires sur l'autorisation du Premier Ministre.

Pour être valables, les réunions de ces assemblées doivent comprendre les trois quarts au moins des membres; les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

Le Contrôleur Civil peut assister ou se faire représenter aux délibérations du Conseil d'Administration ainsi d'ailleurs qu'à celles des Comités de Section.

Enfin, il a été institué, à Tunis, un Conseil de Contrôle et de Surveillance composé du Secrétaire Général du Gouvernement Tunisien pour l'Administration, du Directeur Général des Finances, du Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation; du Directeur Général de l'Enregistrement Public et du Chef des Services Economiques Indigènes. Ces divers fonctionnaires peuvent se faire remplacer par des délégués.

Ce Conseil est présidé par le Secrétaire Général du Gouvernement Tunisien, ou, s'il ne peut être présent à la séance, par un fonctionnaire désigné par le Résident Général. Un fonctionnaire de la Direction des Finances remplit les fonctions de secrétaire.

Le Conseil de Contrôle et de Surveillance approuve, annule ou modifie, en dernier ressort, les décisions des Conseils d'Administration.

**

Créées spécialement pour venir en aide aux populations agricoles, les Sociétés Indigènes de Prévoyance ont eu, dans les premières années de leur fonctionnement, des buts limités aux besoins des cultivateurs.

Elles avaient pour objet :

1° De permettre, par les prêts en nature ou en argent, de faire des ensemencements, de développer et d'améliorer les cultures et les troupeaux et de lutter contre l'usure;

2° De consentir des prêts à d'autres Sociétés de Prévoyance;

3° De venir en aide par des secours temporaires aux indigènes pauvres, cultivateurs ou ouvriers, gravement atteints par les maladies, les accidents, les calamités agricoles, épizooties, etc.;

4° De contracter des assurances collectives contre l'incendie, la grêle, etc...

En 1913, le Gouvernement pensa que le champ d'action des Sociétés de Prévoyance pourrait être élargi, grâce à l'importance de leurs capitaux et à la faveur dont elles jouissaient auprès des populations indigènes. Il décida, en conséquence, par Décret du 17 juin de la dite année, que les Sociétés Indigènes de Prévoyance seraient autorisées à créer des coopératives ayant pour

objet l'achat des matières premières et de l'outillage nécessaires à la rénovation et à l'amélioration des industries indigènes et à la vente des produits de consommation. Pour atteindre ces résultats il permit aux Sociétés d'instituer à Tunis un organisme central dit « Laboratoire d'Essais commerciaux et industriels » destiné à provoquer la création de coopératives industrielles et à faciliter leur fonctionnement et leur développement :

- a) en leur procurant ou en les aidant à se procurer les matières premières et l'outillage;
 - b) en donnant aux produits indigènes, dans des ateliers spéciaux de foulage, de teinture ou autres, la façon ou le complément de façon que ces produits ne peuvent pas recevoir ou ne peuvent recevoir que d'une manière imparfaite dans les ateliers privés;
 - c) en ouvrant l'accès de ces ateliers à toutes personnes (instituteurs, élèves maîtres, contremaîtres, ouvriers, etc...) susceptibles d'être intéressés à l'usage des procédés des métiers et des machines reconnus les meilleurs et les mieux adaptés aux besoins et aux usages des indigènes;
 - d) en instituant des ateliers de démonstrations propres à répandre l'enseignement donné au laboratoire et à en conserver la tradition parmi les artisans antérieurement formés;
 - e) en recherchant soit des débouchés, tant dans la Régence qu'au dehors, pour les produits de l'industrie indigène, soit les moyens d'assurer aux artisans indigènes un travail régulier en vue de la production pour le compte de l'industrie Française des produits demandés par cette dernière;
 - f) en prêtant, en un mot, son concours aux services de l'Etat pour l'œuvre de vulgarisation de l'instruction professionnelle, technique et commerciale des indigènes.
- Peuvent faire partie des Sociétés Indigènes de Pré-

voyance les Indigènes inscrits à l'un des rôles de medjba et de cotisation temporaire, d'achour, de canoun des oliviers et des dattiers, des mradjas, de l'impôt foncier spécial de Djerba et de la taxe sur le bétail.

Tout adhérent à la Société est maintenu comme sociétaire tant qu'il n'a pas notifié au Président du Conseil d'Administration son intention de se retirer. Sa déclaration ne produit effet que pour l'avenir et ne le libère pas des cotisations échues et non encore acquittées. Le sociétaire démissionnaire perd tout droit à l'actif social. Le bénéficiaire d'un prêt ne peut quitter la Société avant le remboursement du prêt.

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance ont la personnalité civile. Elles peuvent ester en justice, posséder des objets mobiliers et, depuis le Décret Beylical du 17 juin 1913, acquérir, avec l'autorisation du Conseil des Ministres et des chefs de services, des immeubles par voie de donation, d'achat ou de toute autre manière. Elles ne peuvent aliéner ces immeubles qu'avec la même autorisation.

Les ressources des Sociétés se composent :

1° Des cotisations annuelles qui consistent en centimes additionnels au principal des impôts et taxes précitées. L'adhérent doit les centimes additionnels sur tous ces impôts et ne peut limiter sa cotisation à l'un d'eux seulement ;

2° Du bénéfice réalisé par les Sociétés sur le supplément de 5 % par an qui est obligatoirement exigé, à titre de frais de gestion, en sus du montant en principal des prêts et avances ;

3° Des dons et legs autorisés par les arrêtés du Premier Ministre ;

4° Des avances sans intérêts consenties par l'Etat sur les fonds mis à sa disposition par la Banque de l'Algérie.

Sont seuls admis aux prêts les sociétaires à jour de leurs cotisations.

Les prêts de semences doivent être cautionnés par deux garants solvables. Leur importance est proportionnée à la solvabilité des emprunteurs et de leurs garants et aux besoins comparatifs et reconnus des cultivateurs de la Section. Les grains achetés et transportés par les soins de la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, sont livrés aux emprunteurs eux-mêmes par un bureau de distribution composé, sous la présidence du Président de la Société ou de son délégué, d'un représentant du Directeur des Finances, d'un agent du Contrôle Civil, si les exigences du service le permettent, et du notaire remplissant les fonctions de secrétaire du Conseil d'Administration de la Société. Les grains ainsi prêtés sont incessibles et insaisissables. Tout auteur, co-auteur ou complice de cession ou de saisie, ou de tentative de cession ou de saisie, est puni d'une amende de 50 à 500 francs et en cas de récidive de 3 à 30 jours de prison. Les prêts de semences sont remboursables en argent du 15 juillet au 15 septembre de l'année suivante. Le remboursement comprend le prix d'achat augmenté des frais de transport, de distribution et du supplément de 5 % par an pour frais de gestion.

Les prêts pour création ou amélioration d'olivettes ou de palmeraies sont à court ou à long terme, sans que leur durée puisse excéder 15 ans; ils sont garantis par deux cautions ou par une hypothèque ou un nantissement de la propriété. La préférence est donnée aux emprunteurs se proposant d'améliorer une plantation déjà existante.

Les sociétaires peuvent également obtenir des prêts dans les mêmes conditions, soit pour éteindre des dettes antérieures, soit pour se procurer les ressources néces-

saires à l'acquisition ou à l'amélioration de l'outillage agricole ou du bétail.

Les divers prêts sont proposés par le Conseil d'Administration de la Société et ils ne sont réalisés qu'après autorisation du Conseil de Contrôle et de Surveillance de Tunis dans les limites et sous les réserves qu'il juge nécessaires.

Les actes de prêts sont établis dans la forme prescrite par le Directeur des Finances. Ils sont signés par les emprunteurs et les garants s'ils savent écrire ou, s'ils sont illettrés, par le notaire remplissant les fonctions de secrétaire du Conseil d'Administration.

Les secours ne sont attribués qu'en cas de disette. Ils sont prélevés sur un fonds spécial alimenté par le boni réalisé sur les frais de gestion et par le produit des dons et legs. Ils sont accordés aux Khammès, métayers, ouvriers agricoles. La liste de ces secourus est arrêtée par le Conseil de Contrôle et de Surveillance.

Au cas de calamités exceptionnelles, le Gouvernement peut, sur la proposition des Conseils de Sociétés et sur l'avis du Conseil de Contrôle, autoriser, par Décret, la remise au profit des emprunteurs dénués de toutes ressources, soit seulement des frais de gestion, soit, en outre, d'une partie et même, s'il est nécessaire, de la totalité du capital prêté.

Le Décret Beylical du 31 mars 1919 a créé un compartiment spécial, alimenté par huit centimes additionnels à l'achour, destiné à indemniser les victimes de la grêle. N'ont aucun droit à indemnité les cultivateurs qui sont indemnisés, pour la culture sinistrée, par une compagnie d'assurances.

Les cotisations, sous forme de centimes additionnels, sont recouvrées sur rôles spéciaux préparés par la Direction des Finances en vertu de quittances de la même couleur que celles du principal de l'impôt. Il en est de même pour les remboursements des prêts. Les règles

concernant le recouvrement, les poursuites et la prescription du principal et des accessoires des impôts sont applicables à leurs centimes additionnels ainsi qu'aux prêts. La créance du Trésor est préférée à celle de la Société.

Les recouvrements ont lieu sans frais, aux requêtes, poursuites et diligences du Directeur Général des Finances, par les divers comptables et collecteurs sous ses ordres et sont centralisés à la Recette Générale des Finances. Il est ouvert ensuite, à chaque Société, un compte crédité des sommes qui lui reviennent.

Un compte rendu annuel des opérations est présenté par le Directeur Général des Finances.

**

Créées en 1907, les Sociétés Indigènes de Prévoyance Tunisiennes sont, d'après les dernières statistiques publiées, au nombre de 36 et possèdent un actif de 16.310.376 francs 37.

Elles ont rendu des services énormes à leurs adhérents en leur permettant de traverser, sans trop de difficultés, les périodes les plus critiques. C'est ainsi que, pendant la grande guerre, elles ont assuré, avec le Service du Ravitaillement, la subsistance de la population et contribué largement à maintenir par de nombreux prêts de semences, la vie économique du pays.

Elles ont engagé, avec leur crédit à long terme, une lutte efficace contre l'usure. Elles ont favorisé le développement des olivettes et des palmeraies et organisé un service d'assurances contre la grêle dans les conditions les plus avantageuses puisque, pendant ces dernières années, les sinistrés ont pu toucher des indemnités égales à l'importance des dommages.

Mais l'initiative la plus heureuse a été incontestablement celle qu'a prise le Gouvernement Tunisien en étendant l'action des Sociétés à la rénovation et à l'amélio-

ration des arts et industries indigènes; les résultats obtenus dans cette entreprise ont dépassé toutes les espérances. Les coopératives créées par les Sociétés à l'aide de leurs avances, sont au nombre de vingt, jouissant presque toutes d'une excellente situation financière et morale (1).

Ces résultats remarquables sont dus, non seulement à une sage administration, mais encore et surtout à la souplesse du régime législatif Tunisien, qui a permis au Gouvernement de faire évoluer rapidement l'organisation des Sociétés Indigènes de Prévoyance, de façon à l'adapter à tous les besoins nouveaux, au fur et à mesure qu'ils se révélaient.

SECTION II. — MAROC (2).

C'est en 1912, dans le Maroc Oriental, aux Cercles d'Oudjda et des Béni-Snassen, que les premières Socié-

(1) Association Coopérative des Pêcheurs d'Éponges de Zarzis ; Syndicat des Propriétaires de l'Oasis de Gabès ; Association Coopérative des Tisserands de l'Île Djerba ; Association Coopérative des Potiers de Guellala ; Association des Bateliers et Pêcheurs d'El-Kantara ; Association de Crédit Mutuel Agricole de Djemmal ; Planteurs de tabacs du Cap Bon ; Association Coopérative des Potiers de Nabeul ; Association Coopérative des Jardiniers de Saliman ; Association Coopérative des Tisseurs de soie de Tunis ; Association Coopérative « La Lainière » de Tunis ; Planteurs de Tabacs de Djebel-Abiod ; Planteurs de tabacs des Mogods ; Planteurs de tabacs de Tabarka ; Association Coopérative des Tisserands des Fraichiches ; Association Coopérative des Tapis de Kairouan ; Association Coopérative des Tisserands de Djerid ; Laboratoire d'Essais Industriels et Commerciaux Indigènes de Tunis ; Coopérative Tunisienne de Crédit.

(2) Renseignements fournis par la Résidence Générale de la République Française au Maroc. — Voir aussi René Rosier. Les Sociétés Indigènes de Prévoyance au Maroc. Thèse, Paris, 1925. Bulletin Officiel du Protectorat Marocain et Comptes rendus annuels.

tés Indigènes de Prévoyance furent instituées sur le modèle de celles d'Algérie.

Plus tard, en 1915, une nouvelle Société fut créée, celle de Sidi Ali, sur l'initiative du Commandant du Cercle des Doukkala, et, comme cet exemple paraissait devoir être suivi dans d'autres régions, le Gouvernement jugea utile de régler la question pour tout le Maroc. C'est ce qu'il fit par Dahir du 26 mai 1917, en s'inspirant de l'organisation des Sociétés Algériennes similaires.

La nouvelle institution ne tarda pas à prendre un développement considérable, puisque, cinq mois après, il existait 13 Sociétés groupant 130.000 cultivateurs.

Les Dahirs des 8 août 1918, 19 juillet 1919, 12 avril 1920 et 18 novembre 1921 modifièrent successivement, dans certains détails, celui du 26 mai 1917. Mais à la date du 28 janvier 1922 les sociétés furent réorganisées sur de nouvelles bases; c'est ainsi que des buts plus vastes leur furent assignés.

Enfin cette réglementation a été elle-même remplacée par les textes suivants qui constituent la législation actuellement applicable :

— 1° Dahir du 15 juin 1927, portant institution d'une Caisse Centrale;

— 2° Dahir du 1^{er} février 1928 sur l'organisation et le fonctionnement des Sociétés;

— 3° Arrêté Viziriel du 1^{er} février 1928 déterminant les conditions d'application du précédent Dahir.

*
**

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance ont pour objet :

— 1° De permettre aux cultivateurs indigènes, par des prêts en argent ou en nature, de maintenir et de

développer leurs cultures et leurs plantations, d'améliorer et d'accroître le rendement de leurs troupeaux ;

— 2° De venir en aide, par des prêts ou des secours temporaires, aux cultivateurs pauvres, victimes de maladies ou d'accidents, ou ayant subi des dommages du fait des épizooties, invasions de sauterelles ou criquets, ou autres sinistres agricoles ;

— 3° De soustraire les cultivateurs indigènes aux méfaits de l'usure et de l'accaparement. Les Sociétés ont le droit de se substituer à eux, à cet effet, pour exercer, en leur lieu et place, toutes actions tendant à faire annuler ou réduire les engagements souscrits au profit de tiers ayant abusé de leurs besoins, de leur faiblesse d'esprit ou de leur inexpérience, ou à rejeter comme indues les sommes qu'ils auraient payées dans les mêmes conditions ;

— 4° De contracter des assurances collectives contre les sinistres agricoles tels que : incendie, grêle, mortalité des bestiaux, et les accidents du travail ;

— 5° De créer des coopératives d'achat et de vente, de conservation et de transformation des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés ;

— 6° D'acheter et d'entretenir des machines agricoles et des animaux ;

— 7° De vulgariser les meilleures méthodes d'agriculture et d'élevage, et généralement de procéder aux opérations agricoles se rapportant aux objets ci-dessus, ou pouvant en faciliter le développement (art. premier du Dahir du 1^{er} février 1928).

Les Sociétés sont créées et dissoutes par arrêté Viziriel. Font obligatoirement partie de la Société tous les agriculteurs indigènes, non protégés étrangers, inscrits au rôle du tertib.

L'arrêté viziriel de création fixe la circonscription territoriale, le siège social, le nombre et l'étendue des Sections locales.

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance jouissent de la personnalité civile et sont autorisées à ester en justice. Elles peuvent acquérir, à titre gratuit, entre vifs et par testament, et à titre onéreux tous deniers, valeurs, objets mobiliers ou immeubles. L'acceptation de dons et legs est subordonnée à une décision du Conseil de Contrôle et de Surveillance. Les Sociétés peuvent également garantir les emprunts contractés par la Caisse Centrale.

A la tête de la Société se trouve un Conseil d'Administration composé du ou des Caïds, du ou des Cadis, d'un notable sociétaire par Conseil de Section choisi parmi les membres de ce Conseil, d'un délégué de l'autorité du Contrôle, d'un délégué du Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et, à titre de conseiller technique, d'un représentant du service de l'Elevage. Le trésorier assiste ou se fait représenter aux séances du Conseil.

La présidence, lorsque plusieurs Caïds en font partie, est exercée par le Caïd désigné par le chef de la circonscription.

Le Conseil de Section local, qui a pour attribution essentielle d'instruire les demandes de prêts, est composé de membres de la Djemaâ de tribu appartenant aux fractions formant la section et présidé par un Caïd ou un Cheikh désigné par le chef de la circonscription.

Toutes ces fonctions sont gratuites. Le secrétaire est un fquih agréé par l'autorité locale du Contrôle et nommé par le Président du Conseil d'Administration.

Dans les Sociétés de Prévoyance est appliqué le grand principe du Protectorat, qui consiste à laisser à l'autorité indigène la première place dans toute organisation administrative.

Le Caïd, président du Conseil d'Administration, est assisté du Contrôleur Civil; ce fonctionnaire, qui est le véritable animateur de la Société, fournit au Président les indications nécessaires pour la direction des débats et éclaire le Conseil sur toutes les questions qui lui sont soumises. Il contre-signé tous les actes du Président; il peut même recevoir une délégation permanente pour tous les actes d'administration faits en dehors des séances du Conseil.

Le Secrétaire du Conseil d'Administration est un commis du Contrôle désigné par le Président du dit Conseil.

Les fonctions de trésorier sont exercées par le percepteur des contributions diverses de la circonscription à laquelle appartient la Société ou, dans les localités situées en dehors de la circonscription, par un régisseur comptable nommé par l'autorité locale du Contrôle.

Les Conseils d'Administration et de Section ont trois sessions obligatoires, en février, juillet et décembre.

Au sommet de l'organisation se trouvent :

- 1° Le Conseil de Contrôle et de Surveillance;
- 2° La Caisse Centrale.

Le Conseil de Contrôle et de Surveillance est composé comme suit :

Le Grand Vizir, Président ;

Le Conseiller du Gouvernement Chérifien, vice-président ;

Le Directeur Général des Finances ;

Le Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation ;

Le Directeur Général des Affaires Indigènes ;

L'Inspecteur Général des Affaires Indigènes ;

Le Directeur du Service des Impôts et Contributions;

Le Chef du Service des Contrôles Civils ;

Deux Membres du Makhzen désignés par arrêté Viziriel.

Le Chef du Service de l'Elevage peut être appelé à siéger à titre consultatif.

Le Conseil se réunit à Rabat sur convocation du Président.

Il approuve, annule ou modifie les décisions des Conseils d'Administration et surveille le fonctionnement des Sociétés.

La Caisse Centrale, jouissant de la personnalité civile et de l'autonomie financière, a pour objet :

1° de faciliter les opérations de prêts ou de Secours effectuées par les Sociétés Indigènes Agricoles de Prévoyance et de Secours Mutuels ;

2° de recevoir de l'Etat des avances remboursables, d'en consentir à ces Sociétés et de leur attribuer des subventions ;

3° De gérer le fonds de secours général et les fonds de réserve des Sociétés, ainsi que les dépôts de fonds reçus pour son compte par les Sociétés ;

4° de contracter des emprunts sous sa seule responsabilité avec, s'il y a lieu, la garantie solidaire d'une ou plusieurs sociétés.

Elle est administrée par un Comité de Direction présidé par le Directeur Général des Affaires Indigènes et composé :

du Directeur Général des Finances ;

du Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation ;

de l'Inspecteur Général des Affaires Indigènes ;

du Directeur des Douanes et Régies ;

du Chef du Service des Contrôles Civils ;

le chef du Contrôle du Crédit est chargé des fonctions de Secrétaire du Comité de Direction dont il exécute les ordres.



Les ressources de la Caisse se composent :

1° des revenus et intérêts des biens, fonds et valeurs de la Caisse Centrale ou déposés à la Caisse;

2° des fonds de secours de toute origine, dons et legs et de toutes ressources ayant un caractère annuel et permanent;

3° des avances de l'Etat et de toutes ressources ayant une affectation spéciale.

L'actif des Sociétés comprend :

1° les cotisations annuelles, qui consistent en centimes additionnels au principal du tertib ; le nombre des centimes additionnels est fixé, chaque année, par le Conseil de Contrôle et de Surveillance sur la proposition du Conseil d'Administration ;

2° le bénéfice réalisé sur un supplément de 3 % par an obligatoirement exigible à titre de frais de gestion en sus du montant en principal de tous les prêts et avances consentis, à quelque titre que ce soit ;

3° les dons et legs ;

4° les grains emmagasinés dans les silos ou magasins de réserve pour les Sociétés ;

5° les biens, meubles et immeubles nécessaires à la gestion de leurs intérêts, ainsi que les revenus de ces biens.

Les Sociétés peuvent recevoir des avances remboursables ou des subventions attribuées par la Caisse Centrale.

Elles doivent obligatoirement placer leurs fonds disponibles en compte courant au Trésor et reçoivent un intérêt fixé par décision du Directeur Général des Finances.

Les fonds disponibles peuvent être employés à la constitution d'un fonds de secours général pour permettre l'attribution d'avances aux Sociétés dont les ressources

ne sont pas suffisantes. Les avances sont remboursables obligatoirement à l'expiration de l'exercice financier.

Il est également constitué un fonds de réserve, alimenté par le prélèvement annuel d'un dixième des cotisations. A titre de première mise, il a été décidé que chaque société verserait, à la clôture de l'exercice 1926-1927, une somme égale au vingtième de son actif global. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, le fonds de secours général, le fonds de réserve et les intérêts des fonds placés au Trésor en compte courant sont gérés par la Caisse Centrale.

L'exercice financier commence le 1^{er} Octobre et finit le 30 Septembre de l'année suivante avec une période complémentaire d'un mois pour la liquidation et l'ordonancement des dépenses et de deux mois pour compléter les opérations relatives au recouvrement des produits sur les redevables.

Les prêts sont consentis en nature ou en argent à court terme et en argent seulement à long terme.

Seuls sont admis aux prêts les sociétaires libérés de tout emprunt antérieur et qui ont acquitté leurs impôts échus.

Les prêts à long terme sont destinés à des améliorations agricoles ou à l'extinction des créances onéreuses. Ils ne peuvent être consentis qu'à des sociétaires justifiant de leur droit de propriété conformément aux règles du Chraâ, de la coutume ou du régime foncier de l'immatriculation. Les délais de remboursement, ainsi que le montant des annuités, sont fixés par le Conseil de Contrôle et de Surveillance sur proposition du Conseil d'Administration.

Toute demande de prêt est soumise au Conseil de Section qui s'assure des besoins du demandeur, de sa situation, de sa solvabilité et le cas échéant, de sa légitimité de ses droits de propriétaire. Le dossier est transmis avec avis au Conseil d'Administration, qui statue pour

les prêts en nature ou en argent d'une valeur maximum de 2.000 francs. Les demandes de prêts d'une valeur supérieure à ce chiffre sont obligatoirement soumises pour décision au Conseil de Contrôle et de Surveillance.

Dans les cas urgent, et à titre exceptionnel, le Président du Conseil d'Administration peut, sur simple décision, consentir des prêts d'une valeur maximum de 1.000 francs et les mandater, à charge par lui de faire régulariser sa décision lors de la plus proche réunion du Conseil d'Administration.

*
**

Les Sociétés ont pu rembourser à l'Etat en 1922 l'avance de 600.000 francs, consentie en 1917 pour leur permettre de fonctionner normalement dès leur création. Depuis cette époque leur activité n'a cessé de se manifester, féconde en résultats matériels et moraux de toutes sortes.

D'après les dernières statistiques mises à notre disposition, elles sont au nombre de 54 groupant 620.000 cultivateurs et possèdent un actif de 37 millions de francs.

Elles ont accordé, non seulement des secours dans les moments difficiles, mais encore et surtout des prêts, très nombreux, qui ont valu aux populations un relèvement économique presque inespéré. Signalons à ce sujet qu'elles ont pu mettre à la disposition des victimes de l'agression Riffaine les sommes qui leur étaient nécessaires pour reconstruire leurs habitations et reconstituer leurs vergers et leurs troupeaux.

Elles ont engagé contre l'usure une lutte des plus soutenues, qui a déjà donné des résultats très appréciables.

D'autre part, se conformant avec empressement aux directives de la Commission de Contrôle, elles ont fait les efforts les plus louables pour amener les Indigènes à améliorer leurs méthodes d'élevage et de culture.

ELEVAGE. — Elles ont consacré des sommes très importantes à l'achat de géniteurs (baudets étalons, béliers, croisés zébus, etc...), qu'elles mettent à la disposition des sociétaires.

Elles ont créé de nombreuses stations de monte ou d'élevage, placées sous la surveillance directe des vétérinaires du service de l'élevage et dans lesquelles les animaux trouvent les meilleures conditions d'abri, d'alimentation et d'hygiène.

Elles se sont attachées surtout à améliorer les races locales par la sélection ou le croisement.

CULTURES. — Elles ont intensifié la production par l'amélioration des semences, c'est-à-dire par le triage et le traitement contre les maladies (sulfatage par poudrage.)

Elles ont acheté un important matériel de tracteurs, charrues, tarares, bascules, etc., et à leur exemple beaucoup d'agriculteurs aisés ont fait de nombreuses acquisitions de même nature pour l'exploitation de leurs fonds.

Elles ont poursuivi la vulgarisation de l'emploi des superphosphates, et, pour assurer un meilleur équilibre de la production agricole, elles ont donné tous leurs soins à l'extension de l'arboriculture. Elles ont été ainsi amenées à créer de nombreuses pépinières répondant aux besoins particuliers des Indigènes.

Les fonctionnaires de l'Agriculture et du Service de l'Elevage font, sous leur patronage de fréquentes conférences très appréciées dans les principaux marchés. Grâce à elles la Direction du Service de Santé a même pu instituer, dans les milieux Indigènes, des causeries, qui ont eu un grand succès, sur la puériculture et l'hygiène prophylactique.

Cette heureuse situation est due aux qualités de travail, de progrès et d'assimilation des agriculteurs maro-

cains, à la sage administration des Conseils Locaux, aux fortes directives de la Commission de Contrôle, à la puissante organisation résultant de la centralisation des opérations financières entre les mains des agents de la Caisse Centrale et à la collaboration très étroite de toutes les Directions intéressées au fonctionnement des Sociétés Indigènes de Prévoyance (Affaires Indigènes, Finances, Agriculture).

Mais il faut reconnaître aussi que, de même qu'en Tunisie, une législation souple, rapidement adaptée à tous les besoins au fur et à mesure qu'ils se manifestaient, toujours appropriée aux traditions et à la mentalité des populations, a fortement contribué à donner aux efforts de tous le maximum d'effet.

SECTION III. — AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE (1)

La création des Sociétés Indigènes de Prévoyance dans l'Afrique Occidentale Française a fait l'objet du Décret du 29 Juin 1910.

Un autre Décret, en date du 8 Janvier 1915, a introduit, dans le statut original, certaines modifications dont une expérience de plusieurs années avait démontré l'utilité.

Mais, à la suite d'une enquête approfondie faite par le Département des Colonies et par l'Administration locale, il a été jugé nécessaire de procéder à une révision totale du régime des Sociétés.

(1) Renseignements fournis par le Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française. Journal Officiel de la République Française et Comptes Rendus.

C'est le Décret du 4 Juillet 1919, modifié par celui du 5 Décembre 1923, qui régit aujourd'hui ces organismes. Les mesures d'exécution, prévues par ces textes, ont été réglées par les Arrêtés des 30 Juillet 1919 et 23 Janvier 1925 du Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française.

**

Pour la clarté de l'exposé qui va suivre, il convient de rappeler que l'Afrique Occidentale Française, dont Dakar est la capitale, comprend un groupe de Colonies autonomes : le Sénégal, la Mauritanie, le Soudan, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Haute-Volta, le Dahomey, le Niger.

A la tête du groupe est placé le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française et chaque Colonie est administrée par un lieutenant-Gouverneur qui a sous ses ordres des Administrateurs de Cercles.

**

Des renseignements qui nous ont été fournis, il résulte que l'institution des Sociétés Indigènes de Prévoyance n'a été réalisée qu'au Sénégal, en Mauritanie, au Soudan et à la Côte-d'Ivoire. Les Sociétés du Soudan et de la Côte-d'Ivoire sont de création récente et n'ont encore donné lieu, pour ce motif, à aucun compte rendu.

Toutes sont régies par les mêmes textes, quelle que soit la Colonie où elles fonctionnent.

Les Sociétés sont créées par des Arrêtés du Lieutenant-Gouverneur, pris en Conseil privé ou en Conseil d'Administration, et approuvés par le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française.

Les fondateurs d'une Société doivent adresser les projets de statuts au Lieutenant-Gouverneur de la Colonie.

L'approbation constate la conformité des statuts aux dispositions des Décrets des 4 Juillet 1919 et 5 Décembre 1923.

Les Sociétés ont pour but, d'après ces textes :

« 1° d'aider, dans l'intérêt commun, au développement
« des cultures, de l'élevage, de la récolte et de la prépa-
« ration des produits agricoles et de cueillette, ainsi
« qu'à l'amélioration des conditions dans lesquelles ils
« s'effectuent ;

« 2° de venir en aide, par des secours temporaires, à
« leurs adhérents pauvres, gravement atteints par les
« maladies, les accidents ou les fléaux naturels ;

« 3° de permettre à leurs sociétaires, par des prêts an-
« nuels ou à long terme, en nature ou en argent, de
« maintenir et de développer leurs cultures, d'améliorer
« ou d'augmenter leur outillage ou leurs troupeaux ;

« 4° de contracter des assurances contre les accidents
« ou les sinistres ;

« 5° de consentir des prêts à d'autres Sociétés Indigè-
« nes de Prévoyance. »

« Il leur est interdit de s'associer entre elles. »

Ces dispositions ont été complétées, comme suit, par les statuts-types dont l'adoption a été recommandée par le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française.

« La Société a pour objet, tant au moyen de ses appro-
« visionnements de toute nature que du capital social
« qu'elle constituera, de réaliser les buts suivants :

« 1° créer des réserves de graines et semences sélectionnées des meilleures espèces végétales, qu'elle mettra au moment des semailles à la disposition des sociétaires sous réserve de remboursement lors des récoltes ;

« 2° acquérir les denrées alimentaires en vue d'en faire la cession aux sociétaires dans les conditions déterminées par le Lieutenant-Gouverneur, lorsque l'in-

« suffisance des récoltes dans certaines régions fera
« craindre la disette pour la population indigène ;

« 3° venir en aide par des secours en nature ou en espèces aux sociétaires en cas de disette, d'épidémie, de sinistre ou de circonstances exceptionnelles ;

« 4° aider à l'amélioration des conditions culturales et de la qualité des produits agricoles de cueillette, ainsi qu'à la lutte contre la propagation des affections parasitaires sur les mêmes productions ; à introduire dans l'élevage tous procédés d'amélioration qui seront utiles ; créer des pépinières en vue de la diffusion des arbres fruitiers ou producteurs de matières destinées à l'industrie ou la création de peuplements fruitiers ;

« 5° contribuer à toute entreprise permettant d'augmenter la capacité de production ou la variété de production de l'agriculture ou de l'élevage dans les limites du territoire occupé par les sociétaires ; la nature ou l'importance de cette contribution sont soumises à l'approbation préalable du Lieutenant-Gouverneur ;

« 6° acheter du matériel et des machines agricoles ou de transformation immédiate des produits de l'agriculture et de l'élevage, des animaux de labour, des animaux reproducteurs en vue de l'amélioration des races locales, du matériel et des animaux pour le transport des produits des sociétaires, et les mettre à la disposition de ceux-ci dans les conditions déterminées par le Conseil d'Administration et soumises à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur ;

« 7° acheter des engrais en vue d'en faire la cession aux sociétaires dans les conditions déterminées par le Conseil d'Administration de la Société ;

« 8° Organiser la lutte méthodique contre les fléaux menaçants pour l'agriculture et les populations, notamment les ravages de sauterelles, les déprédations des animaux sauvages, etc... ;

« 9° organiser des prêts mutuels à court, moyen et long terme à un sociétaire ou à un groupe de sociétaires ;

« 10° contracter des assurances collectives contre la mortalité des bestiaux, les sinistres agricoles tels que l'incendie, les inondations, la sécheresse et autres intempéries et les accidents de travail ;

« 11° contracter, en cas de nécessité, des emprunts en nature ou en espèces, auprès des autres sociétés de Prévoyance de la Colonie ou leur consentir des prêts du même genre ;

« 12° Entreprendre des travaux d'intérêt collectif agricole, notamment le forage et l'aménagement de puits, la construction d'abreuvoirs, de barrages, l'établissement de canaux d'irrigation, etc... ;

« 13° construire ou acquérir dans chaque Section ou groupe de section les bâtiments nécessaires au fonctionnement de la Société, notamment les magasins destinés à assurer la conservation des stocks de réserve en grains et semences sélectionnées, des produits agricoles ou d'élevage, de transformation provenant exclusivement des exploitations des sociétaires, etc... ;

« 14° coopérer, dans les conditions déterminées par le Lieutenant-Gouverneur, à l'installation et au fonctionnement des écoles d'apprentissage agricole. »

Comme on peut s'en rendre compte, les statuts élaborés par les autorités locales, conformément aux instructions du Gouverneur Général, ont interprété très largement les dispositions des Décrets organiques.

Il ne peut être créé qu'une Société par cercle. Son siège social est au chef-lieu. Elle comprend des sections correspondant, soit à des divisions territoriales, soit à des groupements ethniques.

La Société est exclusivement composée des cultivateurs et éleveurs de statut indigène du cercle ; ils en font obligatoirement partie.

Sont seuls considérés comme cultivateurs et éleveurs les habitants de statut indigène qui sont aptes à tirer et qui tirent ordinairement leurs principaux moyens d'existence des ressources de l'agriculture ou de l'élevage ainsi que de l'exploitation des produits agricoles.

Dans les cercles où il existe une Société, l'Administration ne peut consentir d'avances aux indigènes que par l'intermédiaire de cette Société, qui devient responsable à l'égard du budget local du remboursement de l'avance.

La Société est représentée dans chaque section par une commission locale, dénommée « Commission de Section », de cinq membres au moins, élus par les sociétaires de la Section, conformément aux coutumes locales et sans limitation de la durée de leur mandat. La représentation des divers éléments de la population composant la Section doit y être assurée proportionnellement à leur importance.

Les membres ainsi désignés élisent leur Président ; celui-ci est assisté d'un secrétaire-comptable, choisi par lui en dehors de la Commission et rétribué sur les fonds de la Société dans la limite des crédits budgétaires mis à sa disposition pour cet objet par le Conseil d'Administration.

Les membres de la Commission de Section peuvent, sur la proposition du Conseil d'Administration, être révoqués par le Lieutenant-Gouverneur pour négligence ou faute grave.

En cas de révocation, il est immédiatement procédé à une élection complémentaire ; il en est de même en cas de décès ou de démission. Tout membre révoqué ne peut être réélu.

La Commission se réunit sur la convocation de son Président, toutes les fois qu'il est nécessaire.

Chaque Société est administrée par un Conseil formé de membres indigènes élus par les sociétaires des Sec-

tions, conformément aux coutumes locales et pour une durée de trois ans. Leur mandat est indéfiniment renouvelable. Ils ne peuvent être pris parmi les membres de la Commission de Section.

Chaque Section est représentée à ce Conseil par un délégué au moins.

Le nombre des membres ne peut être inférieur à six. Il est fixé par les statuts.

Les membres du Conseil d'Administration peuvent être révoqués par le Lieutenant-Gouverneur pour négligence ou faute grave, sur la proposition motivée du Commandant du Cercle.

Le membre révoqué ne peut être réélu ; il est immédiatement remplacé par un nouveau délégué ; il en est de même en cas de décès ou de démission.

Sous l'empire du Décret du 4 Juillet 1919, le Président était choisi par le Lieutenant-Gouverneur, après avis du Commandant du Cercle, sur une liste de trois membres présentés par le Conseil. Le Décret du 5 Décembre 1923 dispose que l'Administrateur, commandant du Cercle, occupera de droit la présidence et sera assisté d'un vice-président choisi par le Lieutenant-Gouverneur.

Un trésorier et un secrétaire sont adjoints au Conseil avec voix consultative. Les fonctions de trésorier sont remplies de droit par le préposé du Trésor, celles de secrétaire par un fonctionnaire ou un agent de l'Administration régulièrement nommé par le Commandant de Cercle.

Les deux fonctions de trésorier et de secrétaire ne peuvent être cumulées par un même agent, sauf en cas de nécessité absolue.

Des remises ou indemnités leur sont attribuées sur les fonds de la Société. Le maximum de ces remises ou indemnités est déterminé par arrêté du Lieutenant-Gou-

verneur sur la proposition du Conseil d'Administration et après avis du Commandant du Cercle.

L'agent du Service de l'Agriculture, le vétérinaire du Cercle et éventuellement les agents d'autres services techniques, peuvent assister aux séances du Conseil à titre consultatif et sur convocation du Président.

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'exigent les intérêts de la Société et au moins une fois par trimestre; il est convoqué par son Président.

L'arrêté du Gouverneur Général du 23 Janvier 1925 prévoit dans son article 9 une Assemblée Générale représentant l'assemblée des sociétaires. Elle se compose :

1° du Président du Conseil d'Administration assisté du secrétaire et du trésorier ;

2° du Vice-Président ;

3° des Délégués de Sections, membres du Conseil d'Administration dont le plus ancien constitue, avec le Président et le Vice-Président, le bureau de l'Assemblée;

4° de Délégués spéciaux désignés, à cet effet, par les Sections à raison d'un délégué par village ou par groupe de villages, sans que le nombre des dits délégués puisse être inférieur à deux par Section.

L'Assemblée Générale se réunit obligatoirement deux fois par an au siège social, sur la convocation du Président, pour prendre connaissance du compte rendu de la situation morale et financière de la Société pendant l'exercice écoulé et pour procéder à l'examen du projet de budget et du programme d'améliorations agricoles de l'exercice courant.

Elle peut, en outre, être convoquée par son Président quand les circonstances l'exigent.

Ses décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, celle du Président est prépondérante.

Les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale, de Président de la Com-

mission de Section, de membres de toutes les assemblées sont gratuites.

Lorsque l'ensemble des cultivateurs et éleveurs d'un Cercle ne paraît pas susceptible de former une Société, il peut être institué, à titre transitoire, par arrêté du Lieutenant-Gouverneur, une Section autonome correspondant à un groupe ethnique déterminé ou à une division territoriale du Cercle. Cette Section fonctionne comme une Société ordinaire et est soumise aux mêmes règles. Son Conseil d'Administration est présidé, à défaut de Commandant de Cercle, par un fonctionnaire spécialement désigné par celui-ci, ou par le chef de subdivision. Les membres du Conseil sont élus sans limitation de durée.

Si la création dans le cercle d'une ou de plusieurs autres sections vient à être décidée, la Section Autonome se transforme automatiquement en Section ordinaire de la Société de Cercle nouvellement créée.

Aucune modification statutaire ne peut être mise en pratique si elle n'est préalablement approuvée dans les mêmes formes que pour la création.

Les sociétés approuvées jouissent de la personnalité civile. Dans tous les cas, elles sont valablement représentées par leur Président.

Les litiges sont de la compétence des tribunaux de droit commun.

Le fonctionnement des Sociétés est contrôlé par l'Inspecteur des Affaires Administratives ou par des fonctionnaires spécialement désignés à cet effet par le Lieutenant-Gouverneur.

Une commission centrale de surveillance des Sociétés est instituée au chef-lieu de la Colonie.

Elle comprend :

Le Secrétaire Général de la Colonie, Président ;

L'Inspecteur des Affaires administratives ou, à son dé-

faut, un fonctionnaire désigné par le Lieutenant-Gouverneur ;

Le Chef du Service de l'Agriculture ;

Le Chef du Service Zootechnique ;

Trois notables indigènes désignés par le Lieutenant-Gouverneur.

Cette Commission assiste, à titre consultatif, le Lieutenant-Gouverneur. Elle se réunit toutes les fois qu'il est nécessaire, sur l'ordre du Lieutenant-Gouverneur, qui fixe l'ordre du jour de ses délibérations. Elle est obligatoirement consultée :

1° sur la création et la dissolution des Sociétés ;

2° sur l'approbation de leurs statuts et les modifications à y apporter ;

3° sur l'approbation à accorder au budget et au programme des améliorations et travaux agricoles, établis par chaque Société ;

4° sur le pourcentage du fonds total en espèces de chaque Société affecté au fonctionnement des prêts mutuels agricoles ;

5° sur la concession des prêts mutuels agricoles à long terme ;

6° Sur les assurances que les Sociétés se proposent de contracter ;

7° Sur les emprunts contractés ou consentis par les Sociétés ;

8° sur les dons et legs ;

9° sur l'établissement du rapport d'ensemble relatif au fonctionnement des Sociétés de la Colonie.

Elle peut, en outre, être consultée d'une manière générale sur tout ce qui concerne le contrôle et le fonctionnement des Sociétés.

Enfin, la dissolution d'une Société peut être décidée, sous réserve d'approbation par le Gouverneur Général, par arrêté du Lieutenant-Gouverneur en Conseil Privé

ou d'Administration, lorsque le chef de la Colonie est saisi par un vote de l'Assemblée Générale des Sociétaires.

La dissolution peut également être prononcée d'office par Arrêté du Lieutenant-Gouverneur en Conseil Privé ou d'Administration, sous réserve d'approbation par le Gouverneur Général, pour l'inexécution des prescriptions du Décret, de l'Arrêté gubernatorial, des statuts ou pour tout autre motif.

La liquidation est poursuivie par un délégué nommé par le lieutenant-Gouverneur.

Après règlement des engagements contractés, l'actif social doit servir, en premier lieu, à restituer aux sociétaires actuels, soit intégralement, soit au marc le franc, le montant de leurs versements respectifs calculés sans intérêts.

Le surplus, s'il en existe un, est affecté à l'exécution, sur le territoire de la Société, de travaux approuvés par le Lieutenant-Gouverneur et utiles à l'agriculture ou à l'élevage.

En cas de démembrement total ou partiel d'un Cercle les sociétaires des Sections intéressées font de plein droit partie de la Société de leur nouveau Cercle à laquelle ils apportent leur avoir et leurs dettes.

S'il n'existe pas de Société dans cette circonscription, et si, dans le délai de six mois, il n'en est pas créé une par les sociétaires, la liquidation devient obligatoire. Elle doit être opérée comme pour la dissolution.

Le fonds social est constitué au moyen :

- 1° des cotisations annuelles en espèces ;
- 2° des mêmes cotisations perçues en nature lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent ;
- 3° des biens immobiliers et mobiliers, du matériel, des animaux, des plants, du produit des cultures entreprises par la Société, et, d'une manière générale, des réserves

de toute nature possédées par la Société ou achetées par elle ;

4° des capitaux placés en compte courant et des intérêts échus de ces placements ;

5° des espèces en caisse et des valeurs à encaisser ;

6° des subventions accordées par la Colonie ;

7° du produit des dons et legs en argent ou en nature ;

8° des emprunts ;

9° des prêts en espèces ou en nature consentis par la Société, des intérêts des dits prêts ou du supplément prévu à titre de frais de gestion pour les prêts consentis aux sociétaires islamisés ;

10° des dépôts de fonds en compte courant effectués par les sociétaires ;

11° de la location ou de la cession aux sociétaires, aux conditions prévues par les statuts, du matériel et des machines agricoles, des animaux de labour, du matériel et des animaux de transport, des animaux reproducteurs appartenant à la Société ;

12° de la vente des produits et matières appartenant à la Société.

Les ressources financières de la Société doivent être exclusivement consacrées à des opérations dont l'objet répond à l'un des buts de la Société.

Le taux des cotisations est fixé chaque année par arrêté du Lieutenant-Gouverneur sur la proposition du Conseil d'Administration. Leur recouvrement s'effectue comme s'il s'agissait de centimes additionnels à l'impôt et la perception en est constatée par le trésorier au rôle de la contribution personnelle indigène dans une colonne réservée à cet effet.

Le montant des sommes perçues à ce titre est versé par le chef du village dans la Caisse du trésorier qui, sur le vu de l'ordre de recette correspondant, préalablement établi par le secrétaire et signé du Président, délivre une quittance extraite d'un registre à souche.

Le versement des cotisations en nature est effectué dans les magasins de la Section aux conditions fixées par le Conseil d'Administration après approbation du Lieutenant-Gouverneur.

Le Conseil d'Administration a qualité pour exonérer du versement de leurs cotisations les sociétaires victimes d'un sinistre, d'une épidémie ou d'un fléau naturel. Les délibérations ne sont exécutoires qu'après l'approbation du Lieutenant-Gouverneur, lorsqu'il s'agit de dégrèvements supérieurs à cent francs pour le même village et pour un exercice.

**

Les prêts consentis sont de trois sortes :

- 1° les prêts annuels en nature ;
- 2° les prêts exceptionnels en espèces ;
- 3° les prêts mutuels agricoles à court, moyen et long terme.

Les prêts annuels en nature sont des prêts de semences obligatoirement remboursables à la récolte qui suit l'époque à laquelle ils ont été consentis. Le Conseil d'Administration fixe les quantités maxima de graines pouvant faire l'objet de ces prêts. Le remboursement a lieu en nature au magasin de Section. Le bénéficiaire du prêt doit rendre à la Société, en semences de premier choix, la quantité reçue par lui majorée d'une bonification ou d'un supplément ne pouvant excéder 20 p. 100. Les prêts en nature sont accordés par la Commission de Section sous réserve d'en rendre compte au Président du Conseil d'Administration.

Les prêts exceptionnels en espèces, d'une durée maximum d'un an, n sont consentis qu'en cas d'accident, de maladie ou de circonstances extraordinaires. Ils sont accordés par le Conseil d'Administration et ne peuvent dé-

passer cinquante francs ; ils sont productifs d'un intérêt ou d'un supplément de 5 p. 100. Si, par suite de force majeure, des bénéficiaires de prêts exceptionnels en espèces ne peuvent se libérer dans le délai prescrit, la remise partielle ou totale de la dette est proposée à l'Assemblée Générale qui statue.

Les prêts mutuels agricoles à court, moyen et long terme, sont consentis par le Conseil d'Administration à un sociétaire ou à un groupe de sociétaires quand le fonds social présente un disponible suffisant en espèces ou en titres négociables, déduction faite du montant des dettes exigibles. Un prélèvement sur le montant global du fonds social est effectué chaque année, à l'époque de l'inventaire, pour le fonctionnement de ces prêts ; il ne peut être supérieur à 10 p. 100 du montant du fonds disponible. Toutefois, le montant des legs, subventions ou emprunts, expressément affecté à des prêts agricoles, n'entre pas en ligne de compte dans l'évaluation du fonds social en vue du pourcentage sus-indiqué.

Les prêts mutuels agricoles à court terme sont consentis pour des dépenses courantes d'exploitation ; leur durée totale ne doit pas dépasser, dans la limite d'une année, celle de l'opération en vue de laquelle ils sont attribués.

Les prêts à moyen et à long terme sont accordés en vue de faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution d'exploitations agricoles, les premiers pour une période de deux ans au moins et de 5 ans au plus, les seconds pour 5 ans au moins et 10 ans au plus. Ils sont remboursables, les uns et les autres, par annuités dont le montant est fixé par le Conseil d'Administration.

Les prêts à long terme doivent être cautionnés par deux notables solvables, ou garantis par une hypothèque.

La décision du Conseil, consentant un prêt à long ter-

me supérieur à 5.000 francs, est soumise à l'approbation préalable du Lieutenant-Gouverneur, la Commission Centrale de Surveillance consultée.

L'intérêt des prêts est fixé aux taux maxima suivants :

5 p. 100 pour les prêts en espèces;

20 p. 100 pour les prêts en nature.

Les Indigènes islamisés sont tenus de verser, non un intérêt, mais un supplément, fixé aux mêmes taux, à titre de frais de gestion.

L'intérêt est calculé par mois entier, sans fraction de jour ; il est dû pour le mois entier pendant lequel l'emprunt a été effectué et quel que soit le jour ; il n'est pas dû pour le mois du remboursement. Il en est de même en ce qui concerne le décompte du supplément.

En cas de disette, d'épidémie, de sinistre ou de circonstances exceptionnelles, la Société peut consentir des secours en nature ou en espèces d'une valeur maximum de cinquante francs par sociétaire dans la même année. Les secours sont accordés par le Conseil d'Administration. Il en est spécialement rendu compte à l'Assemblée Générale lors de sa première réunion.

En outre, et dans les mêmes circonstances, la Société peut consentir à des sociétaires ou groupe de sociétaires, tant pour leur nourriture que pour celle de leurs animaux, des avances à titre remboursable de denrées alimentaires cédées au prix de revient, dans les conditions fixées par le Lieutenant-Gouverneur.

L'excédent des recettes sur les dépenses, résultant du règlement annuel de l'exercice et compte tenu des prélèvements obligatoirement effectués pour le fonctionnement des prêts mutuels agricoles, reçoit l'emploi suivant :

Un dixième est obligatoirement affecté à l'achat de titres de rentes de l'Etat, de bons du Trésor ou de titres

d'emprunts de la Colonie garantis par l'Etat, pour constituer le fonds de réserve de la Société, destiné à faire face aux dépenses extraordinaires que les événements imprévus pourront nécessiter;

Le reliquat est placé en compte courant disponible pour subvenir aux besoins courants et parer, le cas échéant, à l'insuffisance des recettes annuelles.

L'exercice financier est de douze mois, du 1^{er} Janvier au 31 Décembre.

Il est établi pour chaque exercice un budget auquel peut être annexé un programme d'améliorations agricoles ou de travaux d'intérêt collectif agricole. Le budget et le programme sont arrêtés par l'Assemblée Générale. et rendus exécutoires par le Lieutenant-Gouverneur.

Dans les deux mois qui suivent la clôture de l'exercice, le Président transmet au Lieutenant-Gouverneur le rapport de gestion, l'inventaire et le bilan de la Société. Un compte rendu moral et financier est également adressé à ce fonctionnaire qui fait parvenir, de son côté, un rapport général d'ensemble au Gouverneur général.

Le fonctionnement des Sociétés, créées récemment au Soudan et en Côte-d'Ivoire, n'a donné lieu encore à aucun compte rendu officiel. Nous nous bornerons, dans ces conditions, à exposer la situation des Sociétés du Sénégal et de la Mauritanie.

SÉNÉGAL. — Cette Colonie possède 15 Sociétés. Le programme de 1925, basé sur l'expérience du passé, a écarté toute tentative d'exploitation industrielle. Il a retenu, par contre, quelques objectifs précis d'un intérêt immédiat : stockage de semences sélectionnées, construction de magasins, forage de puits, intensification de la production des denrées vivrières, extension de la culture du coton.

Beaucoup de travaux prévus ont dû être différés, faute de matériaux ou de main-d'œuvre spécialisée.

Les opérations principales réalisées ont consisté dans le stockage de graines sélectionnées et leur distribution aux sociétaires à titre de prêts, au moment des semailles.

Néanmoins, un effort appréciable a été effectué pour le développement des cultures vivrières, en particulier, celle du manioc, ainsi que pour la création ou l'extension de certaines cultures industrielles.

La situation financière s'est très sensiblement améliorée. Toutes les Sociétés sont désormais solidement établies et en état de faire œuvre utile.

Le bilan ci-après, se rapportant aux opérations de 1925, fait ressortir l'avoir total de ces groupements à plus de dix millions.

Caisse	1.989.293 fr. 93
Portefeuille	1.088.399 fr. 79
Débiteurs	6.170.496 fr. 28
Matériel	461.806 fr. 11
Immeubles	475.499 fr. 90

10.185.496 fr. 01

Créances	128.687 fr. 57
Capital	9.176.718 fr. 13
Accroissement	880.090 fr. 31

10.185.496 fr. 01

On remarquera que le plus fort élément de l'actif est le compte « Débiteurs » constitué presque entièrement par la valeur des semences prêtées aux cultivateurs.

En portant les renseignements qui précèdent à la connaissance de l'Autorité Supérieure, le Lieutenant-Gouverneur du Sénégal a conclu ainsi dans son rapport :

« Pendant plusieurs années encore, les Sociétés Ja
« Prévoyance devront limiter leur effort principalement
« à construire, dans toutes les sections, des magasins, à
« multiplier les puits et à stocker des graines sélection-
« nées, à la fois pour parer à l'imprévoyance de leurs
« membres et aider à l'amélioration des espèces.

« Si, à côté de cet objectif principal, elles trouvent
« dans l'exploitation de champs d'essai le moyen d'obte-
« nir des façons culturales perfectionnées, et de répan-
« dre des cultures vivrières nouvelles, elles auront obte-
« nu des résultats hautement appréciables et fait tout ce
« qu'il est raisonnablement permis de leur demander
« dans le stade présent de leur évolution. Ce sont là les
« buts immédiats signalés à leur activité et qu'elles
« poursuivent toutes maintenant avec plus ou moins de
« bonheur. »

Le rapport sur les opérations de 1926 constate que le programme qui vient d'être tracé a été suivi par toutes les Sociétés. « Leurs efforts se sont portés, en outre, sur
« l'extension des cultures vivrières, notamment celle du
« manioc et des essais de cultures industrielles comme
« le coton et le sésame, et les résultats obtenus ont été
« appréciables. » (Rapport du Lieutenant-Gouverneur du Sénégal.)

L'actif s'est élevé à 11.129 fr. 95, s'accroissant de près d'un million de francs.

Après avoir préconisé la constitution de stocks de semences, le rapporteur termine ainsi son exposé : « Les
« disettes sporadiques qui se produisent encore çà et
« là entre deux récoltes soulignent l'importance à don-
« ner à l'intensification des cultures vivrières et plus
« particulièrement au développement des cultures de
« remplacement comme le manioc et l'igname, qui cons-
« tituent des aliments de premier ordre. Enfin, vien-
« nent les forages de puits qui, en fécondant le sol, dis-
« penseront le bien être aux populations. C'est sur ces

« trois buts capitaux que l'attention des Commandants
« de Cercle va être attirée. » (Même rapport.)

MAURITANIE. — Cette Colonie possède trois Sociétés, dont deux fonctionnent depuis 1927. Disposant de faibles ressources (70.000 francs environ), elles n'ont pu encore rendre de grands services. Le programme qui leur a été tracé, est identique à celui recommandé aux Sociétés du Sénégal.

Deuxième Partie

Critiques. -- Tentatives faites pour remédier par d'autres organisations à l'insuffisance de la loi du 14 Avril 1893

CHAPITRE PREMIER

CRITIQUES

Ainsi que nous l'avons déjà exposé, les Sociétés Indigènes de Prévoyance ont rendu d'importants services. Elles ont surtout constitué une sorte d'assurance contre la famine ; grâce aux ressources accumulées dans leurs caisses et aux possibilités d'approvisionnement qui en résultaient, elles ont pu parer aux besoins les plus pressants des périodes critiques.

Mais si l'on envisage les autres buts qui leur étaient assignés, plus particulièrement l'organisation d'un crédit destiné, selon le vœu de la loi, « à permettre, par
« des prêts annuels, aux indigènes fellahs ou khammès,
« de maintenir ou développer leurs cultures, d'améliorer ou d'augmenter leur outillage et leurs troupeaux », on doit reconnaître que, d'une façon générale, elles n'ont pas répondu aux espérances de leurs fondateurs.

Cet échec est dû, en partie, à des pratiques fâcheuses qui, sous prétexte de simplification, ont été parfois substituées aux prescriptions légales ou statutaires, notamment en matière de cotisations et de prêts, à l'insuffisance des ressources, à un formalisme financier dépourvu de toute souplesse et aussi peut-être à une tendance trop marquée de l'Administration à soumettre la gestion des Sociétés au régime des établissements publics alors qu'elles constituent des établissements privés.

D'autre part, de nombreuses dispositions de la loi du 14 avril 1893 étaient en opposition avec les méthodes reconnues par l'expérience comme étant seules susceptibles d'assurer aux Indigènes un crédit agricole efficace.



SECTION I. — FONCTIONNEMENT DES SOCIÉTÉS. — ERREURS D'APPLICATION DE LA LOI DU 14 AVRIL 1893.



I. — SOCIÉTAIRES ET COTISATIONS. — D'après les statuts, les sociétaires participants sont admis par le Conseil d'Administration sur la proposition du Conseil de Section. Les cotisations sont volontaires; elles sont déterminées, chaque année, suivant l'importance de la récolte, par le Conseil d'Administration.

Dans la pratique, les choses ne se passent pas ainsi. Malgré les observations de l'Inspection Générale des Finances et les instructions gubernatoriales rappelées par circulaire du 5 mai 1920 (1), beaucoup de Conseils d'Administration ont établi une correspondance très étroite

(1) Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, 1920, p. 531.

entre la liste des sociétaires et les rôles d'impôts (cédule des bénéfices de l'exploitation agricole pour l'Algérie du Nord et impôts arabes pour les Territoires du Sud). Sans avis préalable du Conseil de Section, les contribuables, sauf de rares exceptions, portés sur les rôles, sont inscrits d'office comme sociétaires par le Conseil d'Administration.

Cette façon de procéder, employée pour l'inscription des sociétaires, a pour conséquence d'écarter de la Société, parce qu'ils ne figurent pas sur les rôles, la plupart des ouvriers agricoles, alors que les Sociétés ont été créées à leur intention, et d'y inscrire, par contre, de nombreux cultivateurs aisés et mêmes riches, qui devraient, à raison de leur solvabilité, recourir, le cas échéant, à d'autres institutions de crédit.

D'autre part les cotisations constituent la principale ressource des Sociétés Indigènes de Prévoyance. Elles sont variables. Dans certaines Sociétés, elles sont représentées par un pourcentage sur l'impôt, dix pour cent généralement; dans d'autres, elles varient suivant un tarif progressif: par exemple, 3 francs de 10 à 20 francs d'impôts; 4 francs de 20 à 30 francs, etc...

Les statistiques démontrent qu'elles atteignent, en moyenne, par an, un chiffre manifestement insuffisant (7 francs 35 en 1927). De plus, si l'on considère qu'elles font l'objet de nombreuses réductions et remises gratuites, on est amené à constater que le bénéfice, déjà très restreint, qu'en retirent les Sociétés, est encore très sensiblement diminué.

Enfin, nous signalerons que le registre des sociétaires n'est pas régulièrement tenu par la plupart des Secrétaires. En cas de démembrement partiel ou de dissolution des Sociétés, il serait très difficile de fixer le montant des sommes dont il conviendrait de faire état pour chaque intéressé.

II. — PRÊTS ET INSUFFISANCE DES RESSOURCES. — M. Aynard, ancien Directeur du Cabinet de M. le Gouverneur Général Jonnart, signale, dans son étude relative à l'« Œuvre de la France en Algérie » (1), une autre pratique, non moins défectueuse.

« Par embarras de choisir entre les requêtes trop
« nombreuses des sociétaires, entre les nécessités trop
« réelles auxquelles ils doivent parer, par crainte aussi
« de favoriser les exactions des chefs de douar ou de
« fraction qui ne recommandent guère sans motif inté-
« ressé les demandes d'emprunt de leurs coreligionnai-
« res, beaucoup d'administrateurs en arrivent à répar-
« tir également, machinalement, chaque année, entre
« tous les adhérents de la société, riches ou pauvres,
« pressés ou non de besoins, le contenu presque entier
« de la caisse. De là beaucoup de menues prodigalités
« des indigènes qui ne sauraient en général résister au
« chatouillement de quelques douros impatientes de s'é-
« chapper de leurs doigts; de là aussi la tentation pour
« le pauvre diable de suivre l'usurier qui l'attend au
« sortir de la distribution, offrant de compléter la som-
« me que la société n'a pu lui avancer en totalité. Assu-
« rément, on peut admettre que tous les petits proprié-
« taires musulmans ont besoin de crédit ; trop de char-
« ges les empêchent d'épargner, même pour l'indispen-
« sable, pour semer et subsister jusqu'à la récolte nou-
« velle; mais comme il n'est pas possible de satisfaire à
« toutes les demandes, étant donnée l'insuffisance des
« ressources actuelles, qui ne dépassent guère une ving-
« taine de millions, soit quelques quarante francs par
« adhérent, il serait à souhaiter que les chefs des com-
« munes mixtes, présidents des Sociétés de Prévoyance,

(1) R. Aynard, L'Œuvre de la France en Algérie. Paris, 1913, page 300.

« fûssent toujours à même de discerner, parmi les candidats à l'emprunt, les gens les plus méritants et leur fissent la part aussi large que de raison. »

Les prêts continuent à être effectués d'une façon aussi regrettable dans certaines Sociétés. Voici d'ailleurs comment on procède trop souvent, lorsque la situation économique des Indigènes, gravement compromise par des récoltes déficitaires, amène les Sociétés à ouvrir largement leurs caisses.

Au mois d'octobre ou de novembre, c'est-à-dire au commencement de la campagne agricole, le Président demande aux Caïds la liste des emprunteurs. Ces agents établissent leurs propositions et y font figurer la plus grande partie de leurs administrés, pauvres ou aisés, sans se soucier de savoir s'ils sont ou non sociétaires; ils y comprennent parfois, de préférence et en première ligne, leurs parents et amis. Ces propositions sont ensuite présentées, non aux Conseils de Section, mais au Conseil d'Administration qui, après avoir constaté que le montant total des prêts n'est pas supérieur aux disponibilités, homologue la liste des emprunteurs. Enfin, le Président transmet celle-ci, pour exécution, au Trésorier ou aux agents chargés de la distribution des grains, suivant qu'il s'agit de prêts en argent ou en nature.

Les prêts, ainsi pratiqués, ne dépassent guère la somme de 300 francs, la même pour tous les emprunteurs.

Lorsque la clientèle à satisfaire n'est pas trop nombreuse, on arrive généralement à une somme de 500 francs. le maximum de 2.500 francs (1), prévu par les instructions gubernatoriales, a été rarement atteint. Est-ce donc avec des prêts semblables que les fellahs peuvent développer leurs cultures ou améliorer leur ou-

(1) Ce maximum est de 5.000 francs depuis Novembre 1929.

tillage, et acheter, par exemple, une charrue française, une paire de bœufs ou de mulets ?

Malheureusement, nous devons reconnaître que les ressources des Sociétés ne leur permettront pas, avant une très lointaine échéance, de réaliser, par leurs propres moyens, un crédit agricole indigène efficace.

Les seules recettes mises par la loi à la disposition des Sociétés, proviennent des cotisations, des intérêts des prêts, des intérêts des fonds libres, des dons, des subventions de la Colonie, des Départements, des Communes, des Sociétés de bienfaisance ou d'agriculture.

Nous avons vu que les cotisations n'ont pas constitué un appoint important. Quant aux intérêts des prêts ils couvrent à peine les frais généraux d'administration. Les intérêts des fonds libres sont nécessairement peu élevés puisqu'ils ne représentent que le un pour cent des dépôts effectués à la Caisse des Dépôts et Consignations. Enfin, les dons et les subventions n'ont donné lieu à aucune constatation.

Le Gouvernement Général a constamment refusé de subventionner les Sociétés. Dès 1898 (1) il fit connaître que ce « qui importait le plus, c'était de ne pas habituer « les agriculteurs indigènes à l'aumône des allocations « budgétaires ou autres » ; et en 1901 (2) il déclara qu'il ne disposait d'aucun crédit pour accorder des subventions. Le chef de la Colonie ajoutait : « Les Sociétés Indigènes de Prévoyance doivent avoir pour « objectif unique d'habituer les Indigènes à constituer, « peu à peu, une épargne qui les dispense de faire appel « aux libéralités de l'Etat, des Départements ou des « Communes. Il est donc contraire au principe même de « l'Institution de subordonner le fonctionnement d'une

(1) Circulaire du 24 mai 1898. — Estoublon et Lefébure, op. cit., 1898, page 66.

(2) Circulaire du 4 janvier 1901. — Estoublon et Lefébure, op. cit., 1901, page 6.

« de ces Sociétés à l'allocation d'un subside sur le budget de l'Etat. »

En résumé, les Sociétés ont encaissé, depuis 1910 (1), au titre des diverses recettes indiquées ci-dessus, les sommes suivantes :

Années	Cotisations	Intérêts des prêts	Intérêts des fonds libres	Totaux
1910	1.335.107 31	531.204 75	95.550 92	1.961.862 98
1915	1.350.307 49	688.200 28	101.362 92	2.139.870 69
1920	1.540.681 65	326.190 71	196.547 93	2.063.420 29
1925	2.473.604 95	1.263.906 26	223.625 84	2.961.137 05
1926	3.204.243 30	1.048.124 98	205.352 43	3.457.719 71
1927	4.276.703 95	1.246.930 07	252.922 56	5.776.566 58

C'est pour parer à l'insuffisance des ressources des Sociétés Indigènes de Prévoyance que le Gouverneur Général leur a accordé, depuis 1920, non pas des subventions, mais des avances remboursables qui se sont élevées, jusqu'au 31 décembre 1928, à 10.810.577 fr. 68, sur lesquels il restait à rembourser à la même date une somme de 9.147.640 fr. 26.

Soulignons enfin une irrégularité très grave, qui est de nature à nuire aux intérêts essentiels des Sociétés et à leur bon fonctionnement. Il arrive fréquemment que les Présidents négligent, malgré les prescriptions réglementaires et les instructions formelles du Gouvernement

(1) Nous n'avons pu nous procurer les statistiques antérieures.

Général, de consulter les Conseils de Section. En procédant de la sorte, ils méconnaissent les intentions du Législateur qui a voulu que l'activité des Sociétés Indigènes de Prévoyance se manifestât surtout dans le douar. Ce sont, en effet, les Conseils de Section qui ont la surveillance et la responsabilité des silos; ils doivent donner leur avis sur toutes les opérations et, d'après l'article 15 des statuts, ils sont appelés, en matière de prêts, « à s'assurer des besoins du demandeur, à fixer le montant des prêts en argent ou en nature et à transmettre ces renseignements au Conseil d'Administration ».

Contrairement aux instructions gubernatoriales du 10 janvier 1905 (1), la plupart des Conseils d'Administration ne se réunissent qu'une seule fois par an pour autoriser les prêts; si des besoins nouveaux se révèlent au cours de la campagne agricole, il n'y est satisfait que dans de très rares circonstances.

L'emploi des sommes prêtées n'est pas contrôlé; et, en raison de leur modicité, elles servent fréquemment à d'autres usages que la mise en valeur de la terre. Certains auteurs ont même prétendu que les emprunteurs ne recevaient pas l'intégralité de leurs prêts. La procédure spéciale à laquelle on a recours pour établir la liste des bénéficiaires « a le défaut », dit M. Van Vollenhoven (2) « de faire passer la demande par un trop grand nombre de burnous »; et M. Pouyanne (3) détaille, de la façon suivante, ce que doit déboursier un indigène désireux d'emprunter cent francs :

(1) Estoubion et Lefébure, op. cit., 1905, page 11.

(2) J. Van Vollenhoven. Essai sur le Fellah Algérien. Thèse, Paris, 1903, pages 282 à 301.

(3) Pouyanne. La Question Agraire en Algérie, 1901, page 653.

Versement au chef de fraction.....	2 francs
Versement au secrétaire du Caïd.....	2 francs
Versement au Caïd	5 francs
Versement au Conseil de Section.....	Variable
Versement au secrétaire du Conseil d'Administration	2 francs
Versement à la Caution	5 francs
Intérêt légal	5 francs
Soit au moins une somme de.....	21 francs

Assurément, des exactions ont été commises par des agents indigènes; mais elles ont été réprimées sévèrement, lorsqu'elles ont été connues, et nous savons que les autorités locales exercent sur les opérations une surveillance des plus actives, qui n'est pas sans efficacité. Nous partageons donc l'opinion de M. Aynard, lorsqu'il dit :

« Nous ne saurions nous associer au reproche qui a été
« fait aux Sociétés Indigènes de Prévoyance de n'avoir
« arraché les pauvres hères aux dents des prêteurs à la
« petite semaine que pour les jeter aux griffes des har-
« pions officiels, adjoints indigènes et autres pressu-
« reurs du pauvre musulman. On a publié des calculs
« hautement fantaisistes, d'après lesquels le mutualiste
« indigène, après avoir passé par le Kébir, le Khodja,
« le Caïd et le Chaouch aurait déboursé vingt pour cent
« de l'avance consentie par la Société. Que de tels abus
« existent, cela n'est que trop certain, encore que la gé-
« néralisation des prêts doive bien les atténuer » (1).

Nous signalons enfin que les prêts ne sont pas toujours remboursés avec toute l'exactitude désirable. Les statistiques, établies de 1899 à 1927, font, en effet, ressortir, en fin d'exercice, les restes à recouvrer ci-après, s'élevant

(1) Aynard, *op. cit.*, page 302.

à des sommes énormes, qu'il eut été plus avantageux, pour les Sociétés et pour leurs adhérents, de consacrer à de nouvelles opérations :

En 1899	2.442.368 fr. 33
— En 1905	4.585.005 fr. 88
En 1910	6.114.436 fr. 65
En 1915	12.226.022 fr. 48
En 1920	20.819.037 fr. 65
En 1925	29.123.350 fr. 22
En 1926	39.230.595 fr. 32
En 1927	42.792.157 fr. 69

Quelles qu'aient été les causes d'un tel état de choses, nous pensons que les restes à recouvrer dont il s'agit auraient dû être récupérés en assez grande partie. Cette situation résulte encore d'une pratique fâcheuse, assez répandue, qui consiste à accorder et à renouveler, le cas échéant, des sursis de paiement par mesure générale s'appliquant à l'ensemble des débiteurs, alors qu'il existe parmi eux bon nombre de cultivateurs aisés pouvant se libérer sans difficulté ; la faveur du sursis devrait être exclusivement réservée aux emprunteurs réellement malheureux. Ajoutons que, plus on tarde à faire rembourser les prêts, plus on en compromet la rentrée ; c'est par des atermoiements de cette nature qu'on aboutit finalement à la pire des solutions, l'admission de créances importantes en côtes irrécouvrables.

III. — FORMALISME FINANCIER ET TUTELLE ADMINISTRATIVE. — Ainsi que nous l'avons indiqué en exposant l'organisation financière des Sociétés Indigènes de Prévoyance, les règles de la comptabilité communale ont été appliquées à leur gestion. Cette assimilation a eu pour conséquence la tenue d'écritures nombreuses et variées, la production de pièces multiples : bordereaux trimestriels, états, comptes, pièces justificatives, etc., l'in-

tervention incessante des chefs hiérarchiques, notamment du Directeur des Contributions Diverses, l'approbation ou le visa par le Préfet pour des opérations d'un intérêt secondaire, en un mot toute une série de formalités, — dont nous ne saurions certes contester l'utilité, — mais qui ne sont pas absolument indispensables et qui, par contre, présentent le grave inconvénient de compliquer et d'alourdir le fonctionnement des Sociétés.

Il s'agit cependant, dans la circonstance, de la comptabilité de Sociétés à deniers privés; et bien que, dans son référé du 25 avril 1918 (1), la Cour des Comptes ait formellement condamné toute assimilation avec la gestion communale, les trésoriers, se conformant aux ordres reçus, persistent à suivre les règles tracées par les Instructions Générales sur la comptabilité des Communes.

En réalité, le Gouvernement Général a toujours été porté à considérer les Sociétés Indigènes de Prévoyance comme étant plutôt des Etablissements publics que des établissements privés. Les sociétaires devraient jouer le premier rôle dans l'administration de ces groupements; il n'en est rien. Dans la pratique, leur participation à cette gestion est nulle. Les Conseils de Section sont rarement consultés; d'ailleurs, les membres de ces assemblées, dont la principale mission est essentiellement administrative, sont désignés par un collège électoral comprenant un assez grand nombre d'électeurs (agents de l'Etat, des Départements et des Communes, retraités, décorés, etc...), qui, à moins d'être cultivateurs dans le douar, ne peuvent pas faire partie de la Société. Quant au Conseil d'Administration, il est composé, sous la présidence du chef de la Commune, non sociétaire, de fonctionnaires de l'Etat (adjoints indigènes), également non

(1) Supra, page 74.

sociétaires pour la plupart, puisqu'ils sont très souvent nommés, aujourd'hui, dans des douars autres que leurs douars d'origine où ils possèdent leurs biens.

Il est évident, dans ces conditions, que les sociétaires ne peuvent que se désintéresser du fonctionnement de l'institution, ce qui est très regrettable et contraire, au surplus, aux intentions du Législateur, qui comptait beaucoup, sur le rôle éducatif et moralisateur des Sociétés pour amener les Indigènes à des habitudes de prévoyance et de solidarité sociale (1).

IV. — ASSURANCES COLLECTIVES. — Les tentatives faites pour pratiquer ces opérations n'ont pas été encourageantes. Les compagnies ou les sociétés mutuelles agricoles ne recherchent pas les assurances collectives parce qu'elles ne les jugent pas suffisamment rémunératrice ou qu'elles les considèrent comme dangereuses, et, lorsqu'elles les acceptent, elles exigent le paiement de primes élevées. D'autres part les restrictions, imposées pour l'établissement des contrats par l'arrêté gubernatorial du 7 décembre 1894, article 4, sont tellement sévères que les assurances en question ne présentent plus qu'un intérêt médiocre.

La prime ne peut dépasser, d'après cet arrêté, le tiers des cotisations annuelles de la section assurée, à moins que les sociétaires ne s'engagent à verser individuellement une somme supplémentaire pour obtenir une protection plus efficace. Or ce supplément n'est jamais effectué et, comme les cotisations sont très faibles, la prime collective, constituée par le tiers de leur produit, est forcément insuffisante pour garantir, en cas de sinistre, une réparation appréciable du dommage subi.



(1) Rapport Bourlier à la Chambre des Députés.

SECTION II. — IMPERFECTIONS ET LACUNES DE LA LOI DU 14 AVRIL 1893

~~~~~

Les erreurs d'application de la loi du 14 avril 1893 ne sont pas les seules causes de l'insuccès des Sociétés Indigènes de Prévoyance en matière de crédit et de coopération agricoles. Ce texte législatif contient des dispositions qui sont de nature à empêcher tout progrès; on y relève aussi de graves lacunes. De toute évidence, les promoteurs de la loi n'avaient pas prévu le développement considérable et rapide des institutions de mutualité agricole que devaient créer les colons Algériens, ni les conséquences heureuses qui pouvaient en résulter pour les agriculteurs indigènes.

Tout d'abord, il convient de signaler que certaines sociétés, celles créées dans les communes de plein exercice, étaient frappées, dès leur création, d'une impuissance radicale.

On en compte 121, sur un effectif total de 214.

Les Communes de plein exercice sont peu étendues et la population indigène n'y est pas très dense, sauf en Kabylie. Les Sociétés Indigènes de Prévoyance, qu'elles possèdent, ne réunissent, dès lors, qu'un nombre restreint de sociétaires, ne permettant pas un fonctionnement régulier. La plupart ont peu ou point d'actif et ne rendent aucun service.

Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux statistiques.

Trois Sociétés ne fonctionnent plus faute de sociétaires et cependant elles continuent à figurer dans la liste officielle des Sociétés. Ce sont celles de Constantine, Morris et Philippeville.

La première, autorisée par arrêté gubernatorial du 17 novembre 1911, ne semble avoir vécu que deux années.

Depuis 1914, son actif n'a pas varié; il est de 191 francs.

La seconde, autorisée par arrêté gubernatorial du 17 novembre 1911, paraît n'avoir eu de sociétaires que la première année. Elle possède un actif qui est passé de 574 francs en 1911 à 653 francs 18 en 1926, grâce à la perception d'intérêts de fonds placés.

Enfin, celle de Philippeville, autorisée par arrêté gubernatorial du 15 décembre 1902, a fonctionné régulièrement jusqu'en 1914; depuis cette époque, elle n'a perçu de cotisations que pendant la période de 1917 à 1922. Son actif n'a pas varié depuis 1924; il s'élève à la somme de 1.842 fr. 12.

Il est d'autres Sociétés qui n'ont pas consenti de prêts depuis 1920; ce sont celles d'Arba, Ménerville, Lodi, Larvarande, Cavaignac, Mékla, Aïn-Beïda. Plusieurs autres, au nombre de vingt environ, n'en ont accordé que pendant un ou deux exercices.

L'actif de 53 Sociétés ne dépasse pas une moyenne de 20.000 francs. Cet état de choses ne se serait pas produit s'il avait été légalement possible à une Société d'englober le territoire de plusieurs communes et d'avoir ainsi un champ d'action plus étendu et un nombre de sociétaires plus élevé.

Il est bon d'ajouter que les cultivateurs des communes de plein exercice n'ont pas eu trop à souffrir de la carence de leurs Sociétés; car beaucoup d'entre eux ont été admis, sans difficulté, aux sociétés locales de crédit agricole mutuel créées par les colons de la circonscription.

Les buts, définis par la loi du 14 avril 1893, ne sont plus, depuis de nombreuses années, en harmonie avec les besoins des fellahs. Ils ont uniquement pour objet des prêts, des assurances collectives et des secours; ils laissent, en dehors de l'action des Sociétés Indigènes de Prévoyance, des questions de Prévoyance sociale, dont

quelques-unes, celle de l'habitat notamment, intéressent au plus haut point le paysannat indigène.

« Des prêts annuels », c'est-à-dire des prêts de campagne, sont seuls autorisés. Ne peuvent être accordés des prêts à moyen et long terme, devenus cependant indispensables pour « développer les cultures, améliorer « et augmenter l'outillage et les troupeaux », et enfin combattre efficacement l'usure.

De plus, les Sociétés Indigènes de Prévoyance doivent s'en tenir à l'institution surannée des silos (peu pratiquée du reste par les adhérents), puisqu'elles n'ont pas le droit de construire de docks coopératifs ou d'en favoriser l'établissement. Est-il nécessaire d'insister sur les grands avantages de cette institution, que les Sociétés Indigènes de Prévoyance du Maroc et de la Tunisie n'ont pas hésité à accepter? Rappelons simplement que les docks en question permettent aux coopérateurs de vendre leurs grains dans les meilleures conditions, de recourir, au besoin, au warrantage, et d'obtenir des semences sélectionnées; édifiés sur des emplacements judicieusement choisis, ils peuvent, en cas de calamités exceptionnelles, servir de centres de distribution, soit avec les grains qu'ils possèdent, soit avec ceux qu'ils sont appelés à recevoir.

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance n'ont pas davantage le droit de créer des coopératives de transformation des produits agricoles ou d'achats de matériel et d'animaux, des champs d'expérience, des fermes modèles, des centres d'élevage. Tout au plus, peuvent-elles indirectement, par des prêts à court terme consentis à leurs sociétaires, apporter un faible concours financier à de telles créations. Mais cette faculté est accordée, sans réserve, aux Sociétés similaires fonctionnant dans les régions les plus isolées du Maroc pacifié!

Aux termes du dernier paragraphe de l'article premier de la loi du 14 avril 1893, « il est interdit aux So-

« ciétés Indigènes de Prévoyance de s'associer entre « elles ». Cette disposition, qui ne se justifiait guère en 1893, constitue aujourd'hui un véritable anachronisme. Car tous les groupements privés — associations de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, syndicats professionnels, sociétés de crédit agricole, coopératives, sociétés de secours mutuels, etc... — ont la possibilité de former des unions; certaines personnes morales de notre Droit Public, telles que les Départements et les Communes, ont même le droit de s'associer. Aucune raison plausible ne justifie donc la prohibition contenue dans l'article premier de la loi de 1893. On doit même souhaiter que les Sociétés Indigènes de Prévoyance puissent créer, soit des sociétés régionales pour la réalisation de buts communs à plusieurs d'entre elles, soit une fédération générale qui aurait pour mission de coordonner l'action de toutes les Sociétés et de leur assurer un crédit aussi puissant que celui dont les Sociétés Marocaines bénéficient grâce à leur Caisse Centrale.

Elles ont une capacité des plus restreintes, plus limitée que celle des associations déclarées et des Sociétés libres de secours mutuels; il n'est pas douteux que cette restriction de leurs droits ait contribué à la précarité de leurs ressources.

Elles ne peuvent posséder que des objets mobiliers. Il leur est interdit d'acquérir, de quelque façon que ce soit, des immeubles, y compris ceux qui sont nécessaires à l'accomplissement des buts qu'elles se proposent.

Alors que les Sociétés approuvées de secours mutuels auxquelles elles avaient été assimilées avant la loi du 14 avril 1893, peuvent placer leurs fonds non seulement à la Caisse des Dépôts et Consignations ou aux Caisses d'Epargne, mais encore en rentes sur l'Etat, bons du Trésor et autres valeurs créées ou garanties par l'Etat, en obligations des Départements et des Communes, du Crédit Foncier de France ou des Chemins de fer qui ont

la garantie de l'Etat, et, enfin, jusqu'à concurrence des trois quarts, en acquisition d'immeubles, les Sociétés Indigènes de Prévoyance sont tenues de déposer les leurs, en compte courant disponible, à la Caisse des Dépôts et Consignations exclusivement et de se contenter d'un intérêt de 1 %. Nous pensons que cette prescription, trop rigoureuse, lèse gravement leurs intérêts.

En cas d'insuffisance de ressources une Société peut contracter un emprunt, mais seulement auprès d'une autre Société similaire. Cette restriction, qui est trop absolue à notre avis, rend tout emprunt impossible en cas de calamité générale, chaque Société conservant précieusement tout son actif pour parer aux besoins de ses adhérents. D'autre part, lorsque la catastrophe est localisée, les conditions prescrites par l'arrêté gubernatorial du 7 décembre 1894 sont tellement sévères que le montant de l'emprunt est nécessairement ramené à une somme trop souvent insuffisante pour produire un effet utile.

Nous ne reviendrons pas sur les critiques que nous avons formulées en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement des Conseils de Section et des Conseils d'Administration. Nous ne pouvons que regretter, encore une fois, qu'une part importante n'ait pas été réservée aux sociétaires dans la composition de ces assemblées.

Il est fâcheux également que la loi n'ait pas autorisé l'introduction au Conseil d'Administration, tout au moins à titre consultatif, des représentants des services de l'Agriculture et de l'Elevage.

Les Assemblées Générales des Sociétés Indigènes de Prévoyance n'ont jamais été appelées à exercer les attributions dévolues par les lois et règlements aux organismes de cette nature, celles notamment qui ont pour objet la nomination des administrateurs et l'approbation des bilans et des comptes. Nous rappellerons à ce sujet que, dans le silence de la loi, l'arrêté gubernatorial du 7 décembre 1914 a confié le jugement des comptes des

trésoriers, d'après les règles suivies devant la Cour des Comptes et les Conseils de Préfecture, aux Commissions de Surveillance départementales prévues par l'article 10 de la loi du 14 avril 1893. Mais cette disposition est entachée d'illégalité, attendu que le Gouverneur Général, simplement chargé de prendre les mesures d'exécution de ce texte législatif, était sans qualité pour créer une juridiction; et, dès lors, les décisions des Commissions n'ont aucune force coercitive.

Enfin, nous ferons observer que la loi du 14 avril 1893 n'a pas défini la mission de surveillance des dites commissions. En fait, elles se sont bornées à vérifier les comptes des trésoriers et à tirer de cet examen quelques recommandations d'ordre général. Composées, en dehors du Préfet, président, de comptables publics, peu au courant des questions agricoles, elles n'ont exercé aucune influence utile sur l'activité des Sociétés Indigènes de Prévoyance; elles n'ont pu ni coordonner leurs efforts par des directives et des programmes d'ensemble, ni les amener à améliorer leurs méthodes défectueuses.

---

## CHAPITRE II

---

### TENTATIVES FAITES POUR REMEDIER PAR D'AUTRES ORGANISATIONS A L'INSUFFI- SANCE DE LA LOI DU 14 AVRIL 1893.

---

Les insuffisances et les lacunes de la loi du 14 avril 1893 se sont manifestées dès les premières années de son application. Il a été nécessaire, pour y remédier, de recourir à d'autres organisations qui, sans avoir donné tous les résultats désirables, ont cependant constitué un progrès et rendu des services qu'il serait injuste de méconnaître.

Nous allons examiner les tentatives faites dans ce sens et nous y puiserons les leçons de l'expérience qui justifieront les propositions que nous comptons présenter en vue de la réforme des Sociétés Indigènes de Prévoyance.

Les organisations en question sont, dans l'ordre chronologique, les Mutuelles-Labours, les Caisses Régionales Indigènes de Crédit Agricole Mutuel, les Djemaât-el-Felaha et les Centres d'Education Professionnelle et Agricole.

---

#### SECTION I. — MUTUELLES-LABOURS

---

C'est dans la Commune Mixte de Fedj-M'Zala, département de Constantine, que ce genre de société a été appliqué pour la première fois, en 1901, sur l'initiative

d'un mutualiste distingué, M. Eugène Vallet, Conseiller Général et Délégué Financier (1).

Le but recherché par M. Vallet consistait à permettre à de petits cultivateurs, qui ne disposaient d'aucune avance importante, de contracter des assurances contre la grêle, sans faire appel à un crédit qu'ils auraient obtenu difficilement.

Les deux premières Sociétés, celles de Lucet et de Rouached, ne comptèrent comme adhérents que des colons Européens. Mais l'exemple ne tarda pas à être suivi par les Indigènes, non seulement à Fedj-M'Zala, mais encore dans d'autres communes du Département de Constantine.

L'institution utilise à la fois les bienfaits de la mutualité, œuvre essentiellement Française, et la pratique de la « Touiza », empruntée aux indigènes.

On sait ce que l'on entend par cette expression. Chaque fois qu'en territoire arabe un agriculteur indigène se trouve en retard pour effectuer ses travaux agricoles, il convoque ses voisins, qui accourent soit avec leurs charrues et leurs attelages s'il s'agit de labours à effectuer, soit avec leurs chevaux et mulets s'il s'agit de transporter la récolte, soit avec leurs faucilles et leurs domestiques s'ils sont conviés à moissonner. Le travail s'effectue au son des flûtes et des tams-tams, avec accompagnement de chants entonnés en chœur et la fête se termine par un repas plantureux.

Voici maintenant comment cette curieuse coutume est appliquée par les Mutuelles-Labours.

Plusieurs cultivateurs se réunissent et louent une parcelle communale moyennant une minime redevance. Chacun d'eux s'engage à exécuter, ou à faire exécuter,

---

(1) Eugène Vallet, Mutuelles-Labours, Etude sur la création de Sociétés d'Assurances Mutuelles Agricoles en Algérie, Constantine, 1904. Imprimerie Pompéani et Carbonnel.

sur ce terrain, une, deux, trois journées de prestations (labours, semailles, moisson), avec son matériel et son cheptel.

Les frais d'administration sont réduits au minimum. Les semences, pour la première année, peuvent être achetées par le groupe de cultivateurs ou acquises par voie d'emprunt, ou encore fournies gratuitement par la Commune; les années suivantes elles sont prélevées sur la récolte. Le surplus de celle-ci est vendu et, avec le capital ainsi constitué, on assure contre la grêle le champ social et une partie ou la totalité des champs des sociétaires. Quand la Société est plus riche, elle achète du matériel agricole moderne, des semences sélectionnées, des géniteurs de choix. Celle de Canrobert (Commune Mixte d'Oum-el-Bouaghi, département de Constantine), a même créé une ferme école indigène.

Les Mutuelles-Labours présentent encore l'avantage d'initier les adhérents aux bienfaits de la coopération et de les transformer, peu à peu, en fervents mutualistes.

Dans cet ordre d'idées, elles peuvent contribuer à les amener à une participation active aux œuvres de Mutualité Agricole, notamment à celles qui se rattachent au Crédit.

Enfin, les parcelles communales, mises en valeur par elles, suivant les meilleures méthodes culturales, constituent de véritables champs d'expérience dont l'utilité n'est pas à démontrer.

Placées sous le régime de la loi du 21 mars 1884 sur les Syndicats Professionnels et le Décret du 23 août 1904 relatif aux Assurances Mutuelles Agricoles en Algérie, elles ont une organisation des plus simples et des plus pratiques. Elles assurent aux sociétaires des avantages immédiats, tangibles, sans bourse délier, moyennant une prestation conforme aux mœurs et coutumes des fellahs et que personne ne saurait considérer comme une charge.

L'expérience démontre que les Mutuelles-Labours fonctionnent dans les meilleures conditions, lorsqu'elles sont dirigées ou surveillées par des Français et qu'elles périliclitent dès que leur administration est abandonnée, sans contrôle, au seul élément indigène.

~~~~~

SECTION II. — CAISSES REGIONALES INDIGENES DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL

~~~~~

Dès 1907 des Sociétés de Crédit Agricole Mutuel, uniquement composées d'Indigènes et régies par la loi du 8 juillet 1901 sur le crédit agricole mutuel en Algérie (1), furent créées dans quatre Communes Mixtes de l'arrondissement de Médéa : Berrouaghia, Boghari, Aïn-Boucif et Chellala. Comme les Sociétés similaires Françaises, elles bénéficièrent d'avances de la Colonie pour commencer leurs opérations.

C'est avec une grande satisfaction que M. le Gouverneur Général Jonnart constata ces intéressantes initiatives. Il usa de toute son autorité pour favoriser l'extension, d'après les mêmes principes, du crédit agricole mutuel indigène et il appela tout spécialement l'attention des trois Préfets sur cette importante question par une circulaire en date du 4 décembre 1908 (2) qui mérite d'être reproduite.

« Sans une organisation du crédit, disait M. Jonnart, l'Indigène imprévoyant est voué à la ruine, et le prévoyant lui-même ne peut que végéter.

« Sans doute les Sociétés de Prévoyance ont beau-

---

(1) J. O. du 25 juillet 1901, page 4.665.

(2) Estoublon et Lefébure, op. cit., 1908, page 341.

« coup fait pour remédier à ces deux maux, et elles  
« sont appelées à prendre une extension chaque jour  
« plus grande, mais leurs ressources sont encore bien  
« limitées puisqu'elles ne dépassent guère une moyenne  
« de 30 francs par sociétaire. Au taux actuel de l'ac-  
« croissement annuel de leur capital, elles posséderaient  
« à elles toutes, dans une vingtaine d'années, environ 50  
« millions de francs. On pourra alors parer presque  
« toujours à l'insuffisance des mauvaises récoltes, mais  
« non fournir à l'agriculture indigène les ressources qui  
« lui seraient nécessaires pour améliorer ses rendements.

« La Société de Prévoyance, institution tutélaire dont  
« nous ne saurions trop activer le développement, est  
« obligée de se cantonner dans son rôle presque exclu-  
« sif d'assurance contre la famine; elle est forcée, en  
« raison du grand nombre de ses membres, de réduire  
« beaucoup le montant moyen de ses prêts encore que  
« cette tendance ne doive pas être encouragée et que la  
« distribution de petites sommes à un grand nombre  
« d'emprunteurs soit de nature à diminuer beaucoup  
« l'effet utile de ces prêts. D'une façon générale, la mul-  
« tiplicité des demandes et des attributions de crédits  
« rend très difficile la vérification de la situation de  
« l'emprunteur et de l'emploi des fonds prêtés, et trop  
« souvent il arrive que l'Indigène, faute de pouvoir ob-  
« tenir de la Société de Prévoyance la totalité de la  
« somme qui lui est nécessaire, soit forcé d'en demander  
« le complément à l'usurier.

« Il importe donc de seconder ces institutions dans  
« leur tâche, en aidant les Indigènes à faire directe-  
« ment appel au crédit, dans la mesure où ils en ont  
« besoin pour maintenir ou pour améliorer leur pro-  
« duction. »

.....

« Quelques pas ont déjà été faits dans cette voie; des

« caisses régionales composées d'Indigènes ont été orga-  
« nisées dans les Communes Mixtes de Berrouaghia,  
« de Boghari, d'Aïn-Boucif, de Chellala avec le con-  
« cours des avances de la Colonie, sur les bases de la  
« loi du 8 juillet 1901. »

.....

« C'est à l'Administration, aux Sous-Préfets, aux  
« Professeurs et aux Administrateurs des Communes  
« Mixtes que doit incomber particulièrement la tâche  
« d'exposer aux notables musulmans les avantages et  
« l'urgente opportunité d'une semblable organisation et  
« de les aider constamment de leurs conseils quand elle  
« viendra à fonctionner. Les Indigènes mêmes cultivés  
« sont, en général, trop ignorants de nos règles com-  
« merciales, trop incapables d'ordre et de persévérance,  
« trop portés aussi à l'intrigue et accessibles aux consi-  
« dérations de personnes pour pouvoir diriger à eux  
« seuls des institutions de ce genre. »

.....

« Je ne saurais trop recommander à votre attention  
« l'ensemble des considérations qui précèdent, et je se-  
« rais particulièrement désireux de voir tenter, à bref  
« délai, une expérience sur plusieurs points de votre  
« Département dans l'ordre d'idées que je viens de vous  
« exposer. »

A la suite de ces recommandations, six Caisses Régio-  
nales Indigènes furent créées : celles de Bélezma, de Si-  
di-Aïssa, d'Azeffoun, du Haut Sebaou, de Médéa et du  
Sersou.

Les espérances, conçues par M. Jonnart sur les grands  
services que les Sociétés de cette nature étaient appelées  
à rendre ne se sont pas réalisées. Sept Caisses ont dispa-  
ru.

Les Caisses Régionales de Berrouaghia, de Sidi-Aïssa et d'Azeffoun continuent à fonctionner dans les conditions prévues par la circulaire gubernatoriale du 4 décembre 1908.

Ces trois Sociétés ont presque entièrement remboursé les avances qu'elles avaient reçues de la Colonie et elles ne fonctionnent plus que par leurs propres moyens, qui sont très limités. Elles se bornent à consentir de petits prêts de campagne de mille à deux mille francs. Elles ne reçoivent aucun dépôt de fonds, ne réescomptent pas leurs effets. Elles ne pratiquent ni le moyen, ni le long terme. La comptabilité est généralement mal tenue. Aussi les Indigènes ne voient-ils, dans cet organisme, qu'une caisse de plus, à laquelle ils peuvent emprunter quelques centaines de francs.

La cause de cet insuccès réside tout simplement dans ce fait que « les Indigènes, même les plus cultivés, sont, « en général, — comme le disait M. Jonnart lui-même « dans sa circulaire — trop ignorants de nos règles de « comptabilité, trop incapables d'ordre et de persévérance, trop portés aussi à l'intrigue et accessibles aux « considérations de personnes, pour diriger à eux seuls « les institutions de ce genre ». Les conseils des Sous-Préfets, des Professeurs d'agriculture et des Administrateurs, peu au courant eux-mêmes, sauf de rares exceptions, des opérations bancaires, n'ont pu sauver la situation.

On pourra se rendre compte, du reste, des difficultés énormes que devaient surmonter les dirigeants des Caisses Régionales et Locales Indigènes, en constatant combien le fonctionnement de ces établissements est délicat et complexe et combien de méthode et de compétence il exige pour être assuré utilement; nous allons donc examiner rapidement l'organisation des Caisses de Crédit Agricole Mutuel. Aussi bien, les explications qui vont suivre faciliteront-elles notre tâche dans l'exposé de la

solution que nous proposerons pour résoudre le difficile problème du Crédit Agricole Indigène.

Les Sociétés de Crédit Agricole Mutuel sont régies, en Algérie, par la loi du 20 décembre 1924 (1), le décret du 26 novembre 1925 (2), et l'arrêté gubernatorial du 5 décembre 1925 (3).

A la base de l'organisation se trouve la Caisse Locale. Elle a pour but de consentir des prêts d'argent à court terme, dits de campagne; des prêts à moyen terme pour l'aménagement ou la reconstitution des propriétés, d'une durée maximum de six ans; des prêts à long terme pour faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution de petites exploitations rurales, d'une durée maximum de 25 ans.

Les Caisses Locales doivent s'affilier à une Caisse Régionale. Cette Société a pour but de faciliter les opérations de prêts effectués par les membres des caisses locales et de transmettre aux sociétés coopératives agricoles, aux associations syndicales ou à tous autres groupements les avances spéciales qui peuvent leur être consenties par l'Algérie. Elle réescompte après endossement par les caisses locales qui leur sont affiliées, les effets souscrits par les sociétaires de ces caisses; elle peut se charger de tous paiements et recouvrements à faire dans l'intérêt des dites caisses locales; elle peut leur consentir des avances à titre de fonds de roulement; émettre des bons de caisse à échéance variable avec ou sans intérêt, recevoir, de toutes personnes, des dépôts de fonds en compte courant à vue ou à échéance; elle est autorisée à contracter des emprunts, à se procurer des capitaux en réescomptant auprès d'établissements financiers son portefeuille d'effets, ou en empruntant sur titres.

---

(1) J. O. du 22-23 Décembre 1924, page 11.214.

(2) J. O. du 28 novembre 1925, page 11.422.

(3) Bulletin Officiel du Gouvernement général, 1926, page 96.

Le capital, tant des caisses locales que des caisses régionales, ne peut être formé que par des souscriptions, de parts. Il doit l'être par les sociétaires au moyen de parts nominatives et transmissibles par cession avec l'agrément de la Société. L'intérêt de ces parts ne peut être supérieur à 6 %.

Les Sociétés ne sont constituées qu'après versement du capital souscrit, qui ne peut être réduit au dessous du capital de fondation; leur durée est illimitée.

Enfin, elles peuvent faire appel au concours financier de l'Algérie. Les avances qui leur sont consenties par celle-ci proviennent, d'une part, des crédits inscrits pour cet objet au Budget spécial, d'autre part, du fonds de dotation du Crédit Agricole créé par l'article 18 de la loi des Finances du 27 décembre 1923 (1). Ce fonds est alimenté par la partie des avances et redevances de la Banque de l'Algérie consacrée au développement du Crédit Agricole; il peut recevoir des subventions, dons, legs ou libéralités de toute nature. Les avances sont consenties aux Sociétés par le Gouverneur Général sur la proposition d'une commission spéciale.

Terminons par une dernière observation. Si les caisses de crédit agricole, exclusivement composées d'Indigènes, ont abouti à un échec lamentable, il n'en est pas de même de celles qui, dirigées par les colons Français, ont admis des cultivateurs Indigènes, soit en les comprenant dans des locales Françaises, soit en les groupant dans des locales spécialement destinées aux Indigènes. C'est la seconde combinaison qui a été adoptée par les Régionales de Tlemcen, Sidi-bel-Abbès, Saïda, Bône et Hippone; sous la direction compétente et expérimentée des colons, les locales indigènes fonctionnent fort bien et rendent chaque jour les meilleurs services.

---

(1) J. O. du 28 décembre 1923, page 12.070.

Constatons enfin que les Indigènes, acceptés par les Régionales Françaises, s'y montrent aussi bons mutualistes que les autres sociétaires et que, notamment, ils remboursent leurs prêts avec une remarquable exactitude.

~~~~~

SECTION III. — DJEMAAT-EL-FELAHA

~~~~~

Alors que les Mutuelles-Labours sont principalement orientées vers la pratique de l'assurance et que les Caisse Régionales ont pour but de dispenser un crédit plus efficace que celui des Sociétés Indigènes de Prévoyance, les Djemaât-el-Felaha s'attachent à relever la situation économique des petits cultivateurs Indigènes, en leur fournissant les moyens de travail (matériel, animaux de traits et au besoin terres de labour) à la condition expresse qu'ils emploient les méthodes de culture rationnelle consacrées par l'expérience des colons Français.

Cette institution, recommandée par la circulaire gubernatoriale du 8 juillet 1918 (1), n'a été réalisée que dans quelques Communes Mixtes.

Un certain nombre de fellahs se réunissent et créent une Société coopérative de culture dite Djemaât-el-Felaha.

Les ressources de la Société sont les suivantes :

- *a*) Prêts accordés aux adhérents par la Société Indigène de Prévoyance;
- *b*) Subventions prélevées sur les fonds de douars ou de la Commune;
- *c*) Avances consenties par la Colonie.
- *d*) Bénéfices réalisés.

---

(1) Non publiée.

Les sociétaires comprennent trois catégories : ceux qui ne possèdent rien et à qui on donne tout ce qui leur est nécessaire, y compris la terre ; ceux qui possèdent une petite parcelle et à qui on fournit, avec un supplément de terre, le matériel et les animaux de trait ; enfin ceux qui ont suffisamment de terre et qui reçoivent les instruments agricoles et les attelages dont ils ont besoin.

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de notabilités agricoles Européennes et Indigènes de la région et d'un certain nombre de sociétaires. L'Administrateur de la Commune Mixte est choisi de préférence comme Président.

Le Conseil examine les ressources des adhérents et établit, d'accord avec eux, un cahier des charges en vue de déterminer les conditions dans lesquelles devront se faire les cultures ; un chef de culture est chargé de veiller à l'exécution de ce cahier des charges et de conseiller les sociétaires.

Le Conseil d'Administration décide aussi l'achat des animaux et du matériel et les répartit entre les sociétaires. Les terres données en supplément sont généralement des communaux loués moyennant une légère redevance.

Enfin, la répartition des bénéfices entre les adhérents et la Société a lieu suivant les règles locales des contrats d'association.

Un fonds de réserve peut être constitué pour l'attribution de primes d'encouragement et l'achat de matériel à utiliser en commun.

Chaque sociétaire a un compte sur lequel on inscrit tout ce qui lui est avancé pour travailler et ce qu'il rembourse. Quand ses remboursements atteignent la valeur des avances qui lui ont été consenties, il devient propriétaire des animaux et du matériel et peut s'installer pour son compte. De son côté, la Société recommence l'opération avec un autre.

La première Société de ce genre fut créée en septembre 1918, au douar Ouled Sabor (département de Constantine), dans la Commune Mixte des Eulmas.

En 1921, il en fut instituée aux Rirhas (département de Constantine), à Zemmora (département d'Oran), à Tablat (département d'Alger).

Si des résultats intéressants ont été obtenus à Zemmora et à Tablat, il n'en a pas été de même aux Eulmas et aux Rirhas.

Après d'heureux débuts, la Djemaât-el-Felaha des Eulmas a dû se dissoudre, en 1929, les adhérents ayant empiété sur des terrains qui ne leur étaient pas destinés. Celle des Rirhas n'a donné aucun résultat utile. Ce sont toujours les trois mêmes sociétaires qui en font partie; elle est appelée à suivre le sort de celle des Eulmas.

~~~~~

SECTION IV. — CENTRES D'EDUCATION PROFESSIONNELLE ET AGRICOLE

~~~~~

Indépendamment de la Ferme-Ecole Expérimentale de Guelma (département de Constantine), organisée par la Direction de l'Agriculture au Gouvernement Général de l'Algérie, la Direction des Affaires Indigènes a fondé divers centres d'éducation agricole et industrielle Indigènes.

Ces centres ont pour objet :

— 1° La création de champs d'expérience destinés à amener les fellahs à adopter nos méthodes dans diverses branches de l'activité agricole;

— 2° La vulgarisation, par des conférences dans les douars, des meilleures façons culturales;

— 3° La formation de bons ouvriers de forge, de charronnage et menuiserie, de bourrellerie et de maçonnerie, qui seront appelés à exercer leur industrie dans les douars ou les villages de colonisation.

Les centres en question, organisés administrativement, rendent des services très appréciés. Mais on n'en diminuera pas l'importance, en rappelant, avec M. Aynard (1), que « l'exemple du colon est la meilleure des « écoles professionnelles. Seule la vue des récoltes qu'il « obtient malgré la sécheresse, avec des labours suffi- « samment profonds et répétés, est capable d'arracher « ses voisins musulmans à la routine, quand ils compa- « rent ses blés serrés et nourris à leurs épis clairsemés « et brûlés par le siroco. Plus l'agronomie Algérienne « avancera, plus elle multipliera les façons, plus elle « fera appel aux amendements, plus ses progrès béné- « ficeront à la Société Indigène, en haut par les leçons, « en bas par le pain qu'elle lui donnera. Dès mainte- « nant, les cultures riches comme la vigne procurent « une somme de salaire six ou sept fois supérieure au « bénéfice que la possession du sol laisserait communé- « ment aux fellahs. »

---

(1) R. Aynard, op. cit. page 289.



## Troisième Partie

---

### Réformes à réaliser

---

Nous avons examiné, dans la deuxième partie, les lacunes et les imperfections de la loi du 14 avril 1893, ainsi que les erreurs d'interprétation commises par ceux qui étaient chargés d'en assurer l'exécution. Nous avons exposé également les diverses tentatives faites pour remédier à cet état de choses grâce à certaines organisations nouvelles.

Certes, ces organisations ont constitué un réel progrès. Mais, poursuivant des buts limités et procédant par efforts dispersés, elles ont donné des résultats incomplets, qui ont souligné encore la nécessité de recourir, au plus tôt, à la refonte de la législation des Sociétés de Prévoyance.

Seules, ces dernières nous paraissent susceptibles, en s'adaptant aux nécessités modernes et en s'appuyant sur les institutions similaires intéressant les colons Français, d'apporter une solution satisfaisante du problème du Crédit et de la Coopération Indigènes.

Les réformes à accomplir, à notre humble avis, dans cet ordre d'idées, font l'objet de la présente étude.

Nous avons tenu compte des vœux émis par les Délégations Financières tendant notamment à créer un fonds commun pour parer aux événements calamiteux, à augmenter les ressources des Sociétés, à permettre à celles-ci de participer à la création et au fonctionnement de

docks coopératifs, et enfin à les transformer en caisses de Crédit (1).

De plus, nous avons retenu les leçons que comportent les excellents résultats obtenus par les Sociétés Indigènes de Prévoyance de la Tunisie et du Maroc grâce à la variété de leurs buts, à leur forte organisation et à la souplesse du régime législatif des deux Protectorats. Nous avons puisé aussi d'intéressantes suggestions dans la législation de l'Afrique Occidentale Française relative au sujet qui nous occupe.

Enfin, nous nous sommes inspiré de divers textes réglementant, en Algérie ou dans la Métropole, les œuvres de Mutualité et de Prévoyance Sociale.

---

(1) Procès-Verbaux des Délégations Financières. — Session ordinaire 1926. Délégation des Non-Colons, séance du 5 juin 1926, page 1.115. — Session ordinaire 1927, Délégation des Non-Colons, séance du 17 mai 1927, page 207. — Session ordinaire 1926, Délégation des Colons, séance du 31 mai 1926, pages 688 à 693. — Session Extraordinaire 1929, Délégation Arabe, séance du 19 novembre 1929, page 87. — Le vœu, émis par la Délégation Arabe dans sa séance du 19 Novembre 1929, sur la proposition de M. Benbadis, agriculteur et mutualiste des plus distingués, est ainsi conçu :

« La section Arabe, considérant que le fonctionnement des  
« Sociétés Indigènes de Prévoyance, tel qu'il est actuellement  
« organisé, ne répond pas au but pour lequel ces œuvres ont  
« été créées ; considérant que, si les voies et moyens adoptés  
« pour alimenter ces caisses peuvent être conservés, le mode  
« de répartition des fonds en provenant comporte des amélio-  
« rations sans lesquelles les avantages qu'en doivent tirer les  
« populations resteraient inexistants ; considérant que la ré-  
« partition des fonds de ces Sociétés se fait actuellement d'une  
« façon telle qu'elle ne répond en rien aux besoins pressants  
« des petits cultivateurs indigènes et que ces derniers n'arri-  
« vent à toucher les sommes dérisoires qui leur sont allouées  
« qu'une fois les labours terminés ; considérant que, sans  
« insister outre mesure sur les vices des méthodes adoptées, il  
« importe de réorganiser complètement ces méthodes afin que  
« l'institution des Sociétés Indigènes de Prévoyance, excellen-  
« te en principe, arrive à rendre les services que l'on doit nor-  
« malement en attendre ; demande instamment à l'Adminis-  
« tration d'envisager de toute urgence une refonte de l'orga-  
« nisation des Sociétés Indigènes de Prévoyance qui doit ten-  
« dre à les assimiler aux Caisses de Crédit Agricole et d'ap-  
« pliquer cette réforme le plus rapidement possible. »

Les réformes que nous proposons auront pour objet diverses modifications à apporter :

— 1° Aux buts poursuivis par les Sociétés Indigènes de Prévoyance;

— 2° A leur capacité juridique;

— 3° A leur organisation.

Enfin, nous ajouterons à ces propositions la création d'un organisme central destiné :

*a)* A coordonner les efforts de toutes les Sociétés par des directives et des programmes d'ensemble;

*b)* A contrôler et surveiller leurs opérations.

---

## CHAPITRE PREMIER

~~~~~

BUTS A POURSUIVRE

~~~~~

Nul n'a défini, avec autant de bons sens et de clairvoyance que le Maréchal Bugeaud, les besoins des cultivateurs Indigènes. Qu'on veuille bien nous permettre de rappeler, à ce sujet, les recommandations, pleines de sollicitude, que l'illustre soldat-laboureur adressait aux populations rurales en 1845, presque à l'époque où, de son côté, le Capitaine Lapasset songeait à fonder les silos de prévoyance.

« Le Maréchal Gouverneur de toute l'Algérie et du  
« désert à tous les Arabes et Kabyles qui obéissent au  
« Roi des Français :

« Le Roi, notre maître à tous, veut que ses sujets  
« Arabes et Kabyles soient aussi bien gouvernés et aus-  
« si heureux que les Français. C'est une recommanda-  
« tion qu'il ne cesse de nous faire chaque fois qu'il nous  
« comble d'honneur en nous écrivant. Pour obéir à ses  
« ordres et aux inspirations de son cœur paternel, je  
« vous adresse les exhortations suivantes :

« Le premier moyen de réparer les maux de la guerre  
« et d'être heureux, c'est de rester fidèles à la promesse  
« de soumission que vous nous avez faite, et devant la-  
« quelle nous avons arrêté nos escadrons et nos batail-  
« lons. Il faut accepter franchement le décret de Dieu  
« qui a voulu que nous soyons venus gouverner ce pays.  
« Vous savez les malheurs qui sont arrivés aux tribus  
« qui se sont révoltées contre nous et les volontés de  
« Dieu.

« Le second moyen, c'est de vous occuper, avec activité et intelligence, d'agriculture et de commerce ;  
« établissez des villages, bâtissez de bonnes maisons en pierres et couvertes en tuiles, pour n'avoir pas tant  
« à souffrir des pluies et du froid en hiver, de la chaleur en été ; faites de beaux jardins et plantez des arbres fruitiers de toute espèce, surtout l'olivier greffé  
« et le mûrier, pour faire de la soie. Vous vendrez très bien l'huile et la soie, et du produit de la vente, vous  
« vous procurerez ce qui est nécessaire pour vous habiller et meubler vos maisons.

« Faites de grandes provisions de paille et de foin pour nourrir vos bestiaux pendant la mauvaise saison. Construisez des hangars pour abriter vos troupeaux contre les pluies et les neiges, qui en détruisent  
« beaucoup. Castrez les jeunes veaux et les agneaux, sauf ceux qui sont réservés pour la reproduction, et  
« ceux-ci doivent être les plus beaux. Les veaux et les agneaux castrés profitent davantage et se vendent  
« mieux au marché, parce que la viande est meilleure.

« Ayez de meilleures charrues pour mieux labourer la terre. Donnez un ou deux labours préparatoires  
« aux terres que vous voulez ensemençer la même année ; le premier en février ou en mars, le second en  
« mai. Par ce moyen, vous n'aurez pas cette grande quantité de mauvaises herbes qui nuisent tant à vos  
« récoltes. Avec des terres ainsi préparées, vous pourrez semer aux premières pluies d'octobre et vos blés  
« n'auront plus à craindre les sécheresses de mai ; ils seront en épis au milieu d'avril, vos récoltes auront  
« moins à redouter les sauterelles, ce fléau n'arrivant  
« ordinairement qu'en mai ; il trouvera vos orges mûres et vos froments bien prêts de l'être.

« Je ne saurais trop vous recommander de ne pas détruire vos forêts, comme vous le faites ; il viendra une  
« époque, je vous le prédis, où vous y trouverez une

« grande richesse. Il s'établira autour de vous des vil-  
« les populeuses, où vous vendrez à bon prix vos bois  
« de construction et de chauffage.

« Je ne vous en dirai pas davantage pour cette fois.  
« Quand vous aurez bien médité ces conseils d'ami et  
« que vous serez entrés dans la pratique des choses que  
« je vous ai recommandées, je vous en dirai d'autres,  
« toujours pour votre bien, car nous vous aimons com-  
« me des frères, et nous sommes affligés toutes les fois  
« que vous nous forcez à vous faire du mal. Salut. » (1).

Il y aurait aujourd'hui peu de choses à retrancher du programme de Bugeaud. Seuls, les moyens de réalisation, nécessités par l'évolution du crédit et des méthodes agricoles, devraient être envisagées.

Ainsi que nous l'avons expliqué, au cours de notre étude, la loi du 14 avril 1893 s'est manifestée insuffisante pour assurer efficacement ces moyens. Elle n'a prévu, en effet, que trois sortes d'opérations : 1° les secours ; 2° les prêts annuels, c'est-à-dire les prêts de campagne ou à court terme ; 3° les assurances collectives. Nous estimons qu'il est urgent d'élargir le champ d'action des Sociétés Indigènes de Prévoyance et d'y comprendre les objets suivants, en dehors des secours :

a) Le crédit agricole sous toutes ses formes, avec le concours des Caisses Régionales Françaises de crédit mutuel ;

b) La coopération dans toutes les branches de l'agriculture ;

c) La vulgarisation des méthodes Françaises de culture et de matériel moderne ;

---

(1) Bulletin Officiel des Actes du Gouvernement de 1830 au 24 juin 1858, page 204. — Dictionnaire de la Législation Algérienne par P. de Ménerville, Alger, 1877, au mot « Affaires Arabes », page 68, période 1830. — 1860.

- d) La vulgarisation des bonnes méthodes d'élevage;
- e) La pratique des assurances;
- f) L'habitat;
- g) D'une façon générale, le développement de toutes les œuvres intéressant l'agriculture.

I. — SECOURS. — Le but essentiel des Sociétés Indigènes de Prévoyance est d'amener les Indigènes à des habitudes de prévoyance et d'épargne. Il est donc nécessaire de renfermer dans d'étroites limites l'attribution des secours.

Les Sociétés de Prévoyance ne sauraient être transformées en Bureaux de Bienfaisance, distribuant normalement des secours permanents, temporaires et même accidentels. Ce rôle incombe aux institutions d'Assistance créées à cet effet, et, à défaut, aux communes, qui disposent d'ailleurs, pour venir en aide aux malheureux, de ressources importantes, telles que le produit des fêtes « Eurs », dont le tarif a été très sensiblement augmenté en 1927 (1) et des fonds de douars.

Les secours devront être réservés aux sociétaires, et seulement dans des cas tout-à-fait exceptionnels, résultant d'une calamité générale (inondations, sécheresse prolongée, invasion de sauterelles, danger de famine). Dans ces circonstances, les Sociétés Indigènes de Prévoyance distribueront, de préférence des secours en nature, dits remboursables dans la pratique administrative ; les intéressés seront tenus d'en restituer le montant, dès qu'ils ne seront plus dans le besoin.

II. CREDIT. — Nous rappellerons que la loi du 14 Avril 1893 (article premier) n'autorise que des prêts annuels.

---

(1) Voir décision du Gouverneur Général du 6 juin 1904, Estoublon et Lefébure, op. cit. 1904, page 37 et Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture d'Alger, n° 3, année 1927, page 92.

D'autre part, les ressources des Sociétés Indigènes de Prévoyance ne peuvent et ne pourront de longtemps, à raison de leur flagrante insuffisance, assurer un crédit convenable, même limité à des prêts de campagne. Il est donc indispensable de rechercher une autre organisation susceptible de parer à tous les besoins.

Des explications que nous avons données au chapitre II de la seconde partie de notre étude, il résulte :

1° que les Caisses Régionales de Crédit Mutuel Agricole exclusivement Indigènes, ont toutes échoué lamentablement, les dirigeants ne possédant ni la compétence, ni l'esprit de méthode, ni l'impartialité nécessaires pour administrer convenablement de tels organismes ;

2° que, par contre, les Caisses Régionales Françaises, notamment, celles de Tlemcen, de Sidi-bel-Abbès, de Mascara, de Bône et d'Alger qui ont accueilli les cultivateurs indigènes, ont donné toute satisfaction ; que ces cultivateurs s'y sont montrés excellents mutualistes et ont remboursé leurs prêts, aux échéances, avec autant d'exactitude que les Colons.

Dans ces conditions, il nous paraît tout indiqué, pour assurer aux Indigènes, membres des Sociétés Indigènes de Prévoyance, le crédit qui leur est indispensable et qui ne peut leur être fourni que par elles, de favoriser leur admission aux Caisses Régionales Françaises.

Malheureusement, beaucoup d'entre eux, ne sont pas connus, en dehors de la circonscription administrative qu'ils habitent, bien qu'ils présentent toutes les garanties d'honorabilité et de solvabilité voulues pour pouvoir bénéficier de prêts, même importants, et ils risqueraient, s'ils n'apportaient d'autres garanties que celles de leurs coreligionnaires se trouvant dans la même situation, de ne pas obtenir l'escompte de leurs effets. C'est là que doit intervenir, à notre avis, l'action bienfaisante des Sociétés Indigènes de Prévoyance dont ils font partie. En se portant caution de leurs obligations elles lève-

raient toute difficulté et le problème serait résolu au mieux de tous les intérêts en cause.

Elles joueraient, en somme, à l'égard des emprunteurs, un rôle analogue à celui que les Sociétés de caution mutuelle remplissent, conformément à la loi du 13 mars 1917 (1), vis-à-vis des commerçants, industriels, fabricants, artisans et Sociétés commerciales, en avalisant et endossant leurs effets et billets de commerce.

Ce mode de procéder serait également conforme à la pratique, suivie par le Gouvernement Général lui-même, pour le remboursement des avances qu'il consent aux Indigènes par l'intermédiaire et sous la responsabilité des Sociétés Indigènes de Prévoyance.

Enfin, pour atténuer les charges qui pèseraient de ce chef sur les Sociétés de Prévoyance, nous envisagerions volontiers une assurance-crédit, que nous examinerons plus loin, lorsque nous exposerons nos vues sur l'utilité d'un organisme central, destiné à coordonner les efforts de toutes les Sociétés.

III. COOPERATION. — Les silos des Sociétés Indigènes de Prévoyance tendent à disparaître, ce mode de conservation des grains ne répondant plus aux mêmes besoins qu'autrefois. Nous disposons aujourd'hui de moyens de communications nombreux, qui permettent d'apporter rapidement aux fellahs, dans les régions les plus reculées, les approvisionnements qui leur sont nécessaires.

Les silos ont été, d'ailleurs, avantageusement remplacés, au cours des dernières années, par les docks coopératifs qui sont utilisés pour l'achat et la vente des grains, et ont déjà rendu de très grands services aux populations agricoles.

Il est donc indispensable que les Sociétés Indigènes de Prévoyance soient autorisées à participer à la création et

---

(1) J. O. du 16 mars 1917.

au fonctionnement de ces organismes et de ceux de même nature, quel que soit le produit : tabacs, figues, olives, primeurs, dattes, etc... Il en est de même en ce qui concerne les autres formes de coopératives : coopératives de transformation des produits, de défoncement, de labourage, de battage, d'achat de matériel, etc.

Il en résultera incontestablement des avantages considérables pour les Sociétés et pour leurs adhérents.

En souscrivant des parts du capital des coopératives, les Sociétés Indigènes de Prévoyance auront le moyen de constituer, par région, des réserves de grains. Elles pourront également, après entente avec les Caisses Régionales auxquelles les Coopératives seront obligatoirement affiliées, récupérer sans difficulté le montant de leurs prêts.

Les sociétaires seront certains de vendre leurs produits à un prix rémunérateur et d'obtenir, grâce au warrantage, un crédit supplémentaire. Ils trouveront enfin des semences sélectionnées qui leur donneront de meilleures récoltes.

Les sociétés Indigènes de Prévoyance auront tout intérêt, à notre avis, pour la création et le fonctionnement des coopératives, à s'associer avec les colons et à poursuivre avec eux le but commun.

IV. VULGARISATION DES METHODES FRANÇAISES DE CULTURE ET DU MATERIEL MODERNE. — L'Algérie est un pays essentiellement agricole. Les quatre cinquièmes des Indigènes s'adonnent à l'agriculture, et possèdent neuf millions d'hectares de terres, non compris les communaux dont ils ont la jouissance presque exclusive. Mais ils ne tirent qu'un faible rendement de leurs cultures. Les statistiques établissent, en effet, que les moyennes de rendement à l'hectare ont été pendant les dernières années :

Pour le blé dur :

|                               |               |
|-------------------------------|---------------|
| Cultures Françaises . . . . . | 7 quintaux 33 |
| Cultures Indigènes . . . . .  | 4 quintaux 29 |

Et pour l'orge :

|                               |               |
|-------------------------------|---------------|
| Cultures Françaises . . . . . | 9 quintaux 21 |
| Cultures Indigènes . . . . .  | 5 quintaux 15 |

Il en résulte que le rapport entre les cultures Françaises et Indigènes est de 0,585 pour les blés et de 0,552 pour les orges.

En signalant aux Délégations Financières (1) cette situation fâcheuse due, pour les cultures indigènes, à une insuffisance de matériel agricole et de méthodes culturelles, M. Lévy, Délégué Financier, dont la haute compétence en matière agricole est reconnue par tous, constatait le fait suivant : si les mêmes terrains avaient été cultivés à la Française, le rendement supplémentaire aurait été de : 2.400.000 qx. pour les blés et de 4.200.000 quintaux pour les orges, représentant une valeur de plus d'un milliard de francs.

Et il ajoutait : « Plus d'un milliard de recettes supplémentaires, qui profiteraient à la population agricole indigène et partant à l'Algérie tout entière.... Aucun problème économique n'a, à beaucoup près, l'ampleur et l'importance de celui-ci. »

Les mêmes observations peuvent être présentées pour d'autres cultures indigènes, notamment celle de l'olivier.

Il y a donc un intérêt de premier ordre à amener les Indigènes à améliorer leur outillage et leurs méthodes, et c'est dans cette œuvre, capitale pour l'avenir du pays, que les Sociétés Indigènes de Prévoyance doivent être appelées à exercer leur action bienfaisante.

---

(1) Rapport présenté par M. Lévy à la Commission Interdéléataire de coordination de l'Enseignement Technique et Professionnel, 1927, page 54.

Elles donneront aux fellahs, grâce à un large crédit (à court, moyen et long terme), la possibilité d'acquérir le matériel qui leur est indispensable ; mais cela ne suffira pas. Elles devront aussi s'attacher à propager les procédés modernes susceptibles d'intensifier la production rurale. Chacune possèdera obligatoirement au moins un champ d'expérience et une pépinière.

De plus, il conviendra de confier au Service Agricole Général (Directeurs et Conseillers) le soin d'organiser et de surveiller ces champs d'expérience et ces pépinières, de faire dans tous les douars de nombreuses conférences de vulgarisation, de provoquer et d'encourager toutes les initiatives, de veiller au bon fonctionnement de toutes les institutions mutuelles ou professionnelles créées dans un intérêt agricole.

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance seront tenues d'accorder aux divers agents de ce service, pour l'accomplissement de leur mission, la collaboration la plus effective et, au besoin, le concours financier nécessaire.

V. VULGARISATION DE BONNES METHODES D'ELEVAGE. — L'élevage intéresse au plus haut point les populations indigènes rurales ; car il constitue, avec la culture des céréales, leur principale ressource. Elles possèdent la plus grande partie des cheptels bovin et ovin ; quant au cheptel caprin, qui comprend environ quatre millions de têtes, il est, pour elles, d'une importance égale à celles des deux premiers et il leur appartient exclusivement.

Grâce à l'activité du Service de l'Elevage, des résultats appréciables ont été déjà obtenus pour le maintien et le développement des troupeaux. Mais il reste encore beaucoup à faire, surtout pour l'amélioration bovine et ovine ; le plus grand effort à accomplir de ce côté doit porter sur la suppression dans les douars des mauvais géniteurs, leur remplacement par des taureaux et des béliers de choix, la création d'abris et la mise en réserve de nourritures d'hiver.

D'autre part, il est indispensable de coordonner les efforts, de montrer les meilleures méthodes, d'encourager les initiatives, de résoudre le problème alimentaire par l'augmentation des cultures fourragères, de modifier, dans certains cas, l'esprit individualistes qui doit céder le pas aux tendances mutuelles, étendre les pratiques vaccinales, etc... (1).

Les progrès à réaliser seront le résultat d'une étroite collaboration entre les éleveurs et l'Etat. Le service de l'Elevage a trouvé, jusqu'à ce jour, un précieux concours auprès des Syndicats Français, qui s'intéressent à cette importante question et parmi lesquels figurent au premier rang les Syndicats de Sétif, Sidi-bel-Abbès, Mascara et Tlemcen ; il a le droit de compter aussi, d'une façon absolue, sur celui des Sociétés Indigènes de Prévoyance.

C'est pourquoi, il conviendra de leur assigner, parmi les buts qu'elles doivent atteindre, le développement et l'amélioration des divers cheptels sous la direction technique et le contrôle du Service de l'Elevage.

VI. ASSURANCES. — Les assurances individuelles sont peu pratiquées par les Indigènes. Elles constituent cependant une garantie efficace contre les désastres redoutables qu'occasionnent la grêle, l'incendie, la mortalité du bétail, etc...

Tenant compte de l'indifférence manifestée à cet égard par les intéressés, nous estimons que les Sociétés Indigènes de Prévoyance devront cesser le droit de se substituer à eux, en contractant des assurances collectives. Elles seront cependant obligées de relever sensiblement les cotisations des sociétaires pour obtenir, grâce

---

(1) Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1928, présenté par M. Pierre Bordes, Gouverneur Général de l'Algérie, page 614.

à des primes en rapport avec les risques, une réparation suffisante du dommage.

VII. HABITAT. — Le dernier recensement fait ressortir qu'il existait en 1926, 368.912 gourbis et 116.877 tentes dans l'Algérie du Nord. Etablies dans des conditions d'hygiène déplorables, près de points d'eau mal aménagés, où le piétinement des animaux rend les eaux stagnantes et favorables à l'éclosion des anophèles, ces habitations manquent de tout confort et, de plus, exercent une influence très fâcheuse sur la santé des occupants. Isolées et mal protégées, elles sont exposées aux attaques des nombreux voleurs qui rôdent dans la région.

Il est aisé de comprendre, dans ces conditions, que l'on se soit préoccupé, à divers moments, de procurer aux Indigènes des campagnes un foyer digne de ce nom, plus agréable, plus sain et plus sûr. Tout le monde reconnaît aujourd'hui que leur relèvement moral et matériel est intimement lié à la solution de cette importante question, et les pouvoirs publics sont enfin entrés dans la voie des réalisations.

C'est en 1896, que le premier village indigène fut créé à Bédrabine, Commune Mixte de la Mékerra, sur l'initiative de M. Varnier, ancien Secrétaire Général du Gouvernement, alors Administrateur à Sidi-bel-Abbès, pour recevoir un certain nombre de familles qui avaient cédé leurs terres au service de la Colonisation ou les avaient vendues à des particuliers (1).

Un emplacement, très judicieusement choisi au centre d'un communal où des terres de labours avaient été mises à la disposition de ces familles, fut alloté selon les règles de voirie appliquées aux villages Français ; les maisons furent édifiées, dans les meilleures conditions de confort et d'hygiène, et coûtèrent chacune une som-

---

(1) Voir aux Annexes notre rapport sur les « Recasements Indigènes ».

me de quatre à cinq cents francs qui fut avancée par la Société Indigène de Prévoyance.

Chaque habitation comprend le logement familial, une petite cour, un hangar et une écurie ; le logement est composé de deux ou trois pièces, blanchies à la chaux et pourvues parfois de cheminées.

Le village est doté d'une salle de réunions de la Djemaâ, d'une mosquée, d'une salle de consultations gratuites, d'une école pour les garçons, d'un ouvroir pour les petites filles, de silos pour l'emmagasiner des grains, et enfin, de deux fontaines-abreuvoirs. Les rues sont larges, bordées d'arbres, de vastes trottoirs et de caniveaux pavés.

Le village est aujourd'hui très prospère. Les champs sont cultivés d'après les meilleures méthodes et les fellahs n'utilisent qu'un matériel Français.

Au même moment ou peu de temps après, d'autres villages ont été créés, selon des règles identiques, avec un peu moins de succès peut-être qu'à Bédrabine, sur plusieurs points de la même région : Méhadid, M'Saïf, Bentemine, Aïn-Kada, Oulad-Abid, Chier, Ouled-Bendib, Touaïta, Ouled-Amara, Kedadra, Gouassem, Chelaïfia.

Une autre expérience a été tentée en Kabylie par la Mission des Pères Blancs (1).

Les premières maisons furent construites au village de Tamazirt, aux Beni-Mengaliet, par les Pères Blancs eux-mêmes avec le concours des intéressés. Les constructions furent de petites dimensions en raison des ressources peu importantes dont ils disposèrent. Mais, dès le 24 mai 1912, le « Foyer Kabyle » fut fondé, avec l'appro-

---

(1) Nous remercions M. le Supérieur de la Mission des Pères Blancs de nous avoir communiqué les renseignements qui vont suivre et l'assurons de notre profonde reconnaissance.

bation ministérielle, sous le régime de la loi sur les Sociétés d'Habitations à Bon Marché.

« Le Foyer Kabyle » comprend deux sortes de sociétaires : ceux qui s'intéressent à l'œuvre sans y recourir et ceux qui en retirent des avantages.

Il a poursuivi l'exécution de son programme jusqu'en 1926. La cherté des matériaux et de la main-d'œuvre l'a empêché depuis cette date, de continuer cette œuvre intéressante.

Il a été construit, au village de Tamazirt, vingt-deux maisons. Au début, chaque habitation se composait d'une ou deux chambres assez exiguës et d'une petite cour ; en 1913, le nombre des pièces fut porté à trois.

Les chambres et les cours ont respectivement une superficie de 25 mètres carrés et de 40 à 45 mètres carrés. Les dépendances sont peu importantes ; dans la cour, il a été construit une remise pour le bois, parfois une chambre supplémentaire et un puits. Quatre maisons ont un étage.

Le coût de chaque maison a varié entre 600 et 800 frs avant la guerre ; il a atteint, depuis 1914, 1.200 et 2.000 francs, puis 6.000 et 7.000 francs. Certaines maisons valent aujourd'hui 15 et 20.000 francs ; cette plus-value provient, en partie, d'agrandissements effectués par les propriétaires.

Les sociétaires amortissent la dépense par un loyer annuel. Il leur est défendu d'y installer des ateliers, des entreprises commerciales, des débits de boissons. Si un propriétaire veut vendre sa maison, le « Foyer » a un droit de préemption.

L'action du « Foyer Kabyle » s'étend à d'autres villages : Tagmount-Azouz, Ouadhia, Bou-Noh, Ighil-Ali, ce dernier dans le Département de Constantine.

Les Pères Blancs ont créé dans leurs villages des champs d'expérience, des vergers-modèles et aussi des dispensaires, des ouvriers, des écoles pour les garçons et

les filles, plus spécialement des écoles ménagères pour celles-ci. Le grand hôpital des Beni-Mengallet, connu sous le nom d'Hôpital Sainte-Eugénie, dirigé par les Sœurs Blanches, rend les plus grands services aux populations Kabyles de la région.

De son côté, M. Charles Lévy, Délégué Financier, a créé, à Sétif, un village, Bel-Air, destiné à abriter les populations qui habitaient le quartier arabe, appelé aussi Village Nègre (1).

La construction des bâtiments a commencé en 1923. Chacun d'eux comprend douze chambres indépendantes de 25 mètres carrés environ accolées deux à deux et précédées d'une courette, sur laquelle donnent une porte et une fenêtre ; il est recouvert en tuiles, avec un aménagement de platelage. Les murs sont crépis en torchis à l'intérieur, en chaux et sable à l'extérieur. Lorsqu'une famille est nombreuse, on supprime les cloisons qui séparent les courettes.

On a créé, dans ces conditions, 220 chambres qui ont coûté chacune, à l'origine, une somme de 2.000 francs ; le prix de revient est aujourd'hui de 6.000 francs.

Les bâtiments ont été construits par la Commune à l'aide d'une subvention de la Colonie égale aux deux tiers de la dépense et d'un emprunt gagé sur les loyers. L'occupant paye une location de 10 francs par mois et au bout de 20 ans devient propriétaire.

La population de « Bel Air » s'élève à un millier de personnes.

Un centre d'éducation professionnelle comprenant un atelier de forge et de charronnage et une école de maçonnerie y a été fondé. On y trouve aussi une école de tapis.

---

(1) Renseignements communiqués par M. Lévy, que nous prions d'agréer l'expression de nos vifs remerciements.

Enfin, il convient de signaler que la mortalité qui était de 11 % au Village Nègre pendant les trois dernières années de son existence, a été inférieure à un pour cent à « Bel Air ».

Ce village est habité par des ouvriers qui travaillent, pour la plupart, dans la ville de Sétif. On n'y compte aucun agriculteur propriétaire.

Enfin, à El-Affroun, sous l'intelligente impulsion d'un autre mutualiste dévoué, M. Averseng, l'habitat indigène a trouvé une heureuse solution (1).

Un premier groupe de maisons a été édifié en 1928 ; un deuxième est en voie d'achèvement. L'opération est placée sous le régime de la loi sur les Habitations à Bon Marché.

Chaque maison comprend deux logements d'une ou de deux pièces avec cuisine, cour intérieure, w.-c. et jardin.

Les deux logements coûtent 15.000 francs s'il s'agit du petit modèle (1 pièce) et 22.000 francs s'il est question du grand modèle (2 pièces). Il a été ainsi construit 26 maisons, soit 52 logements.

Les occupants actuels bénéficient, au même titre que les Français, de toutes les œuvres d'assistance et de mutualité créées à El-Affroun. Ce sont des ouvriers qui travaillent dans les différents établissements de la localité (caves, docks, coopératives, etc...), chez des particuliers ou chez des agriculteurs.

Nous rendons un hommage reconnaissant au dévouement des Pères Blancs et à celui de MM. Varnier, Lévy et Averseng, qui ont eu foi dans l'avenir et tracé aux pouvoirs publics la bonne voie à suivre.

Nous sommes également heureux de constater que le bel exemple qu'ils ont donné n'aura pas été vain. En ef-

---

(1) Nous remercions M. Averseng de nous avoir communiqué ces renseignements et l'assurons de notre gratitude.

fet, sur la proposition de l'un d'eux, M. Lévy, les Assemblées Algériennes, convaincues de la nécessité de résoudre sans plus tarder cette importante question, ont inscrit au Budget de 1930 un premier crédit de cinq millions pour amorcer l'exécution d'un programme de construction d'habitations destinées aux fellahs (1).

Dans quelles conditions pourra s'exercer la participation des Sociétés Indigènes de Prévoyance à cette œuvre qui intéresse au plus haut point leurs membres, puisque le programme en question prévoit la création de quatre mille villages de cent habitants, soit la transformation d'un nombre égal de gourbis, taudis ou tentes en habitations confortables ?

Aux termes de l'article 3 de la loi du 6 Décembre 1923 « les associations reconnues d'utilité publique » pourront être admises à bénéficier d'avances de l'Etat dans les mêmes conditions que les Sociétés de Crédit Immobilier », pour l'acquisition ou la construction de maisons individuelles à bon marché, ou encore pour l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution de petites exploitations rurales (2).

D'autre part, l'article 21 de la loi du 13 juillet 1928 assimile les Sociétés de Crédit Régional Mutuel aux Sociétés de Crédit Immobilier pour diverses opérations concernant les habitations agricoles (3).

Il semble que les Sociétés Indigènes de Prévoyance qui bénéficient de la reconnaissance d'utilité publique et ont pour mission essentielle, comme les sociétés de crédit régional, d'assurer le crédit nécessaire à leurs adhérents, pourront être appelées, sans difficulté, à recevoir

---

(1) Procès-verbaux des Délégations Financières. Session ordinaire 1929. Assemblée Plénière, page 600.

(2) J. O. du 9 décembre 1923, page 11.462.

(3) J. O. du 17 juillet 1928, page 7.998.

les avances que la Colonie consentira pour la construction des habitations prévues au programme.

Cette combinaison serait avantageuse pour tous et nous estimons, dès lors, qu'on doit prévoir, parmi les buts des Sociétés Indigènes de Prévoyance, l'acquisition, la construction et l'aménagement des logements ruraux.

VIII. ŒUVRES AGRICOLES. — Nous ne pouvons énumérer toutes les œuvres auxquelles les Sociétés Indigènes de Prévoyance pourront s'intéresser. Il y aura donc lieu de ne pas en limiter le nombre, et de dire simplement qu'elles seront autorisées à donner leur concours à toutes les œuvres agricoles d'intérêt collectif, notamment à l'électrification des campagnes.

---

## CHAPITRE II

~~~~~

CARACTERE JURIDIQUE

~~~~~

Pour accomplir utilement leur mission, les Sociétés Indigènes de Prévoyance doivent jouir d'une capacité juridique beaucoup plus étendue que celle qui leur a été accordée par la loi du 14 avril 1893.

Les restrictions apportées à leurs droits par ce texte ne se justifient plus ; en outre, elles se concilient difficilement avec la nature et la multiplicité des opérations que les sociétés sont appelées à effectuer.

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance doivent être autorisées :

1° à acquérir, à titre gratuit ou onéreux, des biens meubles et *immeubles*.

La prohibition qui leur a été faite de posséder des immeubles est inadmissible. Les législations Tunisienne et Marocaine, relatives aux Sociétés Indigènes de Prévoyance, ne la contiennent pas et l'on ne voit pas les raisons pour lesquelles elle serait maintenue en Algérie.

2° à recevoir des *legs* mobiliers et immobiliers ; la loi de 1893 n'a pas prévu les legs ;

3° à recevoir des subventions de l'Etat, des Départements, des Communes et de *toutes sociétés* notamment de sociétés Agricoles ou de Bienfaisance.

La loi de 1893 limite, sans raison plausible, aux Sociétés agricoles ou de bienfaisance la faculté d'attribuer des subventions.

4° à recevoir des *avances de l'Etat, avec ou sans intérêt*. D'après la législation en vigueur, l'Etat ne peut accorder que des subventions.

5° à contracter des emprunts auprès de tous établissements agricoles ou financiers. La loi de 1893 n'autorise que des emprunts entre sociétés de prévoyance. Nous avons vu, au chapitre I de la seconde partie, combien ces opérations sont illusoires.

6° à ester en justice.

7° à placer leurs fonds libres au mieux de leurs intérêts, notamment en valeurs de l'Etat ou de l'Algérie, ou garanties par l'Etat ou l'Algérie, en valeurs des Départements et des Communes, en parts ou actions des sociétés agricoles avec lesquelles elles seront en relations d'affaires et, le cas échéant, en acquisition d'immeubles. Leurs dépôts en compte courant seront effectués de préférence aux Caisses Régionales auxquelles leurs adhérents seront affiliés.

Les dispositions qui précèdent sont nouvelles ; les placements et dépôts qu'elles énumèrent remplaceront avantageusement le dépôt, actuellement obligatoire, à la Caisse des Dépôts et Consignations, dont l'intérêt est de 1 p. 100.

8° à s'associer entre elles.

Nous ne pouvons que confirmer ce que nous avons exposé à ce sujet (1). Grâce à l'association, les difficultés les plus grandes, rencontrées par les Sociétés Indigènes de Prévoyance, seront facilement surmontées.

Enfin, nous exprimons le vœu que le Législateur ramène à ce qu'elle doit être, c'est-à-dire à un contrôle sérieux, la tutelle administrative qui a, trop souvent, entravé leur fonctionnement.

---

(1) Supra, pages 141 et 142.

### CHAPITRE III

~~~~~

REORGANISATION DES SOCIETES

~~~~~

L'organisation des Sociétés, telle qu'elle résulte de la loi du 14 Avril 1893, et surtout des pratiques fâcheuses que nous avons signalées, ne permet pas d'atteindre les buts envisagés. Il est indispensable d'y apporter de profondes modifications.

I. SOCIETES ET SECTIONS. — Nous avons vu qu'un certain nombre de Sociétés, créées dans des Communes de Plein Exercice de peu d'étendue, avaient une existence fictive ou ne rendaient aucun service. Il y a lieu de remédier à la situation, en procédant comme nous l'avons déjà indiqué au chapitre des Critiques. Il est désirable, à notre avis, qu'une Société puisse étendre son action sur plusieurs Communes de Plein Exercice ; nous pensons également que, lorsqu'on se trouve en présence de deux Sociétés, l'une prospère en Commune Mixte, l'autre précaire en Commune de Plein Exercice, fonctionnant dans la même localité, il y aurait intérêt à n'avoir qu'une seule Société.

Pour les mêmes motifs, on pourrait, en certains cas, grouper deux ou plusieurs douars en une seule section.

II. SOCIETAIRES. — Les Sociétés ne doivent comprendre que ceux pour qui elles ont été instituées, c'est-à-dire les ouvriers agricoles, les petits et moyens fellahs, qui ne présentent pas assez de notoriété ou de garanties pour être admis au crédit des Etablissements Financiers. Les riches n'ont pas besoin de leurs services, et il conviendra de les en écarter impitoyablement, à moins qu'ils ne con-

sentent à y figurer comme membres honoraires ; c'est un point essentiel, qui devra retenir toute l'attention des conseils d'administration.

D'autre part, l'adhésion ne peut être que volontaire. Il est, d'ailleurs, permis d'espérer qu'à la suite de la révision de la loi du 14 Avril 1893, beaucoup d'Indigènes, constatant les heureux résultats de la nouvelle organisation, s'empresseront de réclamer leur inscription.

La Section doit rester, à la base, l'organisme utile et indispensable qui permettra d'intéresser les sociétaires au bon fonctionnement de l'institution. C'est en effet, dans la Section, que, d'après notre projet, se manifestera la vie la plus active de la Société, puisqu'il ne pourra être effectué aucun secours, aucun prêt, aucune assurance, en un mot aucune opération sans l'examen le plus attentif et la proposition ferme de ses représentants au sein du Conseil. L'essentiel sera, pour elle, de bien choisir les mandataires, à qui elle confiera le soin et la responsabilité d'assumer une charge aussi lourde.

Le Décret du 6 Février 1919 (article 14) et l'arrêté gubernatorial du 5 Mars de la même année (article 18) décident « qu'en ce qui concerne l'administration des Sociétés Indigènes de Prévoyance... les Djemaâs de « douar » élues par l'ensemble des électeurs Indigènes inscrits sur les listes électorales, « sont investies des attributions conférées aux Conseils de Section par la loi « du 14 Avril 1893 et l'arrêté du 7 Décembre 1894 ».

Cette disposition a eu pour effet d'admettre dans les Conseils, ainsi que nous l'avons fait remarquer (1), des Indigènes qui ne font pas partie des Sociétés de Prévoyance et qui, cependant, prennent une part active à leur gestion. Les membres des Djemaâs de douars, dont les intérêts sont souvent étrangers à ceux des sociétaires,

---

(1) *Supra*, page 131.

ne peuvent apporter à la bonne administration des sociétés toute l'activité et tout le concours désirables. Cet état de choses est loin de faciliter la tâche des autorités locales, qui ne trouvent pas souvent dans les Djemaâs de douars la collaboration sur laquelle elles seraient en droit de compter.

Il paraît donc utile de débarrasser les Sociétés Indigènes de Prévoyance de tous les éléments qui peuvent contrarier leur fonctionnement et nuire à leur développement. A cet effet, il conviendra de confier l'administration et la gestion des sections à des membres élus par les sociétaires. Ainsi, sera réalisé le vœu formulé dès 1893 par M. Bourlier, lorsqu'il disait dans son rapport : « L'opinion unanime des membres est favorable à la désignation par l'élection, autant qu'il sera possible. Cette mesure ne peut être accueillie que favorablement. S'il y a un terrain propice pour tenter une expérience électorale entre indigènes, c'est bien celui-ci, où l'intérêt des électeurs est bien défini et où, par conséquent ils courent peu de risques de se tromper dans leurs choix. La pratique des élections est de nature à attacher davantage les Indigènes et surtout les Kabyles à leurs Sociétés. Elle produira chez tous un bon effet en leur montrant que nous sommes disposés à leur concéder les libertés dont ils peuvent faire usage. »

III. CONSEIL D'ADMINISTRATION. — C'est au Conseil d'Administration qu'incombera le soin de centraliser les propositions des Conseils de Section et d'y donner la suite qu'elles comporteront ; il lui appartiendra aussi de prendre toutes autres initiatives conformes aux buts de la Société. Dans la rigueur des principes, il devrait être exclusivement composé de sociétaires. Mais nous savons que les Indigènes, en général, n'ont pas encore acquis ni la compétence, ni l'esprit de méthode et d'orga-

nisation voulues pour mener à bien une entreprise aussi complexe et aussi délicate ; ils sont également trop accessibles aux considérations de personnes, dont parlait M. Jonnart dans sa circulaire du 4 Décembre 1908, pour agir, en pareille circonstance, avec toute l'impartialité nécessaire.

Il y aura donc lieu d'adjoindre aux membres Indigènes sociétaires, qui, sauf avis meilleur, seraient les présidents de section, des colons Français, choisis parmi les plus qualifiés par leur connaissances des pratiques de crédit, leur expérience des questions agricoles et l'intérêt qu'ils ont porté au relèvement moral et matériel des Indigènes. La présence aux Conseils d'Administration d'hommes compétents, consciencieux et dévoués, comme MM. Lévy, Vallet et Averseng, exercerait certainement la plus heureuse influence sur le fonctionnement des Sociétés.

Le Conseil d'Administration sera toujours présidé, en Commune Mixte et Indigène, par l'Administrateur ou l'Officier placé à la tête de la circonscription ; ils ont seuls l'autorité indispensable pour diriger les services administratifs d'une institution pareille et ils disposent de tous les moyens d'action pour en assurer la prospérité.

Dans les Communes de Plein Exercice, la présidence pourra être confiée à un notable Français de la région présentant les meilleures garanties de compétence et d'honorabilité.

Il sera, enfin, nécessaire d'admettre, dans l'Assemblée, à titre consultatif, les représentants des services officiels de l'Agriculture, tels que les Conseillers du Service Général Agricole et les Vétérinaires Régionaux.

Les fonctions de trésorier seront remplies par un agent spécial, au courant de la comptabilité commerciale. N'étant pas absorbé par d'autres occupations, il consacra tout son temps et toute son activité aux opéra-

tions de l'association ; il s'attachera notamment à poursuivre, avec exactitude, la rentrée, si défectueuse jusqu'à ce jour, des restes à recouvrer, et il sera, en outre, tout désigné pour guider et conseiller les adhérents de la Société Indigène de Prévoyance affiliés à une Caisse Locale de Crédit Agricole.

IV. ASSEMBLEE GENERALE DE LA SOCIETE. — L'Assemblée générale des Sociétés Indigènes de Prévoyance n'a jamais fonctionné ; il faut reconnaître du reste, que ses attributions avaient été très imparfaitement définies par la loi du 14 Avril 1893.

Il est essentiel, pour réaliser l'éducation mutualiste des Indigènes et les amener à s'intéresser au bon fonctionnement des Sociétés, de les admettre à la gestion sociale et au contrôle des opérations. Seule, l'Assemblée Générale, organisée d'une façon simple et pratique, permettra d'atteindre ce double but.

Certes, il ne saurait être question de convoquer individuellement à une Assemblée Générale tous les membres d'une Société Indigène de Prévoyance, qui pourraient, dans certaines communes, s'élever à plusieurs milliers de personnes. Une telle façon de procéder se heurterait, dans la pratique, à des difficultés considérables, sur lesquelles nous croyons inutile d'insister.

Mais nous ferons observer que les mêmes difficultés ont été rencontrées par les coopératives de consommation à gros effectifs et à circonscription étendue et que le législateur y a remédié par la loi du 3 Juillet 1925 (1), dont l'article premier est ainsi conçu : « Les membres  
« de Sociétés Coopératives de consommation peuvent  
« être répartis par sections en vue de l'organisation de  
« l'Assemblée Générale. Tout membre d'une Section ne  
« peut se faire représenter aux réunions de sa section

---

(1) J. O. du 4 juillet 1925, page 6.206.

« que par un associé. Chaque section nomme un ou plusieurs délégués dans les conditions fixées par les statuts. La réunion des délégués de toutes les sections formera l'Assemblée Générale. Les sections peuvent nommer des délégués supplémentaires. A défaut de suppléants, dans le cas où un délégué n'assisterait pas à l'Assemblée Générale, un de ses collègues peut prendre part aux délibérations en son lieu et place. »

Il s'agira d'appliquer aux Sociétés Indigènes de Prévoyance des dispositions identiques.

Il est intéressant de remarquer que l'assemblée Générale de la Société de Prévoyance de l'Afrique Occidentale Française est instituée d'après des règles se rapprochant beaucoup de celles prévues par la loi du 3 juillet 1925 pour les coopératives de consommation.

L'assemblée Générale, ainsi constituée, n'aura pas à s'occuper de la nomination des Administrateurs, les membres Indigènes n'étant autres que les Présidents des Conseils de Section et les membres Français devant être désignés dans des conditions spéciales que nous examinerons au chapitre suivant de notre étude.

Elle approuvera le bilan et les comptes sur le rapport de commissaires, parmi lesquels figureront des notables Français en nombre égal à celui des commissaires Indigènes. Elle donnera quitus aux Administrateurs. Il lui appartiendra de statuer, soit sur les points qui lui auront été expressément réservés par les statuts, soit sur tout ce qui excèdera les pouvoirs des Administrateurs.

Enfin, elle se réunira en séance extraordinaire, pour délibérer sur les modifications aux statuts ou sur les propositions de dissolution de la Société.

V. INSPECTION ET CONTRÔLE. — Les fonctionnaires, chargés de l'inspection des Institutions de Mutualité et de Prévoyance Sociale, auront qualité pour vérifier à

toute époque la comptabilité et la gestion des Sociétés Indigènes de Prévoyance. Ils pourront exiger la production de toutes pièces justificatives.

Le même droit de vérification et de contrôle appartiendra aux agents qui seront désignés à cet effet par l'organisme central dont nous proposons la création au Chapitre suivant.

---

## CHAPITRE IV

~~~~~

ORGANISME CENTRAL CREATION d'une FEDERATION des SOCIÉTÉS INDIGÈNES DE PRÉVOYANCE

~~~~~

Ainsi que nous l'avons exposé au cours de notre étude (1), les Sociétés Indigènes de Prévoyance n'ont aucun rapport entre elles, à l'exception du seul cas où, les ressources d'une Société étant insuffisantes, celle-ci décide de contracter un emprunt auprès d'une ou de plusieurs Associations similaires.

Il leur est interdit de s'associer entre elles; l'expérience a démontré que cette prohibition n'était pas sans présenter de graves inconvénients. D'une part, les Sociétés Indigènes de Prévoyance n'étant soumises à aucune directive commune —, effective et suivie —, se sont trop souvent épuisées en efforts divergents ; leurs opérations n'ont pas été suffisamment contrôlées. D'autre part, elles ont été impuissantes, à cause de leur isolement à se procurer les ressources nécessaires pour atteindre certains buts essentiels.

Les Protectorats Tunisien et Marocain ne sont pas tombés dans cet écueil. Ayant appliqué au début la Législation Algérienne, ils n'ont pas tardé à en constater les imperfections et à prendre les mesures nécessaires pour donner à l'activité de leurs Sociétés le maximum d'effet.

---

(1) *Supra*, pages 27, 141 et 142.

Nous estimons qu'il est urgent de réformer la Législation Algérienne sur ce point important, d'autoriser les Sociétés Indigènes de Prévoyance à s'associer entre elles, comme nous l'avons indiqué au Chapitre III de la présente partie, et de leur faire une application de ce principe nouveau en leur permettant de se grouper en Fédération Générale.

Nous pensons même qu'en considération des grands avantages que les Sociétés retireront de cette institution, il conviendra de provoquer une disposition législative leur faisant l'obligation d'y adhérer.

**I. OBJET ET CAPACITE JURIDIQUE DE LA FEDERATION.** — La Fédération Générale aura pour objet :

1° de coordonner les efforts des diverses Sociétés ; de leur donner les directives communes nécessaires à leur fonctionnement, conformément à un programme établi chaque année sur la proposition de leurs Conseils d'Administration ;

2° de les aider à atteindre les divers buts qui leur sont assignés, notamment en matière d'assurances et d'habitat ;

3° de recevoir de l'Etat des avances remboursables et de les transmettre, sous sa responsabilité, aux Sociétés intéressées ;

4° de recevoir et de répartir les subventions de l'Etat ;

5° de constituer un fonds de secours général, destiné à seconder, en cas d'événements calamiteux, les efforts des Sociétés, dont les ressources seraient insuffisantes pour venir en aide aux malheureux ;

6° de contracter des emprunts, sous sa seule garantie et, si besoin est, avec la garantie solidaire d'une ou plusieurs Sociétés Fédérées ;

7° de contrôler les opérations des Sociétés.

Nous ajouterons à cette énumération quelques explications sur l'intervention de la Fédération Générale dans les opérations d'assurances, d'habitat et de secours.

A. ASSURANCES. — Les Sociétés Indigènes de Prévoyance se trouveront en présence de deux catégories d'assurances : 1° contre les risques des événements calamiteux ; 2° contre les risques de l'insolvabilité des emprunteurs qu'elles auront cautionnés. Il y aura un grand intérêt à ce que les unes et les autres soient centralisées par la Fédération Générale ; car cette dernière pourra, suivant les résultats constatés par l'expérience de plusieurs années :

ou assurer elle-même les risques des Sociétés Fédérées, sans recourir aux Compagnies et aux Sociétés Mutuelles d'assurances ;

ou obtenir de ces établissements une assurance qui, en raison de l'importance de l'affaire et d'une grande division des risques, sera nécessairement plus avantageuse que les assurances isolées des Sociétés.

Signalons, à simple titre de renseignements, que les assurances collectives, pratiquées de 1909 à 1929 par diverses Sociétés Indigènes de Prévoyance auprès de la Caisse Centrale d'Assurances Mutuelles d'Alger, a donné les résultats suivants :

|                                        |                |
|----------------------------------------|----------------|
| Montant total des primes versées.....  | 906.605 fr. 76 |
| Montant total des indemnités payées .. | 628.173 fr. 21 |

---

D'où un bénéfice de ..... 278.432 fr. 55  
pour la Caisse Centrale.

B. HABITAT. — La Fédération Générale nous paraît qualifiée pour recevoir et utiliser les fonds que la Colonie affectera à la création de villages Indigènes. D'accord avec le Gouvernement, elle réalisera le programme arrêté à cet effet. Elle assurera, avec le concours des Sociétés Fédérées, l'installation proprement dite des villages (rues, conduites d'eau, écoles, etc...), à moins que l'Administration ne préfère en charger ses services techniques ; elle fera élever, dans les mêmes conditions,

les constructions destinées à l'habitation et fixera le montant de l'annuité d'amortissement que chaque occupant devra payer. Le montant des remboursements sera versé, par l'intermédiaire des Sociétés Indigènes de Prévoyance et sous leur responsabilité, à un compte spécial, géré par la Fédération Générale, ce qui lui permettra de renouveler ses opérations sur d'autres points.

**C. FONDS GENERAL DE SECOURS.** — La constitution de ce fonds est basée sur le principe de la solidarité qui doit exister dans le malheur entre toutes les Sociétés Indigènes de Prévoyance.

Les événements ont démontré que, lorsque des calamités, exceptionnellement graves, fondent sur elles, les Sociétés peu fortunées éprouvent les plus grands embarras, faute de ressources, pour venir immédiatement en aide aux malheureux ; les Sociétés riches, elles-mêmes, se trouvent parfois quelque peu gênées dans ces tristes circonstances.

En présence de cette fâcheuse situation, il nous paraît indispensable de constituer, par des prélèvements annuels sur les cotisations des sociétaires et sur les bénéfices de chaque association, un fonds général, dont la Fédération disposera pour avancer des secours urgents aux Sociétés éprouvées, possédant des ressources insuffisantes.

La Fédération Générale sera un établissement d'utilité publique. Elle jouira de la même capacité juridique que les Sociétés Fédérées et placera ses fonds dans les mêmes conditions.

**II. CONSEIL D'ADMINISTRATION. COMPOSITION ET POUVOIRS.** — Le Conseil d'Administration sera composé :

1° de délégués Français et de délégués Indigènes désignés par les Sociétés Fédérées ;

2° de délégués choisis par le Gouverneur Général.

La présence dans le Conseil de cette seconde catégorie d'Administrateurs est justifiée par l'importance des avances que l'Algérie aura à consentir à la Fédération. Les Directeurs des Affaires Indigènes, de l'Agriculture et des Finances auront entrée au Conseil d'Administration avec voix consultative.

Le Conseil sera investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Fédération et faire ou autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Il aura notamment les pouvoirs suivants, lesquels seront énonciatifs et non limitatifs :

Il représentera la société vis-à-vis des tiers et de toutes Administrations ;

Il nommera et révoquera tous les agents et employés de la Fédération et fixera leurs traitements, salaires, remises, gratifications, etc ;

Il désignera les membres Français des Conseils d'Administration des Sociétés Indigènes de Prévoyance. Par mesure transitoire, les premières nominations, qui auront lieu pour cette catégorie d'administrateurs, dès la nouvelle organisation, seront faites par le Gouverneur Général ;

Il prendra toutes mesures utiles pour la coordination des efforts des Sociétés Fédérées ; à cet effet, il arrêtera le programme des opérations qu'elles devront réaliser dans le courant de l'année suivante ;

Il répartira les avances de l'Etat et veillera à ce qu'elles soient exactement remboursées ;

Il répartira également les subventions reçues ;

Il fixera d'urgence, dès que les besoins se manifesteront, le montant des secours remboursables à consentir aux Sociétés éprouvées par des calamités exceptionnelles graves et dont les ressources seront insuffisantes ;

Il déterminera le placement des sommes disponibles ;

Il contractera les emprunts nécessaires ;

Il exercera toutes actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant ;

Il autorisera tous traités, transactions, compromis, tous acquiescements et désistements, etc...

III. ASSEMBLEE GENERALE. — L'assemblée Générale (annuelle ou convoquée extraordinairement) se composera :

1° des représentants des Sociétés Fédérées ;

2° des représentants de l'Algérie nommés par le Gouverneur Général.

Ses attributions seront identiques à celles de l'Assemblée Générale des Sociétés Indigènes de Prévoyance.

IV. CONTRÔLE. — La Fédération devra se soumettre à toutes opérations de contrôle et de surveillance auxquelles seront astreintes les Sociétés Fédérées,

---

## CHAPITRE V

~~~~~

PROCEDURE A SUIVRE POUR OBTENIR LE TEXTE LEGISLATIF AUTORISANT LES REFORMES

~~~~~

Des explications qui précèdent, il résulte qu'il y a lieu de refondre entièrement la Législation des Sociétés Indigènes de Prévoyance. Seul, le Parlement a qualité pour la modifier, puisqu'elle a été instituée par une loi.

Mais il est à craindre que la lenteur des travaux parlementaires ne permette pas d'espérer une promptة solution.

Nous rappellerons que, si les Protectorats Marocain et Tunisien ont pu établir une réglementation donnant toute satisfaction, ils le doivent surtout à la souplesse de leur régime législatif, qui a permis d'adapter rapidement les textes aux besoins successifs qui se révélaient et d'y apporter les mises au point indispensables, au fur et à mesure que se dégageaient les leçons de l'expérience.

La réforme des Sociétés Indigènes de Prévoyance Algériennes s'impose de toute évidence et d'elle dépend un relèvement certain, à brève échéance, de la situation morale et matérielle de nos populations Indigènes rurales.

Cependant, quelles que soient les améliorations qui seront réalisées, on ne devra pas se flatter, en les concrétisant dans une loi, d'avoir fixé la Législation ; car celle-ci est bien loin d'avoir achevé son évolution. De nouveaux remaniements ne tarderont pas à être envisagés, tant les besoins à satisfaire sont mobiles et changeants.

La machine Législative, si difficile à mettre en mouvement, devra-t-elle donc fonctionner encore pour chacune des modifications ?

Nous remarquons aussi que la réforme projetée ne se rapporte ni à l'organisation générale du pays, ni à l'état des personnes, ni à la propriété, ni à la législation criminelle, c'est-à-dire aux seules questions Algériennes qui semblent devoir être réservées aux délibérations du Parlement (1).

Pour ces motifs, nous pensons qu'il sera utile d'insister auprès du Législateur pour qu'il veuille bien, après avoir abrogé la loi du 14 Avril 1893, se dessaisir de son pouvoir en faveur du Président de la République en vue des réglementations à venir.

C'est la procédure qui a été déjà autorisée, pour une organisation analogue —, celle du Crédit Mutuel et de la Coopération Agricoles en Algérie — par la loi du 20 Décembre 1924 (2).

Nous en réclamons le bénéfice pour les Sociétés Indigènes de Prévoyance.

---

(1) Larcher, op. cit. tome I, page 213.

(2) J. O. du 22-23 Décembre 1924, page 11.214.



# ANNEXES





ANNEXE I

~~~~~

JUGEMENT DU TRIBUNAL D'ORLEANSVILLE
DU 9 JUIN 1925

~~~~~

Le Tribunal de première instance d'Orléansville a rendu le jugement dont la teneur suit, entre :

La Société Indigène de Prévoyance de la Commune Mixte du Chélif, demanderesse,  
et M. Belhadj Ziane Mokeddem Ben Djilali, défendeur ;

Vu le jugement, avant dire droit, du 10 Février 1925, ayant déféré au Président de la Société demanderesse le serment suivant :

« Je jure qu'en Décembre 1918, la Société Indigène de « Prévoyance a consenti à Belhadj Ziane un prêt de « 1.000 francs, productifs d'intérêts au taux de 5 % » ;  
Attendu que ce serment a été prêté ;

Attendu que la Société maintient sa demande en paiement de cette somme de 1.000 francs avec intérêt et sollicite l'exécution provisoire du jugement ;

Attendu que Belhadj Ziane soulève l'incompétence ratione materiae du Tribunal, à raison de ce que par arrêté du 7 Décembre 1894, M. le Gouverneur Général de l'Algérie a décidé, en vertu des pouvoirs à lui conférés, que l'action en recouvrement des prêts consentis par ces Sociétés serait effectuée comme en matière musulmane ;

Sur l'incompétence ;

Attendu que ces Sociétés Indigènes de Prévoyance jouissent de la personnalité civile aux termes de l'article 8 de la loi du 14 Avril 1893 ;

Attendu qu'il s'agit donc de personnes morales créées et organisées par la loi Française, et échappant par là à la juridiction musulmane, et qu'il importe peu qu'elles soient exclusivement ou non composées d'indigènes musulmans ;

Attendu, il est vrai, que l'article 19 de la loi du 14 Avril 1893 énonce que des arrêtés du Gouverneur Général en réglementent les mesures d'exécution et que l'arrêté gubernatorial du 7 Décembre 1894, article 12, édicte que les actions en recouvrement des prêts seront poursuivis comme en matière musulmane conformément au Décret du 19 Avril 1889 ;

Mais attendu qu'il s'agit là d'une véritable dérogation à l'organisation judiciaire en Algérie, qui n'a maintenu la juridiction musulmane qu'entre indigènes musulmans et que pareille dérogation ne constituerait plus une mesure d'exécution, mais bien législative ;

Attendu que le Tribunal est donc compétent ;

Sur le fond :

Attendu que le serment prêté par le Président de la Société Indigène de Prévoyance a confirmé les présomptions qui existaient en faveur de la demande qui doit donc être accueillie ;

Sur l'exécution provisoire :

Attendu qu'elle peut être ordonnée, aucune des conditions prévues par l'article cent trente-cinq du Code de Procédure Civile ne se trouvant remplie ;

Par ces motifs :

Se déclare compétent ;

Condamne Belhadj.....

---

## ANNEXE II

~~~~~

ARRET DE LA COUR D'APPEL D'ALGER

DU 20 JUIN 1927

~~~~~

Entre Belhadj Ziane appelant par exploit du 5 Septembre 1925 d'un jugement rendu par le Tribunal Civil d'Orléansville, le 9 Juin 1925 ;

et la Société Indigène de Prévoyance du Chélif, poursuites et diligences de son Président ;

La Cour,

Où les avoués des partis, leurs avocats et le Ministère Public statuant contradictoirement et publiquement et après délibéré ;

Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Sur la compétence : adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges ;

Et en outre, attendu que la demande même de l'intimé, qui conclut non seulement au remboursement d'un prêt, mais encore et conformément à son droit non discuté au paiement des intérêts à 5 p. 100 du montant du prêt contraire à la législation musulmane, ne pourrait évidemment soumettre pareille demande à la juridiction devant laquelle l'appelant sollicite son renvoi et qui, par ailleurs, pour les autres motifs de droit déduits au jugement déféré et en vertu de la jurisprudence régissant la matière, ne saurait connaître du litige ;

Attendu dès lors que les premiers juges se sont à bon droit déclarés compétents et qu'il échet de confirmer de ce chef leur décision ;

Au fond (sans intérêt);

Pour ces motifs :

Reçoit l'appel comme régulier en la forme ;

Et, sans s'arrêter aux demandes, fins et conclusions de l'appelant, confirme, tant en la compétence qu'au fond, le jugement déferé pour sortir son plein et entier effet et être exécuté selon ses formes et teneurs.

---

### ANNEXE III

~~~~~

UN CENTRE DE RECASEMENT : BEDRABINE

~~~~~

Dans sa thèse de doctorat sur le « Fellah Algérien », M. J. Van Vollenhoven a consacré une étude particulièrement intéressante à l'installation, sur des terrains communaux de douars de la région de Sidi-bel-Abbès, de plusieurs groupes indigènes dépourvus de terres ou dépossédés de leurs propriétés pour les besoins de la colonisation ou pour toute autre cause.

Cette opération, connue sous l'appellation administrative « Recasement des Indigènes », s'est accomplie, d'après les explications de l'auteur et les renseignements que nous avons pu recueillir de notre côté, dans les conditions suivantes.

La plus ancienne fut effectuée en 1889 dans le douar-commune Tiffiles, Commune Mixte de la Mékerra. Les habitants de ce douar-commune n'avaient plus une seule parcelle de propriété privée. Ils avaient tout vendu : en 1887, 4.000 hectares au service des Domaines pour la création du centre de Tassin ; en 1889, 700 hectares au même service pour l'agrandissement de ce centre et le reste à des particuliers. Il ne leur restait que 5.473 hectares de communaux.

On préleva donc, sur le communal n° V, 700 hectares qui furent divisés en 98 lots, attribués sous forme de location, sur la proposition de la Djemaâ, aux plus nécessiteux moyennant un loyer de 3 francs par hectare et par an pour une durée de 18 ans.

En 1897, 1.500 hectares furent divisés en 223 lots attribués dans les mêmes conditions. En 1899, chaque lo-

cataire reçut en outre un lot, dit de jardin, de deux hectares. Des terrains de parcours et un emplacement pour un village furent réservés.

Dans le même douar on recasa, sur 1.500 hectares les habitants du douar Tirenat, qui avaient cédé leurs terres pour l'agrandissement du centre de Sidi-Lhassen, ainsi que 14 familles et de pauvres fellahs.

Des opérations identiques furent pratiquées sur les communaux des douars de Oued-Mebtouh, de Tilmouni, de Messer, de Telioun, des Sidi-Yacoub, des Mehadid, faisant partie de la commune Mixte de la Mékerra. L'ensemble des opérations, pour cette Commune, porta sur 12.111 hectares divisés en 800 lots de 7 à 20 hectares.

Les douars-communes d'Oued-Sefioun et de Mezaourou, de la Commune Mixte du Télagh, suivirent cet exemple et utilisèrent 2.356 hectares divisés en 177 lots.

C'est ainsi que 16.000 hectares furent mis à la disposition de plus d'un millier de familles.

Trois villages furent créés : Bedrabine, sur l'allotissement Tiffilès ; Mehadid, sur celui de Méhadid, et, M'Saïd, sur celui d'Oued-Sefioun. Depuis, d'autres villages furent établis : Bentemine et Aïn-Kada, dans le douar Sidi-Yacoub ; Oulad-Abid, Chier, Ouled-Bendid, Touaita et Ouled-Amara dans le douar de Messer ; Kedadfra, Gouassem et Khelaifia dans le douar Tilmouni.

Tous ces centres ont, comme les centres européens leurs puits et leurs aires à battre. Certains possèdent même une école, une maison de Djemaâ, quelques-uns une mosquée. Tous sont alimentés en eau potable et sont pourvus de voies d'accès faciles.

De tous ces villages, le plus intéressant est celui de Bedrabine.

\*  
\*\*

Ce village a été construit sur le communal n° V du douar Tiffilès, Commune Mixte de la Mékerra, dit « Be-

drabine ». Ce mot vient de « Oum Edrhabine », « la mère des porcs épics ».

Le choix de l'emplacement fut judicieux. Il est placé au centre du Communal. Les Indigènes y furent recasés vers 1889.

Il se trouve à 35 kilomètres de Sidi-bel-Abbès, à 3 kilomètres au Sud de la route nationale qui va à Tlemcen et Oudjda. De cette route Bedrabine présente l'aspect d'un village de colonisation français.

Sur chaque côté du chemin d'accès ont été plantés des arbres. Les rues sont larges, également bordées d'arbres ; on y a aménagé de vastes trottoirs en terre battue avec des bordures en pierre taillée et des caniveaux pavés. Elles se croisent à angle droit et sont très bien entretenues.

Les maisons ont été construites sur des lots de 0.09 à 0.10 ares. Elles sont bâties à l'européenne et constituent un abris très confortable.

Elles se composent généralement de deux à trois pièces de 9 à 10 mètres carrés, complètement indépendantes et pourvues parfois d'une cheminée. Les pièces sont de plain pied, sans carrelage ; les murs sont blanchis à la chaux et le sol est simplement battu. La hauteur moyenne atteint 4 mètres. Il n'y a pas de plafond. Elles sont couvertes en tuiles. Aux murs de la pièce principale sont accrochés des vaisseliers supportant des assiettes aux dessins de couleurs vives, des verres enluminés de dorures, des tasses à thé décorées. De chaque côté de ce vaisselier sont le plus souvent plaquées des gravures arabes et des photographies des fils de la famille qui sont ou qui furent soldats. Dans le fond sont repliés les matelas et les coussins. Aucun autre objet ne meuble ces pièces. Les ouvertures de l'habitation, portes et fenêtres, donnent sur la cour intérieure, entourée d'une murette assez haute, et à laquelle on accède du dehors par un grand portail à double battant.

Beaucoup de maisons possèdent des hangars où sont abrités le bétail et le matériel.

En 1896, le coût de chaque habitation était d'environ quatre à cinq cents francs : 75 francs pour le salaire du maçon européen ou marocain, le propriétaire servant de manœuvre, et le reste pour l'achat des tuiles, des charpentes, des ferrures, des vitres et du ciment ; la pierre, très abondante dans la région, n'avait pas de valeur.

La somme en question était trop élevée pour les locataires de Bedrabine et il leur était difficile d'emprunter puisqu'ils n'étaient pas propriétaires. C'est donc la Société Indigène de Prévoyance, de Secours et de Prêts Mutuels qui, sur la proposition de M. l'Administrateur Varnier, fit à chacun l'avance nécessaire ; en l'occurrence cet organisme joua un rôle véritablement utile. Le nombre des maisons ainsi construites est de 153.

L'heureuse initiative de M. Varnier s'est encore manifestée pour l'édification des bâtiments publics. Bedrabine possède une école de garçons, un ouvroir pour les filles, une salle de Djemaâ, une mosquée, une salle de consultations gratuites.

Tous ces édifices furent payés sur les ressources générales du douar, ainsi d'ailleurs que divers chemins d'accès, une conduite d'eau potable, une fontaine, un abreuvoir et un canal bétonné pour l'écoulement des eaux, l'empierrement des rues, la construction de caniveaux pavés et de trottoirs. L'ensemble des dépenses s'éleva à 157.400 francs. Il faut également mentionner la construction, par la Société de Prévoyance, de silos pour l'emmagasinage des grains qui coûtèrent 2.700 francs.

Ainsi donc, il n'a pas été fait appel aux subventions de la Colonie et ce sont les habitants eux-mêmes qui, sous l'intelligente impulsion du chef de la Commune, ont réalisé cette première étape dans la civilisation européenne.

Les lots de culture ont été défrichés et mis en valeur. Là où il n'y avait que broussailles on peut voir des

champs de céréales, de la vigne, des olivettes. Et dans ce progrès apparaît, encore plus que pour l'habitation, l'influence de l'exemple donné par les colons des centres voisins.

Les indigènes ignoraient complètement le labour préparatoire. Les instruments aratoires qu'ils possédaient, notamment l'antique charrue arabe, ne leur permettaient pas un défoncement rationnel. Ils n'amendaient jamais leurs terres et celles-ci ne leur donnaient que de maigres récoltes.

En 1896, il n'était récolté en moyenne que 1.000 quintaux de blé et 5.000 quintaux d'orge alors que les colons Européens obtenaient des rendements bien supérieurs. Les Indigènes se décidèrent à faire des labours préparatoires, fumèrent leurs champs et utilisèrent même des engrais chimiques. Ils adoptèrent le matériel agricole français. Et c'est ainsi qu'en 1926 il fut récolté 4.800 quintaux de blé et 9.600 quintaux d'orge; l'avoine, qu'ils ne cultivaient pas autrefois, donna 8.000 quintaux.

Quelques habitants se livrent aussi à la culture de l'olivier.

Le Douar-Commune possède une très belle olivette et 50 hectares de vignes qui sont loués par voie d'adjudication. L'adjudicataire en prend un soin tout spécial et vend la récolte aux Européens de Tassin.

2.500 arbres ont été plantés.

La culture maraîchère, qui devait être effectuée dans les lots de jardin, n'a pas réussi.

Les 50 charrues arabes, existant en 1896, ont disparu. En 1926, il fut dénombré 120 charrues françaises; 102 charriots, charrettes et tombereaux; 11 herses ou rouleaux. Certains locataires ont actuellement des moissonneuses-lieuses et des tarares.

Le nouveau matériel, exigeant des moyens de traction plus puissants, il fut indispensable d'augmenter le nombre des chevaux et des mulets. Alors qu'en 1896 il y

avait 46 chevaux et mulets et 164 ânes, en 1926 on comptait 250 cheveaux et mulets et 50 ânes.

Malgré les mauvaises années (1920, 1922, 1926) les habitants de Bedrabine sont dans une situation économique satisfaisante, grâce aux modes de cultures employés.

Nous donnons, ci-après, la liste d'un certain nombre de familles qui, n'ayant aucune ressource au moment de leur installation, ont pu, par leur travail, acquérir une certaine aisance.

| Chefs de famille                                     | Charrues | Animaux<br>de trait | Chevaux<br>de selle | Charrettes<br>Voitures<br>Tombereaux | Moutons<br>ou Chèvres | Bœufs<br>ou Vaches |
|------------------------------------------------------|----------|---------------------|---------------------|--------------------------------------|-----------------------|--------------------|
| Kenana Mohamed                                       | 2        | 8                   | 1                   | 2                                    | 100                   | 4                  |
| Kenane Djijali...                                    | 2        | 6                   | 1                   | 2                                    | 40                    | 4                  |
| Kenane Oukacha.                                      | 1        | 4                   | 1                   | 2                                    | 35                    | 2                  |
| Benali Ali et Bra-<br>him .....                      | 4        | 12                  | 2                   | 3                                    | 40                    | 6                  |
| Sekrane Abdelka-<br>deretson neveu<br>Haziani .....  | 2        | 15                  | 2                   | 3                                    | 100                   | 6                  |
| Katir Abdelkader                                     | 3        | 9                   | 2                   | 2                                    | 150                   | 5                  |
| Tayebi Abdelkadr                                     | 2        | 8                   | 1                   | 3                                    | 150                   | 10                 |
| Marabet Mohamd                                       | 3        | 6                   | 1                   | 3                                    | 150                   | 20                 |
| Benyaya Mohamd                                       | 3        | 7                   | 1                   | 1                                    | 40                    | 12                 |
| Cherchab Bekha-<br>led et son frère<br>Mohamed ..... | 4        | 6                   |                     | 3                                    | 20                    | 10                 |
| Aous Ahmed ould<br>Bekhaled .....                    | 2        | 7                   |                     | 1                                    | 25                    | 1                  |
| Berraho Abdel-<br>kader .....                        | 3        | 7                   | 1                   | 1                                    | 120                   | 1                  |

Nous devons reconnaître que certaines familles imprévoyantes, ou trop éprouvées, peu nombreuses du reste,

ont moins bien réussi. Mais le système de la location, les empêchant de vendre ou d'hypothéquer, ces familles pourront se relever avec quelques bonnes récoltes.

D'ailleurs, les statistiques démographiques font ressortir le mouvement ascendant de la population : en 1896, 24 familles et 169 habitants ; en 1911, 133 familles et 776 habitants, et, en 1926, 189 familles et 1.051 habitants.

Ces résultats ont été acquis au prix de gros efforts et grâce à la vigilance soutenue de l'Administrateur. Nous avons déjà vu le rôle que la Société Indigène de Prévoyance avait joué dans la construction des maisons. Elle n'a pas été étrangère à l'aisance dans laquelle se trouvent les habitants de Bedrabine.

Tout au début, cette Société alloua une prime de 50 francs par hectare défriché. Puis, par des prêts de campagne judicieusement consentis, elle permit l'achat de semences. Mais il lui fut impossible, en raison des règles étroites qui la régissaient, d'aider plus efficacement les Indigènes du douar Tiffilès. Ceux-ci, d'autre part, ne pouvaient rien offrir en gage pour obtenir du crédit auprès des établissements financiers. Aussi, dès 1909, une Caisse Locale de crédit agricole mutuel indigène fut-elle créée à la Mékerra et affiliée à la Caisse Régionale Française de Sidi-bel-Abbès.

Cette Société compte à l'heure actuelle plus de 160 membres qui ont reçu, en 1926, à titre de prêts, une somme totale de 128.350 francs, dont une bonne partie a été affectée au paiement de fournitures d'engrais livrés par le Syndicat Agricole. Ainsi la Caisse Locale et la Société Indigène de Prévoyance se complètent et contribuent à soustraire les Indigènes à l'usure.

Les services publics fonctionnent normalement. Le douar est administré par une Djemaâ élue sous le régime de la loi du 4 Février 1919, et contrôlée par la Commission Municipale de la Commune Mixte de la

Mékerra. Le service médical est assuré une fois par semaine par le Médecin de Colonisation qui fait ses consultations dans une salle spécialement affectée à cet usage. Les conditions d'hygiène sont satisfaisantes ainsi que la santé publique. Les garçons, sous la direction d'un instituteur indigène sortant de la Section Spéciale de l'Ecole Normale de la Bouzaréa, reçoivent une instruction primaire. Les filles sont initiées à la fabrication des tapis par une monitrice indigène formée à l'ouvrier de Tlemcen.

Le ravitaillement est facile, le centre de Tassin situé à 4 kilomètres, étant relié à Bedrabine par un chemin empierré. Sidi-bel-Abbès n'est qu'à 35 kilomètres. Enfin, la station de chemin de fer de Tatfaman, sur la ligne à voie large d'Oran à Oudjda est distante de 5 kilomètres. Dans le village même on trouve deux cafés maures et une boutique tenue par un commerçant arabe. Celle-ci est très bien achalandée en objets de cuisine, vaisselle, étoffes, denrées de toutes sortes, épicerie.

\*  
\*\*

La prospérité du village de Bedrabine est manifeste. Les chiffres que nous avons cités sont suffisamment éloquents. Grâce aux dispositions prises, les Indigènes peuvent assurer convenablement leur existence et celle de leurs familles. En les groupant sur les communaux l'Administration leur a permis de devenir d'honnêtes cultivateurs. Elle a ainsi empêché leur dispersion dans les centres européens, villes et villages, où fatalement beaucoup d'entre eux, livrés à eux-mêmes, auraient augmenté le nombre des miséreux et des vagabonds.

Pierre ARRIFE.

---

## ANNEXE IV

~~~~~

ARRETE DU 24 DECEMBRE 1914

~~~~~

Le Gouverneur Général de l'Algérie,

Vu les articles 1 et 8 de la loi du 14 Avril 1893 définissant le but des Sociétés Indigènes de Prévoyance, de Secours et de prêts mutuels des communes de l'Algérie et conférant à ces établissements la personnalité civile dans les limites déterminées ;

Vu l'article 19 de la même loi ainsi conçu : « Des arrêtés du Gouverneur Général pris en Conseil de Gouvernement régleront les mesures d'exécution de la présente loi » ;

Vu l'arrêté du Gouverneur Général du 7 Décembre 1894, particulièrement l'article 16 portant qu'il est statué sur le compte de gestion annuel du trésorier par la Commission de surveillance instituée par l'article 10 de la loi du 14 Avril 1893 ;

Considérant que ce mode de procéder met la juridiction ordinaire (Cour des Comptes ou Conseil de Préfecture) dans l'impossibilité de s'assurer des reliquats de fin d'année accusés par les receveurs municipaux lorsque ces derniers sont, en même temps, trésoriers de Sociétés de Prévoyance ;

Considérant que le contrôle judiciaire, pour être efficace, doit s'étendre à toutes les opérations de recette et de dépense faites par les receveurs des communes, y compris celles auxquelles donne lieu le fonctionnement des Sociétés Indigènes de Prévoyance ;

Attendu que pour atteindre ce résultat, il convient

d'incorporer les opérations concernant les Sociétés de Prévoyance dans les services hors budget des communes où fonctionnent ces établissements;

Le Conseil de Gouvernement entendu,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les articles 6 et 8 à 17 inclus de l'arrêté du 7 décembre 1894 sont abrogés et respectivement remplacés dans les dispositions ci-après :

Article 6 (inventaires annuels). — Au 31 décembre de chaque année, il est dressé, par les soins du président du Conseil d'Administration, un inventaire de l'actif mobilier des Sociétés. Les résultats de cet inventaire sont relatés dans le compte rendu que, suivant l'article 11 de la loi du 14 avril 1893, les présidents des Sociétés Indigènes doivent, le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, adresser au Gouverneur Général.

Article 8 (exercice financier). — L'exercice financier des Sociétés Indigènes de Prévoyance est de 12 mois. Il commence le 1<sup>er</sup> janvier pour finir le 31 décembre de la même année.

Article 9 (compte rendu de la situation financière et morale). — A la clôture de l'exercice, le compte rendu de la situation financière et morale de la Société de Prévoyance est soumis par le Président du Conseil d'Administration. Ce compte est approuvé par le Préfet qui en adresse un exemplaire au Gouverneur Général.

Article 10 (recouvrement des cotisations). — Les cotisations annuelles en numéraire font l'objet d'un état individuel portant indication de la somme due par chaque sociétaire ayant opté pour le paiement en argent. Celles en nature sont mentionnées sur un relevé portant indication de la quantité versée en matière et de la valeur estimative de cette dernière.

Ces états sont établis et signés par le président du Conseil d'Administration qui les adresse au trésorier

par l'intermédiaire du Directeur des Contributions diverses.

Article 11 (calcul de l'intérêt des prêts). — L'intérêt des prêts remboursables, soit en nature, soit en argent, est calculé par mois entier pendant lequel l'emprunt est effectué, quel que soit le jour. Il n'est pas dû pour le mois du remboursement.

Les constatations à ce titre sont justifiées dans le compte du trésorier au moyen d'un décompte général des intérêts acquis à la Société.

Article 12 (recouvrement des prêts). — Les prêts dûment autorisés font l'objet, de la part de l'emprunteur, d'un engagement sous caution, rédigé dans la forme indiquée par l'administration.

Lorsque le délai du remboursement du prêt est prorogé, la délibération du Conseil d'Administration accordant cette prorogation est jointe au compte. Dans ce cas une nouvelle caution est exigée de l'emprunteur.

Dans le cas où l'emprunteur ne se libérerait pas à l'époque qui lui a été fixée en définitive, l'action en recouvrement serait poursuivie par le président, sur la demande du Conseil d'Administration, comme en matière musulmane, conformément aux décrets des 17 avril 1889, 8 janvier 1870 et 10 mai 1906 (Territoires civil et de commandement), 29 août 1874 et 12 décembre 1908 (ressort des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie), 5 décembre 1908 (ensemble de l'Algérie).

Article 13 (registres du trésorier). — Les recettes et les dépenses de toutes natures effectuées par les receveurs municipaux, trésoriers de droit des sociétés de prévoyance, sont décrites en bloc et par journées dans les services hors budget des communes intéressées.

Ces opérations sont, au préalable, portées sur un livre de détail des recettes et des dépenses et sur un livre de comptes divers. Ces livres sont tenus en conformité des

prescriptions de l'instruction générale des Finances du 20 juin 1859.

Le trésorier tient également un registre des prêts et des remboursements.

Article 14 (bordereaux trimestriels). — Le trésorier doit fournir, à l'expiration de chaque trimestre, au président du Conseil d'Administration et au directeur des Contributions diverses, un bordereau détaillé des opérations de recettes et de dépenses faites depuis l'ouverture de l'exercice.

Toutefois, après accord avec le président du Conseil d'Administration, le trésorier pourra n'établir le bordereau qu'en simple expédition. Dans ce cas, l'expédition unique sera communiquée au président, puis transmise sans retard au directeur des Contributions Diverses.

Article 15 (comptes de gestion). — Le trésorier établit, à la fin de chaque exercice, un compte de gestion. Dans le cas de gestion scindée, le compte s'établit sur des formules spéciales, et il doit être appuyé d'un procès-verbal de remise de service.

Le compte de gestion est divisé en deux parties représentant, d'une part, les opérations en deniers, et de l'autre, les opérations en matière. Toutes les opérations d'entrée ou de sortie des matières doivent figurer pour leur montant en argent, dans les écritures et dans le compte deniers du trésorier, qui procède, à cet effet, à une conversion, d'après les bases fixées au commencement et pour la durée de l'exercice, par le Conseil d'Administration.

Le trésorier est seulement responsable des opérations de recettes et de dépenses qu'il effectue en argent.

Article 16 (jugement des comptes). — Le compte de gestion annuel du trésorier est annexé à celui de la commune dans laquelle fonctionne la société. Ce compte est, au préalable, soumis, avec pièces à l'appui, à l'approbation du Conseil d'Administration de la Société, qui for-

mule ses appréciations dans une délibération conforme au modèle donné par l'Administration.

Préalablement à son envoi à la juridiction compétente, dans les délais réglementaires, le compte de gestion de la Société de Prévoyance est soumis, dans chaque département, à la Commission de surveillance instituée par l'article 10 de la loi du 14 avril 1893.

Les observations de la commission sont consignées dans un procès-verbal. Ce procès-verbal est transmis au Gouverneur Général par le Préfet ou l'autorité en tenant lieu.

Article 17 (remises des trésoriers). — Les remises des trésoriers sont calculées d'après le tarif édicté par l'arrêté ministériel du 7 octobre 1858.

Ne donnent pas lieu à remises les opérations suivantes :

*En recettes :*

- les prêts en nature ou en argent faits par d'autres sociétés indigènes;
- le recouvrement en nature ou en argent du capital des prêts faits à d'autres sociétés indigènes;
- la recette des indemnités payées par les compagnies d'assurances;
- le produit des ventes de grains;
- les fluctuations dans la valeur des matières (bonis);
- les entrées extraordinaires en nature (excédents);
- les recettes dites d'ordre, destinées à contrebalancer des dépenses en nature;
- les opérations faites à titre de « consignations ».

*En dépenses :*

- le montant des achats de grains;
- le montant des prêts en argent ou en nature, consentis aux sociétaires;

- le montant des prêts en argent ou en nature faits à d'autres sociétés indigènes;
- le remboursement en argent ou en nature du capital des prêts consentis par d'autres sociétés indigènes;
- les secours en nature;
- les fluctuations dans la valeur des matières (pertes);
- la dépense des manquants en nature apparus aux inventaires;
- les sorties extraordinaires (annulations, pertes, avaries, etc.);
- les dépenses dites d'ordre destinées à contrebalancer des recettes en nature;
- les opérations faites à titre de « consignation ».

Les remises sont ordonnancées au profit des ayants-droit, à l'expiration de chaque trimestre, sur la production de décomptes préalablement vérifiés et visés par le directeur des Contributions Diverses.

Ces remises sont passibles, pour les trois-quarts de leur montant, des retenues prescrites par l'article 3 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles.

Article 2. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1915.

A titre transitoire, l'exercice 1913-1914 qui devrait prendre fin le 30 septembre 1914 sera prorogé jusqu'au 31 décembre de la même année.

Toutefois, les remises des trésoriers pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 décembre 1914, seront calculées à part, selon les règles ordinaires, mais sans faire entrer en ligne de compte les remises perçues pendant les trimestres précédents.

Article 3. — Le secrétaire général du Gouvernement, les préfets de l'Algérie, le Général commandant la Division d'Oran et les directeurs des Contributions diverses de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

---

## BIBLIOGRAPHIE

~~~~~

I. — OUVRAGES DIVERS

- BEN ALI FEKAR. — L'Usure en Droit Musulman, Thèse, Lyon, 1908.
- CESAR ANCEY. — Les Risques du Crédit, l'Assurance des Crédits Commerciaux, Paris, 1926.
- R. AYNARD. — L'Œuvre de la France en Algérie, Paris, 1913.
- AUGUSTIN BERNARD. — L'Algérie, Paris, 1929.
- J. BOUCHET. — La garantie des Crédits Commerciaux et l'Assurance-Crédit, Paris, 1925.
- CHAMP. — La Commune Mixte d'Algérie, Thèse, Alger, 1928.
- CHANTRE ET BERTHOLON. — Recherches Anthropologiques dans la Berbérie Orientale, Lyon, 1913.
- OCTAVE DEPONT. — Mutualité Coloniale, Bordeaux, 1906.
- DEPONT ET COPPOLANI. — Les Confréries Religieuses Musulmanes, 1897.
- GSELL. — Histoire Ancienne de l'Afrique du Nord, tome V, Paris, 1927.
- HANOTEAU ET LETOURNEUX. — La Kabylie et les Coutumes Kabyles, Paris, 1893.
- EMILE LARCHER. — Traité de Législation Algérienne, 3^e Edition, 1923.
- HAURIU. — Précis de Droit Administratif.
- LT-CL DE LARTIGUE. — Monographie de l'Aurès, Constantine, 1904.
- JOSEPH LECOQ. — Les Sociétés Indigènes de Prévoyance, Thèse, Paris, 1903.
- MORARD. — Le Crédit Agricole à court terme en Algérie, Thèse, Oran, 1929.
- ALFRED NAST. — Code de la Coopération. Etude sur le régime légal et réglementaire de la coopération en France, Sirey, Paris, 1928.
- PASQUIER-BRONDE. — La Coopération Agricole en Algérie, 1927.
- DE PEYERIMHOFF. — Enquête sur les résultats de la Colonisation Officielle.
- POUYANNE. — La question Agraire en Algérie, 1901.
- G. RECTENWALD. — Des Œuvres d'Assistance spéciales aux Indigènes en Algérie, Thèse, Montpellier, 1908.
- LOUIS RINN. — Histoire de l'Insurrection de 1871 en Algérie, Alger, 1891.
- RIVIERE ET LECOQ. — Traité pratique d'Agriculture pour le Nord de l'Afrique, Paris, 1914.

- RENE ROSIER. — Les Sociétés Indigènes de Prévoyance au Maroc, Thèse, Paris, 1925.
J. SALPHATI. — Le Crédit Agricole Mutuel en Algérie, Thèse, Alger, 1924.
J. VAN VOLLENHOVEN. — Essai sur le Fellah Algérien, Thèse, Paris, 1903.

II. — RECUEILS ET DOCUMENTS OFFICIELS

- BERSEVILLE. — Rapport sur les opérations des Sociétés Indigènes de Prévoyance, de Secours et de Prêts Mutuels d'Algérie, pendant l'exercice 1895-1896 présenté à M. Jules Cambon, Gouverneur Général de l'Algérie. Publié par les soins du Gouvernement Général.
Bulletin Officiel des Actes du Gouvernement, de 1830 au 24 juin 1858.
Bulletin Officiel du Gouvernement Général de l'Algérie.
Bulletin Officiel du Protectorat Marocain.
Dalloz Périodique.
ESTOUBLON ET LEFEBURE. — Code de l'Algérie Annoté.
Exposé de la Situation Générale de l'Algérie en 1928, présenté par M. Pierre Bordes, Gouverneur Général de l'Algérie.
Journal Officiel de la République Française.
Journal Officiel de l'Algérie.
Journal Officiel du Protectorat Tunisien.
Pandectes Françaises. — Répertoire, Paris, 1899.
P. DE MENERVILLE. — Dictionnaire de la Législation Algérienne, période 1830-60, Alger, 1877.
Procès-verbaux des délibérations du Conseil Supérieur de Gouvernement, 1875.
Procès-verbaux des délibérations du Conseil de Gouvernement
Procès-verbaux des délibérations des Assemblées Algériennes.
Procès-verbaux des délibérations du Conseil Général d'Alger.
Procès-verbaux des délibérations de la Commission Interdélé-gataire de coordination de l'Enseignement technique et pro-fessionnel, 1927.
Procès-verbaux des délibérations des Commissions de surveil-lance départementales.
Procès-verbaux Sommaires du Congrès International de So-ciologie Coloniale, 1900, Imprimerie Nationale, Paris.
Recueil Général des Lois et Arrêtés publié par Sirey.
Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture d'Alger.
Revue Algérienne de Législation.
E. SAUTEYRA. — Législation de l'Algérie, Paris, 1878.
Statistique Générale de l'Algérie.
Statistiques des Sociétés Indigènes de Prévoyance, de Secours et de Prêts Mutuels d'Algérie.

III. — DIVERS

- P. CARDONNE. — La Mutualité Agricole à Tlemcen, 1927.
GAFFIOT. — Cours de Sociologie Algérienne à la Faculté de Droit d'Alger, l'Habitation, année scolaire 1925-1926.
MORAND. — Les Personnes morales en droit Musulman.
A. DE PEYRE. — Les Sociétés Indigènes de Prévoyance, de Secours et de Prêts Mutuels des Communes d'Algérie, Beaugency, 1899.
E. VALLET. — Mutuelles-Labours. Etude sur la création de Sociétés d'Assurances Mutuelles Agricoles en Algérie. Constantine, 1904.
Quelques aspects de la vie sociale et de l'administration des Indigènes d'Algérie, publié par les soins du Gouvernement Général en 1922.
Les Sociétés de Culture Indigènes (Djemaât-el-Felaha), publié par les soins du Gouvernement Général en 1919.
Les Territoires du Sud de l'Algérie. Exposé de leur situation publié par ordre de M. Th. Steeg, Gouverneur Général de l'Algérie, en 1922.
Renseignements communiqués :
a) — Par la Résidence Générale de la République Française en Tunisie ;
b) — Par la Résidence Générale de la République Française au Maroc ;
c) — Par le Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française ;
d) — Par la Mission des Pères Blancs ;
e) — Par M. Lévy, Délégué Financier.
f) — Par M. Averseng, Maire d'El-Affroun.
-

Vu : Le Président de Thèse,
MAURICE GAFFIOT.

Vu : pour le Doyen :

L'Assesseur
THOMAS.

Vu et permis d'imprimer :
Alger, le 8 Avril 1930,

Pour le Recteur,

Le Vice-Président du Conseil de l'Université,

PIERRE MARTINOT.

TABLE DES MATIÈRES



Introduction	3
------------------------	---

PREMIERE PARTIE

DES SOCIETES INDIGENES DE PREVOYANCE, DE SECOURS ET DE PRETS MUTUELS D'ALGERIE

CHAPITRE PREMIER. — Historique	5
CHAPITRE II. — Buts des Sociétés. — Organisation administrative et financière. — Opérations des sociétés	23
SECTION I. — Buts des Sociétés	24
I. — Secours	25
II. — Crédit	26
III. — Assurances	27
IV. — Prêts de Société à Société	27
SECTION II. — Organisation administrative	28
I. — Création et Dissolution des Sociétés	28
A. — Création	28
B. — Dissolution	30
II. — Sociétaires	31
III. — Conseil de Section	32
A. — Composition	32
B. — Attributions	35
C. — Président du Conseil de Section	36
D. — Secrétaire du Conseil de Section	37
IV. — Conseil d'Administration	37
A. — Composition	37
B. — Attributions	39
C. — Président du Conseil d'Administration	40
D. — Secrétaire du Conseil d'Administration	41
SECTION III. — Organisation Financière	42
I. — Actif de la Société	42
II. — Trésorier	42
III. — Timbre et Enregistrement	48

SECTION IV. — Opérations des Sociétés	49
I. — Cotisations. — Nature et Recouvrement..	49
II. — Secours	52
III. — Prêts	52
IV. — Emprunts de Société à Société	56
V. — Assurances Collectives	58
VI. — Adjudications	58
VII. — Constitution de réserves en nature. — Aménagement des silos	59
SECTION V. — Particularités des Sociétés fonctionnant dans les Territoires du Sud	61
CHAPITRE III. — Caractère Juridique des Sociétés	64
CHAPITRE IV. — Résultats obtenus par les Sociétés In- digènes de Prévoyance	78
I. — Sociétés	78
II. — Sociétaires	79
III. — Actif	79
IV. — Cotisations	80
V. — Prêts	80
VI. — Secours	81
VII. — Utilisation des Ressources	81
VIII. — Opérations en nature	82
IX. — Assurances	83
CHAPITRE V. — Revue sommaire des Institutions similai- res en Tunisie, au Maroc et en Afrique Occi- dentale Française	87
SECTION I. — Tunisie	88
SECTION II. — Maroc	97
SECTION III. — Afrique Occidentale Française	107

DEUXIEME PARTIE

CRITIQUES. — TENTATIVES FAITES POUR REMEDIER PAR D'AUTRES ORGANISATIONS A L'INSUFFISANCE DE LA LOI DU 14 AVRIL 1893

CHAPITRE PREMIER. — Critiques	127
SECTION I. — Fonctionnement des Sociétés. — Erreurs d'application de la loi du 14 Avril 1893	128
I. — Sociétaires et Cotisations	128
II. — Prêts et insuffisance des ressources	130
III. — Formalisme financier et tutelle adminis- trative	136
IV. — Assurances collectives	138

SECTION II. — Imperfections et lacunes de la loi du 14 avril 1893	139
CHAPITRE II. — Tentatives faites pour remédier par d'autres organisations à l'insuffisance de la loi du 14 avril 1893	145
SECTION I. — Mutuelle-Labours	145
SECTION II. — Caisses régionales indigènes de Crédit agricole mutuel	148
SECTION III. — Djemaâ-el-Felaha	154
SECTION IV. — Centres d'Education professionnels et agricoles	156

TROISIEME PARTIE

REFORMES A REALISER

CHAPITRE PREMIER. — Buts à poursuivre	162
I. — Secours	165
II. — Crédit	165
III. — Coopération	167
IV. — Vulgarisation des méthodes françaises de culture et du matériel moderne	168
V. — Vulgarisation de bonnes méthodes d'élevage	169
VI. — Assurances	171
VII. — Habitat	172
VIII. — Œuvres agricoles	178
CHAPITRE II. — Caractère Juridique	179
CHAPITRE III. — Réorganisation des Sociétés	181
I. — Sociétés et Sections	181
II. — Sociétaires	181
III. — Conseil d'Administration	183
IV. — Assemblée générale de la Société	185
V. — Inspection et contrôle	186
CHAPITRE IV. — Organisme Central. — Création d'une Fédération des Sociétés Indigènes de Prévoyance	188
I. — Objet et capacité juridique de la Fédération	189
A. — Assurances	190
B. — Habitat	190
C. — Fonds Général de secours	191
II. — Conseil d'Administration. — Composition et pouvoirs	191

III. — Assemblée Générale.....	193
IV. — Contrôle	193
CHAPITRE V. — Procédure à suivre pour obtenir le texte Législatif autorisant les réformes	194
ANNEXE I. — Jugement du Tribunal d'Orléansville du 9 juin 1925	199
ANNEXE II. — Arrêt de la Cour d'Appel d'Alger du 20 juin 1927	201
ANNEXE III. — Un centre de recasement : Bédrabine ..	203
ANNEXE IV. — Arrêté du 24 décembre 1914	211
BIBLIOGRAPHIE.	217



ERRATA

- Page 6. — 13^e ligne, *au lieu de*: qu'il eut été, *lire*: qu'il eût été.
- Page 16. — 6^e ligne, *au lieu de*: être accordé un délai par la djemaâ supérieure, *lire*: être accordé par la djemaâ supérieure...
- Page 20. — 8^e ligne, *au lieu de*: du 29 mai 1884 (1). Les Sociétés, *lire*: du 29 mai 1884 (1), les Sociétés...
- Page 44. — Note 2, *au lieu de*: « Journal Officiel » du Gouvernement Général de l'Algérie, *lire*: « Journal Officiel » de l'Algérie.
- Page 47. — 27^e ligne, *au lieu de*: ne comportent pas d'emploi, *lire*: ne comportent pas l'emploi...
- Page 57. — 24^e ligne, *au lieu de*: est nécessaire, *lire*: est nécessaire...
- Page 59. — 22^e ligne, *au lieu de*: fournitures n'excèdent pas, *lire*: fournitures n'excédant pas...
- Page 61. — 11^e ligne, *au lieu de*: différent, *lire*: différent...
- Page 66. — 1^{re} ligne, *au lieu de*: trésoriers, *lire*: trésoriers... 9^e ligne, *au lieu de*: « Bulletin » et au « Journal Officiel », *lire*: « Bulletin » ou au « Journal Officiel »... 10^e ligne, *au lieu de*: obligatoire, *lire*: obligatoires... Dernière ligne, *au lieu de*: qu'elle est, *lire*: quelle est...
- Page 72. — Dernière ligne, *au lieu de*: supéer, *lire*: suppléer...
- Page 87. — Graphique des Sociétés, *au lieu de*: Nombre de Sociétaires, *lire*: Nombre de Sociétés...
- Page 91. — 14^e ligne, *au lieu de*: par les prêts, *lire*: par des prêts...
- Page 92. — 18^e ligne, *au lieu de*: intéressés, *lire*: intéressées...
- Page 105. — 5^e ligne, *au lieu de*: urgent, *lire*: urgents.
- Page 124. — 25^e ligne, *au lieu de*: 11.129.95, *lire*: 11.129.950 fr.
- Page 135. — Dernière ligne, *au lieu de*: ci-après, *lire*: ci-après.
- Page 138. — 15^e ligne, *au lieu de*: rémunératrice, *lire*: rémunératrices...
- Page 156. — 24^e ligne, *au lieu de*: dans diverses branches, *lire*: dans les diverses branches...
- Page 164. — 14^e ligne, *au lieu de*: envisagées, *lire*: envisagés.
- Page 171. — 5^e ligne, *au lieu de*: individualistes, *lire*: individualiste...
- Page 174. — 10^e ligne, *au lieu de*: construi, *lire*: construit.
- Page 175. — 14^e et 15^e lignes, *au lieu de*: aménagement, *lire*: aménagement...
- Page 182. — Note 1, *au lieu de*: Supra, page 131, *lire*: Supra, pages 128 et 129.
- Page 183. — 7^e ligne, *au lieu de*: débarasser, *lire*: débarrasser.
- Page 190. — 20^e ligne, *au lieu de*: a donné, *lire*: ont donné...
- Page 199. — 12^e ligne, *au lieu de*: productifs d'intérêt, *lire*: productif d'intérêts.
- Page 205. — 18^e ligne, *au lieu de*: abris, *lire*: abri.
- Page 217. — Avant dernière ligne, *au lieu de*: Lecoq, *lire*: Lecq.
- Page 223. — 6^e ligne, *au lieu de*: Mutuelle-Labours, *lire*: Mutuelles-Labours... 9^e ligne, *au lieu de*: Djemaâ-el-Felaha, *lire*: Djemaât-el-Felaha... 10^e et 11^e lignes, *au lieu de*: professionnels et agricoles, *lire*: professionnelle et agricole.

